

UNIVERSITÉ D'ALGER
FACULTÉ DE DROIT
ANNÉE 1928 — N° 6

Le Régime de la Répression

dans les

Territoires du Sud de l'Algérie

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 24 Mai 1928

par

THINIÈRES ANDRÉ-FÉLIX-CHARLES

Né à Assier (Lot) le 15 Mars 1897

JURY DE LA THÈSE :

MM. BIENVENÜE.....	Président.
FAÛRE DE CÉRIS.....	} Suffragants.
DUPONT.....	

ALGER
IMPRIMERIE « LA TYPO-LITHO »

1928

Thèse Alger
1928

Le Régime de la Répression

dans

les Territoires du Sud de l'Algérie

UNIVERSITÉ D'ALGER
FACULTÉ DE DROIT
ANNÉE 1928 — N° 6

Le Régime de la Répression

dans les

Territoires du Sud de l'Algérie

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 24 Mai 1928

par

THINIÈRES ANDRÉ-FÉLIX-CHARLES

Né à Assier (Lot) le 15 Mars 1897

JURY DE LA THÈSE :

MM. BIENVENÜE.....	} <i>Président.</i> <i>Suffragants.</i>
FAÛRE DE CÉRIS.....	
DUPONT.....	

ALGER
IMPRIMERIE « LA TYPO-LITHO »

1928

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MORAND, *, I. U.	Doyen, Professeur de Droit musulman.
THOMAS, *, I. U.	Assesseur du Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, I. U....	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. U..	Professeur de Droit administratif, en congé.
CHAUVIN.....	Professeur d'Economie politique, en congé.
MILLIOT, A. U....	Professeur de Législation algérienne, tunisienne et marocaine.
BIENVENÛE, U....	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU.	Agrégé.
STÉFANI.....	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS,	
I. U.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
DUPOND, U.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
GAFFIOT.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
BRETON.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
FRÉJAVILLE.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
du HAMEL.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
BOUSQUET.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. I.....	Professeur honoraire.
TESTAUD I. U.....	Professeur honoraire.

JURY DE LA THÈSE :

MM. BIENVENÛE	Président.
FAÛRE DE CÉRIS	} Suffragants.
DUPONT	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'objet du présent ouvrage est l'étude du régime de la répression dans les Territoires du Sud de l'Algérie.

Cette étude est intéressante à un double point de vue. Nous trouvons dans les Territoires du Sud des juridictions qui n'ont leur équivalent ni dans le nord de l'Algérie ni dans le reste de la France : nous y trouvons aussi une compétence tout à fait exceptionnelle des conseils de guerre, juges des civils, compétence qui n'existe à l'heure actuelle dans aucune autre colonie française.

D'autre part deux faits nouveaux dans notre législation répressive, la diminution de la compétence des conseils de guerre et la suppression des pouvoirs disciplinaires des administrateurs dans le nord, peuvent amener sous peu une modification du système en vigueur dans le sud.

Pour situer notre sujet dans l'espace et dans le temps nous le ferons précéder d'une rapide étude sur les limites et l'administration des Territoires du Sud et d'un historique des juridictions répressives algériennes. Dans ces deux premiers chapitres de notre ouvrage on pourrait trouver la matière de deux volumes ; nous n'entrerons pas dans de longs développements ; dans la partie historique en particulier nous nous bornerons à un exposé brutal des faits, nous réservant le

droit de revenir dans les divers chapitres sur les questions qui nous intéressent pour les examiner d'une façon critique. Nous donnerons cependant toutes les références utiles pour permettre au lecteur désirant de plus amples explications de se reporter à nos sources.

Il est d'ailleurs difficile, même à l'aide de l'histoire, de dégager l'idée générale qui a présidé à l'organisation du régime répressif en vigueur dans les Territoires du Sud. Il semble cependant que dans l'esprit du législateur cette organisation a toujours été considérée comme provisoire, provisoire devant cesser par le fait de l'absorption progressive du territoire militaire par le territoire civil. La loi de 1902, créant les Territoires du Sud et stabilisant en quelque sorte la situation a eu pour effet de faire oublier les Territoires du Sud par le législateur métropolitain : en matière répressive, au moins, on semble considérer que les Territoires du Sud sont dans une situation comparable à l'état de guerre ou de siège et c'est par cette seule explication que l'on peut justifier la juridiction des conseils de guerre et les pouvoirs du gouverneur général.

La principale question que nous aurons à nous poser est de voir si ce régime est acceptable cent ans après la conquête, si la situation politique actuelle des Territoires du Sud légitime cette situation, si on doit toucher à ce régime qui en un siècle d'existence a donné d'excellents résultats (il est incontestable en effet que la sécurité a toujours été plus grande dans le sud que dans le nord) ; et si nous en arrivons à la conclusion que cette organisation doit être modifiée nous rechercherons les améliorations qui pourraient y être apportées.

I

Limites et organisation administrative des Territoires du Sud

Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de chercher le pourquoi de la création des Territoires du Sud⁽¹⁾ ; nous nous bornerons à constater leur existence, à fixer leurs limites et à voir brièvement par qui et comment ils sont administrés.

Les Territoires du Sud ont été créés par la loi du 24 décembre 1902 ⁽²⁾ : leur organisation administrative a été fixée par le décret du 14 août 1905 ⁽³⁾.

LIMITES. — La compétence des juridictions que nous avons à étudier étant essentiellement territoriale, il importe de délimiter les Territoires du Sud d'une façon aussi exacte que possible. La loi du 24 décembre 1902 ne stipule que la frontière nord : elle sous-entend que les frontières occidentale, orientale et méridionale sont les frontières mêmes de la colonie ⁽⁴⁾.

(1) Voir sur cette question : Exposé de la situation des territoires du sud : 1^{re} partie. Ce qu'ils sont. Pourquoi ils ont été créés.

(2) Estoublon et Lefébure, Code de l'Algérie annoté 1902-03, page 143.

(3) Estoublon et Lefébure, Code de l'Algérie annoté 1905, page 82.

(4) Il lui aurait été difficile de définir ces frontières. La frontière de l'Algérie avec la Tunisie et le Maroc était encore imparfaitement délimitée ; celle d'avec la Tripolitaine ne l'était pas du tout.

Limites nord. — D'après l'article de la loi de 1902; la frontière entre l'Algérie et les Territoires du Sud suit les lisières du cercle de Marnia, de l'annexe d'El Aricha, de l'annexe de Saïda, du cercle de Tiarret, de l'annexe d'Afflou, du cercle de Boghar, de l'annexe de Chellala, de l'annexe de Sidi Aïssa, de l'annexe de Barika, du poste de Tkout et du cercle de Tebessa. C'est donc une frontière purement artificielle qui n'est marquée par aucun accident du sol; elle suit les contours des circonscriptions administratives déjà tracées et non les bornes géographiques d'une région naturelle: il est donc très difficile de la jalonner et la meilleure façon de se rendre compte est encore de regarder la carte. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire la définition qu'en donne le Gouvernement général (5): « la frontière serpente à droite et à gauche d'un axe jalonné par les chotts des Hauts-Plateaux; en trois points, par l'Aurès, la région de Bou-Saâda et le Djebel Amour, l'Algérie du nord atteint et dépasse même les chaînes de l'Atlas Saharien. » Pour fixer les idées, disons que sur les grandes routes qui conduisent du nord au sud on passe cette frontière après le Kreider, après Guet es Stel et un peu avant Biskra.

Limites à l'ouest. — Elles sont fixées par le protocole du 20 juillet 1901, une décision ministérielle en date du 21 mars 1912 et une décision du 26 mai 1914; adoptant encore la définition du Gouvernement général (6), nous dirons que la frontière « part du Téniet Sassi, suit approximativement la ligne de l'oasis de Figuig (attribué au Maroc), Sidi Eddaher,

(5) Op. cit, p. 13.

(6) Op. cit, p. 15.

l'oued El Kheroua, El Mouna, le confluent de l'oued Talzaza et du Guir et la bordure ouest de la Hamada; au delà, jusqu'à la Mauritanie, il n'existe aucune frontière. »

Frontière orientale algéro-tunisienne. — Elle se divise en deux parties, une dont le bornage est déjà effectué (7), l'autre qui est encore en discussion; la première partie est jalonnée par les points d'eau de Bir el Omri, Hazoua, Bir Retimi, Bir Cheikh Ali, Bir Romane. Dans la deuxième partie le tracé le plus rationnel revendiqué par l'Algérie part de Bir Romane pour aboutir à Bir el Ouaka en passant par Bir Aouine, Bir Montasser, Bir el Haoua et Tiaret.

Frontière algéro-tripolitaine. — Le tracé en a été fixé par l'accord franco-italien du 12 septembre 1919: il attribue à l'Italie la piste la plus directe de Ghardamès à Ghat.

Frontière algéro-soudanaise. — Elle a été fixée par l'accord de Niamey du 20 juin 1909. « La ligne forme un angle ouvert ayant pour sommet Tin Zaouaten et deux côtés sensiblement rectilignes qui aboutissent à l'Atlantique au cap Noum et en Tripolitaine au sud de Ghat. Tin Zaouaten se trouve par 20° de latitude nord et est à 1750 kilomètres d'Alger » (8).

DIVISIONS. — Ces territoires ainsi délimités se subdivisent eux-mêmes en quatre « territoires » : trois de ces territoires, ceux d'Aïn Sefra, Ghardaïa, Tougourt forment le sud des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine; un quatrième, le territoire des Oasis

(7) Accord entre la France et la Tunisie du 30 octobre 1901.

(8) Op. cit., p. 19.

est lui-même au sud des territoires de Ghardaïa et de Touggourt. Déterminer leurs limites respectives est chose au moins aussi difficile que de déterminer les frontières des Territoires du Sud et là encore on ne peut mieux faire que de renvoyer à la carte ; ce que nous pouvons dire de plus clair c'est que les frontières des trois premiers prolongent par une ligne presque verticale les limites des trois départements algériens et que le territoire des Oasis est séparé des territoires de Ghardaïa et de Touggourt par une ligne sensiblement horizontale allant de Timimoun à Ghardamès.

Chacun de ces territoires se subdivise lui-même en cercles et annexes (unités de commandement) et en communes mixtes et communes indigènes (unités administratives). Pour exposer cette division nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire en le mettant à jour de la législation de 1928, un tableau fourni par le Gouvernement général dans son exposé (9).

(9) Op. cit., 2^e partie, page 524 et R. Valet, « Le Sahara Algérien », p. 40.

TERRITOIRES	UNITÉS DE COMMANDEMENT	UNITÉS ADMINISTRATIVE
TERRITOIRE D'AIN-SEFRA Chef-lieu : Aïn-Sefra	Annexe de Mécheria Annexe d'Aïn-Sefra Poste de Revoil- Beni-Ounif Annexe de Géryville Cercle de Colomb : Cercle de Colomb Ann. de Beni-Abbes Poste de Taghit Annexe de Gourara Poste du Touat	Commune mixte de Mecheria Commune mixte d'Aïn-Sefra Commune mixte de Géryville Commune mixte de Colomb Commune indigène de Timimoun
TERRITOIRE DE GHARDAIA Chef-lieu : Laghouat	Annexe de Djelfa Poste de Messaad Annexe de Laghouat Annexe de Ghardaïa Poste d'El-Goléa	Commune mixte de Djelfa Commune mixte de Laghouat Commune mixte de Ghardaïa
TERRITOIRE DE TOUGGOURT Chef-lieu : Tougourt	Annexe de Biskra Poste des Ouled Djelal Annexe de Tougourt Annexe d'El Oued	Commune indigène de Biskra Commune mixte de Tougourt Commune mixte d'El Oued
TERRITOIRE DES OASIS Chef-lieu : Ouargla	Annexe du Tidikelt Annexe d'Ouargla Annexe des Ajjer	Commune indigène d'Ouargla

ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — *Administration centrale.* — A la tête des Territoires du Sud se trouve le Gouverneur général qui représente ces territoires dans tous les actes de la vie civile mais dont les pouvoirs ne sont pas illimités (10). Il a, en outre, toutes les attributions exercées par les préfets dans le nord. Le secrétaire général du gouvernement a les mêmes attributions en ce qui concerne les Territoires du Sud qu'en Algérie proprement dite. Sous leur autorité, un Conseiller du gouvernement est chargé de l'inspection permanente des Territoires du Sud; il a sous ses ordres la direction des Territoires du Sud.

Organisation territoriale. — A la tête de chaque territoire se trouve un commandant militaire, nommé par décret sur présentation des Ministres de l'intérieur et de la guerre et du Gouverneur général. C'est un chef militaire et civil en même temps : le gouverneur général peut lui déléguer et lui délègue en fait une partie de ses attributions et notamment ses attributions péfectorales (11). Ces attributions peuvent se résumer ainsi :

Au point de vue militaire : attributions d'un général de brigade ;

Au point de vue civil et administratif : attributions d'un sous-préfet dont les pouvoirs seraient augmentés de délégations spéciales du Gouverneur général.

Organisation municipale. — La commune est la véritable unité administrative des Territoires du Sud :

(10) Il ne peut en particulier contracter d'emprunt, ni concéder un chemin de fer sans y être autorisé par une loi.

(11) Voir sur les attributions du commandant militaire le décret du 14 août 1905 complété par la circulaire ministérielle du 14 janvier 1906 (Estoublon 1906, p. 21) et surtout la circulaire du 29 juin 1923 (R. A., 1924-3-618).

il n'existe aucune circonscription groupant financièrement et politiquement les communes (comme le département dans la métropole). Les cercles et annexes sont de simples circonscriptions de commandement. Le maire de la commune est le commandant du cercle ou le chef d'annexe qui, à ce titre, et entre autres fonctions est officier d'état civil et de police judiciaire. Il est assisté d'adjoints et d'un officier interprète.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES. — D'après M. Gauthier, la superficie des Territoires du Sud est de 2.107.000 kilom. carrés, leur nombre d'habitants (12) est de 542.000 dont 5.722 français et 514 étrangers ce qui donne une densité de 0.45 par kilomètre carré.

II

Historique de la Justice Répressive en Algérie

Il est indispensable, avant d'étudier les juridictions répressives indigènes dans les Territoires du Sud, de jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire des juridictions répressives de l'Algérie toute entière: le système actuel n'a pas été institué dès la prise d'Alger, il a été précédé d'une longue période de tâtonnements et d'expériences, il est d'autre part trop attaqué, en ce

(12) Recensement de 1926.

qui concerne les juridictions répressives indigènes, pour que l'on puisse admettre que nous avons atteint une organisation définitive.

L'étude des juridictions aujourd'hui disparues, l'examen des raisons qui les ont fait supprimer, nous serviront de base lorsque nous ferons la critique des juridictions, objet de cet ouvrage et lorsque nous proposerons ce qui pourrait les améliorer.

L'histoire des juridictions répressives algériennes est liée à celle de la politique que nous avons suivie à l'égard de nos sujets nord-africains, elle suivra avec un léger temps de retard les grandes tendances de cette politique et de même que nous pourrions diviser l'histoire de notre politique indigène en quatre périodes : période de tâtonnement, période d'assimilation, période d'association, puis de nouveau période d'assimilation, de même nous pouvons distinguer dans l'histoire des juridictions répressives algériennes quatre périodes :

Une période de tâtonnements allant de la conquête à 1834 ;

Une période d'assimilation de 1834 à 1872 ;

Une période de différenciation de 1872 à 1903 ;

Enfin la période actuelle dont la tendance très nette est l'assimilation.

Nous croyons en outre, nécessaire d'exposer brièvement le régime en vigueur avant l'arrivée des français : cela nous semble utile à un double point de vue : d'abord parce qu'au début de l'occupation on a essayé de le faire revivre et ensuite parce qu'il n'est peut-être pas inutile de répondre à ceux qui, de bonne foi ou non, déclarent que les lois répressives françaises sont plus dures aux indigènes que les coutumes arabes.

A. LÉGISLATION EN VIGUEUR AVANT L'ARRIVÉE DES FRANÇAIS. — La base du droit musulman est le Coran, expression intégrale de la pensée divine révélée au prophète : c'est donc du Coran qu'était tirée la législation pénale en vigueur dans la Régence d'Alger.

Les infractions (13). — On constate en lisant le Coran que très peu de versets se rapportent au droit pénal ; certains même de ces versets n'édicte pas de peine et se bornent à frapper les coupables d'une sorte d'anathème religieux. Les docteurs musulmans répartissent les infractions en trois catégories :

1° Les crimes et délits contre les personnes dans tous les cas autres que le brigandage ou le vol : meurtre, homicide volontaire, homicide involontaire, coups et blessures volontaires ou involontaires.

2° Les infractions prévues par la loi, qui fixe la sanction à appliquer sans laisser aucun pouvoir d'appréciation au juge : le brigandage, l'homicide accompli à l'occasion d'un vol ou d'un acte de brigandage, la fornication, l'apostasie, l'usage du vin, l'injure, la diffamation.

3° Les infractions punies par la loi mais dont la sanction n'est pas prévue par elle, laissant au juge un certain pouvoir d'appréciation, pouvoir d'appréciation limité, car le souverain a toujours le droit d'édicter dans ses K'anouns les peines applicables.

La répression. — Toutes les infractions ne donnent pas lieu à action publique comme dans notre droit pénal : le droit de requérir l'application des peines édictées pour la première catégorie d'infractions n'ap-

(13) Voir Morand : Introduction à l'étude du droit musulman algérien, pp. 187 et suiv.

partient qu'à la victime ou à ses héritiers (14) : il n'y a dans le crime que la naissance d'une créance pour la victime, créance héréditaire et transmissible, qui n'est éteinte que par le paiement complet en nature (talion) ou en espèce (composition pécuniaire, recommandée par le Coran). Les infractions de la deuxième catégorie peuvent être poursuivies d'office à la requête du souverain, lorsqu'elles troublent l'ordre social, ou seulement à la requête des victimes ou de leurs héritiers lorsque seuls des intérêts privés sont lésés : dans les deux cas le juge compétent est le juge religieux, le cadi. Pour les infractions de la troisième catégorie, la répression est assurée d'office par le souverain ou ses délégués.

Les peines (15). — Les infractions de la première catégorie comportent application de la loi du talion ou obligation de payer une composition au choix de la victime ou de ses héritiers. Celles de la deuxième catégorie sont punissables de la peine de mort, de la mutilation ou de l'emprisonnement : le vol simple était puni de l'amputation du poignet droit, à chaque récidive on coupait un membre, à la cinquième récidive on appliquait l'emprisonnement. Le vol qualifié était puni de l'amputation croisée (un poignet et un pied). L'exécution de la peine de mort consistait pour les Turcs dans la strangulation en secret, pour les autres races le feu, le pal, la pendaison ; pour les femmes l'immersion en mer dans un sac. La diffamation est

(14) Dans deux cas la poursuite était exercée d'office :

Lorsque la victime d'un meurtre ne laissait aucun héritier.
Lorsque les héritiers ne requéraient pas la peine du talion.

(15) Eon. — Les indigènes devant la juridiction répressive, pp. 11 et suiv.

punie de l'emprisonnement. Les infractions de la troisième catégorie sont punies de l'emprisonnement, de la flagellation, de l'humiliation corporelle.

Les juges. — Notons tout d'abord qu'il n'y avait de justice organisée que dans les régions directement soumises à l'autorité du dey. Dans le reste du territoire la vengeance privée s'exerçait librement ; en Kabylie subsistait, malgré les deys, la juridiction répressive des djemmas. Les juges religieux (cadis) avaient depuis longtemps perdu leur pouvoir répressif au profit du souverain temporel, le dey, que l'on trouve au sommet de l'organisation judiciaire : comme dans l'ancienne France le souverain est le juge répressif de qui émane toute justice. Il jugeait soit seul, soit avec l'assistance de quatre secrétaires, soit parfois dans les affaires importantes, avec l'assistance du Divan ou Grand Conseil. A Alger, il déléguait le droit de juger au cadi ; dans l'intérieur les cadis avaient perdu cette prérogative au profit des caïds (les cadis ne jugeant plus que les causes religieuses). Les caïds eux-mêmes se faisaient souvent substituer par leur khelifa : ils ne pouvaient d'ailleurs pas prononcer la peine de mort à l'exception des caïds des Hadjoutes (Blida) et du Sebaou (Tizi-Ouzou) ; ils se faisaient parfois assister d'un espèce de jury d'un ou deux délégués par tente.

Les juifs ne relevaient que du dey. Les étrangers étaient jugés par leurs consuls, mais dans le cas où la victime était un musulman c'est le dey qui était compétent. Le consul de France servait de consul à tous les étrangers dont les pays n'étaient pas représentés à Alger.

Procédure. — Elle était des plus expéditives : les juges fondaient leur conviction d'après un système

de preuves analogue à celui des preuves légales de notre ancien droit.

En résumé, justice de nation peu avancée en civilisation, caractérisée par son absence absolue de formes et sa cruauté ; sa seule qualité, si c'en est une, était d'être très expéditive et de faire suivre l'infraction d'une sanction presque immédiate.

B. PÉRIODE DE TATONNEMENTS : DE LA CONQUÊTE A 1834. — La capitulation d'Alger du 5 juillet 1830 (16) ne contenait aucune promesse en ce qui concernait l'organisation future de la justice répressive dans le pays conquis ; cependant du fait que le paragraphe 5 indique : « l'exercice de la religion mahométane restera libre », on peut tirer la conclusion que, les règles du Coran étant respectées, toute la législation existante restera en vigueur : en fait, il semble bien que les deux premiers mois, il en ait été ainsi.

Le premier acte organisant la justice est un arrêté du 9 septembre 1830 (17). Le général en chef créait à Alger un tribunal spécial, composé d'un président, deux juges et un procureur jugeant toutes les infractions commises par des non militaires (les militaires étant jugés par des conseils de guerre et les étrangers par les consuls) ; lorsque l'inculpé était israélite ou musulman, on adjoignait aux juges un israélite ou un musulman et le tribunal appliquait suivant le cas la loi rabbinique ou la loi coranique. Ce tribunal eut une durée éphémère : certains ont même avancé qu'il n'avait jamais siégé (18). En fait, il est établi

(16) Ménerville. — Dictionnaire de législation algérienne, t. 1, p. 5, et Estoublon p. 1.

(17) Ménerville, t. 1, p. 383.

(18) Ménerville, t. 1, p. 338. Rapport du garde des sceaux précédant le décret du 10 septembre 1886 (Estoublon, p. 697).

qu'il a tenu huit audiences et rendu treize jugements dont les minutes se trouvent au greffe du tribunal d'Alger (19). Sans discuter sur la valeur d'une semblable juridiction, nous nous bornerons à constater que le premier tribunal algérien marquait une tendance très nette vers l'assimilation.

La première modification apportée à ce système est un arrêté du 15 octobre 1830 (20) attribuant aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis par les indigènes au préjudice des français (la procédure était celle des conseils de guerre de France).

Peu de jours après, le 22 octobre 1830 (21), le général Clausel promulguait un autre arrêté qui était un retour vers les juridictions personnelles : on y relève au point de vue criminel les dispositions suivantes : il est institué une cour de justice (composé de celui des membres du conseil du gouvernement chargé de la justice et de deux juges français), et un tribunal de police correctionnelle (composé du commissaire général de la police et de deux assesseurs français). La cour de justice instruisait les affaires dont les inculpés étaient des français et celles où des français étaient en cause avec des étrangers. Dans le premier cas l'inculpé était envoyé en France avec le dossier de la procédure pour être jugé, dans le deuxième cas, il en était référé au général commandant en chef « pour être statué par lui ce qu'il appartiendra. » Le tribunal de police correctionnelle connaissait pour les

(19) Eon, op. cit., p. 20. Vaudier : Histoire de la Cour d'Alger, p. 8.

(20) Ménerville, t. 1, p. 409, maintenu par l'article 14 de l'arrêté du 22 octobre 1830.

(21) Ménerville, t. 1, p. 382.

mêmes catégories d'inculpés des délits et contraventions.

Les juridictions des consuls sur leurs nationaux étaient maintenues ; les musulmans étaient jugés par leurs cadis (22) sans appel et les israélites par un tribunal composé de trois rabbins. Si dans une même affaire des israélites et des musulmans étaient en cause le cadi connaissait de l'affaire mais à charge d'appel devant la cour de justice. Enfin un article 12 décidait que tout jugement portant condamnation à la peine capitale ne serait exécutoire qu'après approbation du général commandant en chef (23). Nous ne reprendrons pas la critique souvent faite (24) de cet arrêté qui « dénote chez son auteur plus de bon vouloir que de connaissances juridiques » (25), remarquons seulement qu'il marquait le retour aux juridictions personnelles, qu'il donnait aux cadis des pouvoirs depuis longtemps perdus, qu'il renvoyait des criminels devant des cours d'assises de France qui n'avaient pas l'Algérie dans leur compétence, et que l'appel des jugements correctionnels n'était pas prévu.

Tous ces défauts se firent sentir à l'usage et dès le 9 juin 1831 un arrêté décidait que les appels correctionnels seraient portés devant la cour de justice ; quelques jours après, le 20 juin 1831, le général Berthezène instituait une commission chargée de propo-

(22) Il est à remarquer que par cadi il faut entendre le cadi malekite algérien et non le cadi hanefite turc.

(23) La première bénéficiaire de l'article 12 fut une nommée Bent Nouar el Louz qui avait quitté son mari pour suivre un officier français et s'était convertie au christianisme : elle avait été condamnée à mort par le cadi pour apostasie ; Eon, op. cit., p. 5.

(24) Voir Larcher, t. II, p. 5.

(25) C. Rousset : Histoire de la conquête.

ser des modifications à l'arrêté si imparfait du 22 octobre 1830 (26). Le résultat de ces travaux fut deux arrêtés du 16 février 1832 et du 1^{er} mars 1832 (27) qui augmentèrent la confusion et enfin un arrêté du 16 août 1832 qui mit un peu d'ordre en la matière ; entre temps un dépêche ministérielle du 22 septembre 1831 (28) supprimait la juridiction des consuls.

L'arrêté du 16 août 1832 (29), dû à l'initiative de l'intendant Gentil de Bussy, conservait aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits emportant peine afflictive ou infamante commis par des indigènes contre la personne ou les biens des français ou des étrangers (art. 1). Les juridictions criminelles et correctionnelles des cadis et des tribunaux rabbiniques étaient maintenues mais elles ne jugeaient plus en dernier ressort : leurs jugements étaient susceptibles d'appel devant la cour de justice (transformée en cour criminelle par la réunion en un seul tribunal de la cour de justice et du tribunal correctionnel) ou devant le conseil d'administration (30) suivant qu'il s'agissait d'un crime ou d'un délit (art. 3 et 6). La

(26) « Considérant que cet arrêté rendu dans les premiers mois qui ont suivi l'occupation ne correspond plus aux besoins par suite de l'accroissement considérable de la population européenne depuis cette époque et que l'expérience a d'ailleurs révélé des lacunes qu'il est urgent de remplir. » Collection des actes du gouvernement 1830-1834, p. 106.

(27) Ménerville, op. cit., p. 384. L'arrêté du 15 février 1832 portait les appels de la cour de justice devant le Conseil d'Administration et celui du 1^{er} mars 1832 réglait les formes de cet appel.

(28) Ménerville, t. I, p. 244.

(29) Ménerville, t.I, p. 384.

(30) Le Conseil d'Administration se composait (arrêté du 1^{er} décembre 1830) du général en chef, de l'intendant civil, du commandant de la station navale, de l'inspecteur des finances, du directeur des domaines.

cour criminelle jugeait en dernier ressort (à la place du cadi), les affaires dans lesquelles des musulmans et des israélites étaient en cause. Elle jugeait, en outre et surtout « les crimes emportant peine afflictive ou infamante commis par des français ou des étrangers, ou quand il y avait des français ou des étrangers parmi les prévenus. » Dans les deux cas ses appels étaient portés devant le Conseil d'Administration (art. 2 et 4). La peine capitale ne pouvait toujours être prononcée qu'après l'approbation du général en chef.

Ce système présentait la particularité de faire d'un organe administratif, une juridiction d'appel ; il constituait cependant un progrès sensible en faisant juger les européens sur place, en instituant l'appel des juridictions locales (cadis et rabbins) et en retirant aux cadis la connaissance des affaires où un israélite était en cause avec un musulman (31).

On se rendit bientôt compte que les attributions judiciaires du Conseil d'Administration le détournaient de son véritable rôle « l'organisation et l'administration du pays » et un arrêté du 8 octobre 1832 (32) décidait que la cour criminelle jugerait en dernier ressort sauf lorsqu'elle prononcerait la peine capitale ; elle devait recevoir en outre tous les appels des cadis et des rabbins.

L'opinion publique française commençait à s'intéresser à l'Algérie et en juillet 1833, une commission présidée par le lieutenant général pair de France,

(31) Deux arrêtés de l'intendant civil du 20 avril et 20 septembre 1832 instituaient à Bône et à Oran un juge royal prononçant au criminel des peines ne pouvant excéder 10 jours de prison et instruisant seulement les affaires lorsque la peine encourue était plus élevée : ces deux arrêtés sont illégaux.

(32) Ménerville, t. I, p. 385.

Bouet, fut envoyée en Algérie (33) : elle déposa à son retour un rapport dont la partie concernant l'organisation judiciaire fut confiée à M. Laurence, député. C'est lui qui prépara l'ordonnance du 10 août 1834.

C. PÉRIODE D'ASSIMILATION (1834-1872). — Premier acte du gouvernement métropolitain en matière d'organisation de la justice, l'ordonnance du 10 août 1834 (34) est au point de vue spécial de notre sujet, très importante : elle crée en effet tacitement la division de l'Algérie en territoires civils et en territoires militaires ; cette disposition n'est pas indiquée formellement dans le texte de l'ordonnance mais elle découle logiquement de l'ensemble de ses dispositions (art. 4 à 37) ; l'autorité judiciaire varie suivant ces divisions et nous allons les étudier séparément :

Pour les territoires civils, il est institué à Alger, Oran et Bône un tribunal composé d'un seul juge (35) et à Alger un tribunal supérieur composé d'un président et trois juges et d'un procureur du roi avec son substitut. Les tribunaux français connaissent désormais de tous les crimes commis par des français, des israélites ou des étrangers, ou par des indigènes musulmans au préjudice de français, d'israélites ou d'étrangers ; pour les délits, le tribunal compétent est le juge unique : pour les crimes c'est, à Alger, le tribunal supérieur, à Oran et Bône le juge unique (mais à charge d'appel devant le tribunal supérieur lorsque la peine

(33) Une deuxième commission, plus nombreuse, sous la présidence du duc Decazes, discuta les renseignements recueillis par la commission Bouet.

(34) Ménerville, t.I, p. 385.

(35) Le tribunal d'Alger en avait deux, mais l'un d'eux était chargé uniquement des affaires civiles.

prévue par la loi est supérieure à la réclusion (36). Des assesseurs musulmans sont adjoints aux tribunaux : ils ont voix délibérative sur la culpabilité, et consultative sur l'application de la peine : dans tous les cas la loi appliquée est la loi française.

La compétence des cadis se trouve donc réduite aux seuls cas où la victime et l'inculpé sont arabes : leurs condamnations ne peuvent être exécutées que sur visa du procureur général. L'appel peut toujours être interjeté devant le Tribunal Supérieur qui peut évoquer l'affaire en cas de refus d'informer du cadi : dans ces deux cas la loi appliquée est la loi musulmane, à moins que la loi française soit plus élémente ; il n'existait qu'un seul cas où le cadi était juge en dernier ressort, c'est lorsque le crime n'était pas prévu par la loi française.

Dans les territoires militaires le juge de droit commun aussi bien pour les indigènes que pour les européens et les israélites, est le conseil de guerre, mais en ce qui concerne les indigènes, il ne connaît que les infractions commises au préjudice d'un français, d'un israélite ou d'un étranger ou même d'un indigène, lorsque le fait à punir intéresse la souveraineté française ou la sécurité de l'armée. Lorsque la victime et l'inculpé sont arabes le cadi est seul compétent : le texte n'indiquait pas s'il jugeait en dernier ressort mais la jurisprudence décida qu'il en était ainsi (37).

Les cadis, comme les juges français, étaient nommés par le roi ou en son nom, par le gouverneur. Ils n'entraient en fonctions qu'après avoir prêté serment. Des interprètes assermentés sont attachés aux divers tribunaux.

(36) Ainsi les inculpés d'Oran et Bône bénéficiaient de l'appel alors que ceux d'Alger n'en bénéficiaient pas.

(37) Tribunal supérieur d'Alger, 27 novembre 1838.

Dans toute l'Algérie le Gouverneur peut ordonner le sursis et vise les condamnations à mort.

En résumé cette ordonnance restreignait au moins dans les territoires civils, les pouvoirs des cadis et tendait à soumettre les européens et les indigènes au même régime.

Cette tendance à l'assimilation se trouve confirmée par l'ordonnance du 28 février 1841 ⁽³⁸⁾ préparée par le Gouverneur général Henriot : en territoire civil la juridiction répressive des cadis est supprimée pour tous les crimes prévus par la loi française, les tribunaux français ne peuvent prononcer que des peines prévues par la loi française. Il est créé à Alger une Cour Royale ⁽³⁹⁾ jugeant en dernier ressort les crimes commis dans la province d'Alger et recevant les appels des crimes jugés par les tribunaux d'Oran et de Bône ; de plus, en matière correctionnelle cette cour recevait les appels des trois tribunaux algériens lorsque la peine était supérieure à deux ans de prison.

Une autre ordonnance du 1^{er} avril 1842 vint enlever au gouverneur le droit qui, jusqu'alors, lui avait été reconnu de viser les jugements emportant la peine de mort ; c'est le roi qui hérite de cette prérogative comme pour la métropole.

L'ordonnance du 26 septembre 1842 ⁽⁴⁰⁾ vint confirmer et améliorer celle du 28 février 1841 : elle maintient expressément la division de l'Algérie en territoire civil et territoire militaire et ne change rien

(38) Ménerville, t. I, p. 382.

(39) Composée d'un conseiller président, quatre conseiller, deux conseillers adjoints.

(40) Ménerville, t. I, p. 391. Estoublon, p. 22. L'ordonnance a été signée le 26 septembre et promulguée le 22 octobre : ce qui explique que certains auteurs lui donnent cette deuxième date : elle fut mise en vigueur le 1^{er} janvier 1843.

en ce qui concerne les juridictions des territoires militaires. Dans les territoires civils les tribunaux prennent une forme semblable à celle de la métropole : le juge unique disparaît (41), la Cour d'Alger voit son personnel (42) augmenté ; des justices de paix sont créées à Blida, Bône, Oran et Philippeville et connaissent des contraventions selon les mêmes règles qu'en France.

L'ordonnance décide en outre, que l'article 463 du Code pénal n'est pas applicable aux crimes commis par les indigènes dans trois cas : crimes contre la sécurité de l'Etat, contre la personne ou au préjudice d'un européen ou d'un indigène au service de la France, contre la chose publique. Les peines supérieures à 6 mois de prison infligées à des indigènes peuvent être subies en France : à l'expiration de leur détention, ils peuvent être contraints à résider dans la métropole ; les assesseurs musulmans sont supprimés, la suppression de la juridiction des cadis est confirmée.

La révolution de 1848 et la deuxième république passèrent sans apporter de modifications dans l'organisation de la justice algérienne ; une commission fut bien instituée mais elle n'aboutit pas et il faut attendre 1854 pour trouver de nouvelles améliorations : par décrets du 11 août et 22 septembre 1854 (43) l'organisation judiciaire des territoires civils était encore

(41) Composition du tribunal d'arrondissement : un président, deux juges dont un chargé de l'instruction ; à Alger . un président, un juge d'instruction, quatre juges, trois juges adjoints.

(42) Un président, sept conseillers, deux conseillers adjoints.

(43) Ménerville, t. I, p. 397. Estoublon, p. 170.

profondément modifiée. Il était d'abord institué des juges de paix à compétence étendue qui connaissaient en premier ressort de tous les délits non intentionnels, des infractions aux lois de la chasse et de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à 6 mois de prison et 500 francs d'amende. Au siège de chaque tribunal de première instance étaient créées des cours d'assises jugeant tous les faits qualifiés crimes : ces cours siégeaient tous les quatre mois : elles comprenaient, à Alger, cinq conseillers de la Cour d'Appel, dans les autres arrondissements trois conseillers et deux juges du siège ; la procédure était la même qu'en France mais elles siégeaient sans l'assistance d'un jury.

Dès cette date, l'assimilation était presque complète, divers décrets l'augmentèrent cependant : un décret du 1^{er} octobre 1854 (44) supprime aussi bien dans les territoires militaires que dans les territoires civils la juridiction répressive des cadis (45) pour les crimes prévus par la loi française (art. 3) ; un décret du 15 décembre 1858 (46) développe la Cour d'Alger et y crée une chambre des mises en accusation. Un décret du 15 mars 1860 (47) enlève aux Conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en territoire militaire par les européens et israélites, enfin un décret du 24 octobre 1870 (48) (gouvernement de

(44) Estoublon, p. 173.

(45) Cette réforme était déjà faite en vertu d'ordonnances antérieures dans les territoires civils, mais dans les territoires militaires la juridiction répressive des cadis s'était maintenue.

(46) Estoublon, p. 218.

(47) Estoublon, p. 241.

(48) Estoublon, p. 375.

la défense nationale) introduit en Algérie l'institution du jury (49).

Ainsi en 1870 la justice répressive des territoires civils algériens était exactement la même que celle de la métropole et tous les habitants étaient traités de la même façon quelle que soit leur race ou leur religion : si dans les territoires militaires les indigènes étaient traités d'une manière spéciale, on pouvait penser que dans un temps assez bref, ils rentreraient dans le droit commun. En effet, les territoires civils gagnaient chaque jour sur les territoires militaires et la tendance générale était de faire disparaître les juridictions d'exception (50).

D. PÉRIODE DE DIFFÉRENTIATION (1872-1903). — On était peut-être allé trop vite : l'institution avait pu fonctionner sans à-coup tant que les justiciables indigènes étaient des habitants des villes ou de leurs environs immédiats ; ces indigènes étaient plus civilisés, plus calmes et surtout moins nombreux par rapport à la population française. Lorsque le territoire civil s'accrût et surtout après les insurrections de 1870, on se rendit compte que la grande différence de civilisation et de mœurs entre les français et les indigènes devait entraîner une différenciation dans l'organisation judiciaire.

La première tentative dans ce sens fut l'institution par le vice-amiral Gueydon de commissions discipli-

(49) En ce qui concerne le jury, l'assimilation dura peu. Le jury algérien fut constitué selon les prescriptions du décret du 7 août 1848 qui venait d'être remis en vigueur en France. Lorsque la loi du 21 novembre 1872 modifia le recrutement du jury, elle ne fut pas déclarée applicable à l'Algérie ; il fallut attendre le décret du 8 février 1900 et la loi du 30 décembre 1902 pour que l'assimilation fut complète.

(50) Voir « Cahiers des Colons », Alger 1870.

naires cantonales, calquées sur celles des territoires militaires : créées par un arrêté du 26 février 1872 ⁽⁵¹⁾, elles furent supprimées par le décret du 29 août 1874 ⁽⁵²⁾, mais le premier coup à l'assimilation était porté. Ce dernier décret confirmé par celui du 11 septembre 1874 ⁽⁵³⁾ créait des infractions spéciales aux indigènes, infractions jugées sans appel par les juges de simple police : d'autre part, les peines bien que prononcées en vertu d'arrêtés préfectoraux ⁽⁵⁴⁾ pouvaient atteindre 5 jours de prison et 15 francs d'amende.

Ce système fonctionna jusqu'en 1880, mais à cette date le territoire civil s'accrut considérablement ; le pays étant moins peuplé, les juges de paix se trouvaient plus disséminés et dans ces conditions pour déférer un indigène devant le juge cantonal, il fallait lui imposer des déplacements souvent considérables : c'est pour pallier à ces inconvénients que l'on conféra aux administrateurs par assimilation avec les officiers de bureaux arabes, des pouvoirs disciplinaires. Ces pouvoirs leur furent donnés par la loi du 28 juin 1881 ⁽⁵⁵⁾ pour une période de sept ans : ils leur furent ensuite renouvelés de sept ans en sept ans.

Cette première difficulté applanie, il n'en restait pas moins de gros inconvénients à appliquer notre code d'instruction criminelle et notre organisation judiciaire aux indigènes ; les tribunaux étaient débordés, la composition des cours d'assises (avec le jury

(51) Ménerville, t. III, p. 24.

(52) Estoublon, p. 437.

(53) Estoublon, p. 442.

(54) Code pénal, art. 471, parag. 15 : maximum 5 francs d'amende.

(55) Estoublon, p. 550.

formé uniquement de colons français) faisait l'objet de nombreuses critiques : les jurés se plaignaient de la longueur des sessions, les indigènes accusaient les colons de partialité. Il était nécessaire de faire quelque chose : divers projets étaient à l'étude, lorsque à l'instigation du Gouverneur Général Revoil furent instituées, par décret du 29 mars 1902 ⁽⁵⁶⁾, les commissions disciplinaires ⁽⁵⁷⁾ pour juger les délits commis par les indigènes, ce même décret (art. 14) donnait aux administrateurs, en lieu et place des juges de paix, la répression des contraventions commises par les indigènes. Peu de temps après, la loi du 30 décembre 1902 ⁽⁵⁸⁾ enlevait aux cours d'assises la connaissance des crimes commis par les indigènes et créait les cours criminelles ⁽⁵⁹⁾.

E. PÉRIODE ACTUELLE. — Si la loi créant les cours criminelles qui n'avait été votée qu'après de longs débats ne provoqua que peu de discussions, il n'en fut pas de même du décret d'ailleurs illégal qui instituait les commissions disciplinaires, de nombreux juristes ⁽⁶⁰⁾ critiquèrent l'institution. Le premier résultat fut un nouveau décret du 28 mai 1902 ⁽⁶¹⁾ qui tout aussi illégal que le premier ne fit pas taire les protestations. En juillet 1902, M. A Rozet porta la ques-

(56) Estoublon, 1902-03, p. 51.

(57) Au chef-lieu de chaque canton judiciaire. Composées du juge de paix assisté de deux notables, l'un français, l'autre indigène nommés par le Gouverneur.

(58) Estoublon, 1902-03, p. 148.

(59) Au chef-lieu de chaque arrondissement, composées de sept membres (trois magistrats, deux assesseurs jurés français, deux assesseurs jurés indigènes.

(60) Voir Larcher, t. II, p. 278.

(61) Estoublon, 1902-03, p. 81.

tion devant la Chambre ⁽⁶²⁾ ; une commission extra-parlementaire fût instituée et le résultat de ses travaux fût le décret toujours illégal du 9 août 1903 ⁽⁶³⁾. Enfin, comme les indigènes condamnés par les tribunaux répressifs n'étaient pas réléguables, une loi du 31 mars 1904 ⁽⁶⁴⁾ décida que les tribunaux ordinaires pourraient tenir compte, pour appliquer la rélévation, des peines prononcées « par les tribunaux institués par le décret du 3 août 1903 » ⁽⁶⁵⁾ : cette loi donnait du même coup aux commissions disciplinaires la légalité qui leur manquait.

L'hostilité contre les tribunaux répressifs n'a pas désarmé ⁽⁶⁶⁾ et la tendance actuelle est de soustraire, à cette juridiction le maximum de justiciables : cette tendance s'est manifestée au lendemain de la guerre par la loi du 4 février 1919 qui déclare que les indigènes inscrits sur les listes électorales ne peuvent être condamnés en ce qui concerne les contraventions et les délits que pour les mêmes faits et par les mêmes tribunaux que les citoyens français. Etant donné que le corps électoral prévu par la loi du 4 février 1919 est très largement composé et que la tendance actuelle est d'y faire entrer le maximum d'indigènes, on peut admettre que les commissions disciplinaires connaîtront de moins en moins d'affaires.

Cependant, devant la recrudescence de criminalité qui a suivi la promulgation de la loi du 4 février

(62) Voir Revue pénitentiaire, 1903, p. 558. Larcher : Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie devant la Chambre des Députés.

(63) Estoublon 1902-03, p. 229.

(64) Estoublon, 1904, p. 23.

(65) Il n'en reste pas moins que les tribunaux répressifs ne peuvent prononcer la rélévation.

(66) Voir Larcher, t. II, pp. 278 et suiv.

1919 (67), il a été nécessaire de voter la loi du 4 août 1920 qui apporte deux restrictions : les indigènes condamnés à une peine supérieure à trois mois de prison sont replacés sous le régime de l'indigénat.

Les pouvoirs disciplinaires des administrateurs ont eux aussi été l'objet de violentes attaques : la loi du 15 juillet 1914 a fait disparaître l'administrateur en tant que juge des contraventions de simple police. Les pouvoirs disciplinaires étaient à la même date prorogés pour cinq ans : non renouvelés à l'expiration de ce délai, ils furent rétablis le 4 août 1920 pour deux ans, puis le 30 décembre 1922 pour cinq ans : ce délai arrivait donc à expiration le 30 décembre 1927 : le gouvernement n'ayant pas à cette date demandé le renouvellement des pouvoirs disciplinaires, ils sont donc supprimés.

En résumé, il découle de ce rapide exposé que la justice répressive est assurée en Algérie de la manière suivante :

Les européens et israélites sont jugés par les mêmes juridictions que dans la métropole, qu'ils habitent les territoires civils ou les territoires du sud.

En ce qui concerne les indigènes, il y a lieu de distinguer entre les territoires civils et les territoires du sud.

Dans les territoires civils les indigènes sont jugés par :

Les cours criminelles,

Les tribunaux répressifs ou les tribunaux correctionnels (électeurs),

Les tribunaux de simple police.

(67) La loi du 4 février 1919 n'est pas la seule cause de cette recrudescence de criminalité, d'autres facteurs sont intervenus, en particulier l'emploi de la main d'œuvre indigène en France et la crise de moralité qui succède à toutes les guerres.

Dans les territoires militaires au contraire nous trouvons :

Les conseils de guerre,

Les commissions disciplinaires,

Les officiers des affaires indigènes et les chefs indigènes.

Nous devons ajouter à cette énumération le Gouverneur général qui a le droit de prononcer des sanctions : sa juridiction s'étend avec quelques variantes sur l'ensemble de l'Algérie. Enfin, et pour être complets disons que la présence dans un affaire d'un européen ou israélite comme coauteur ou complice entraîne les indigènes devant les juridictions de droit commun.

Nous nous sommes tracés comme but l'étude des juridictions répressives dans les territoires militaires : la partie la plus intéressante de cette étude est celle de la justice répressive indigène. Ces juridictions ne ressemblent en effet en rien à celles qui jugent les français et même à celles qui jugent les indigènes dans le nord de l'Algérie, d'autre part, elles englobent dans leur compétence les 9/10^e de la population des Territoires du Sud ; aussi avons-nous été amenés à leur faire une large place.

Nous traiterons dans une première partie des conseils de guerre, seule juridiction pénale régulière ; dans une deuxième partie nous étudierons les sanctions disciplinaires ; enfin nous grouperons dans une troisième partie les particularités relatives à la justice française et la police judiciaire.

PREMIERE PARTIE

LES CONSEILS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

L'arrêté du 15 octobre 1830, a, nous l'avons vu, quatre mois après l'arrivée des français, attribué aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis sur les français ou sur leurs propriétés. Cette mesure était dictée ⁽¹⁾ par la crainte que les cadis que l'on allait charger de la juridiction répressive indigène, n'appliquent trop à la lettre les règles que le jurisconsulte arabe Sidi Khelil édicte sur les crimes commis contre les infidèles « il n'y a pas d'acte de brigandage à s'emparer violemment des choses appartenant à un infidèle... jamais musulman n'est mis à mort pour le meurtre d'un infidèle, il est trop inférieur par sa religion » ; cette disposition fut maintenue par l'article 14 de l'arrêté du 22 octobre 1830.

L'ordonnance du 10 août 1834 augmenta la compétence *ratione materiae* des conseils de guerre mais

(1) Foissin : Histoire des juridictions criminelles, p. 26.

limita leur compétence territoriale aux territoires militaires. Son article 37 était ainsi conçu : « demeure réservée aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en dehors des limites telles qu'elles auront été déterminées en vertu de l'article 4 : 1° par un indigène au préjudice d'un français ou d'un européen ; 2° par un indigène au préjudice d'un autre indigène alors seulement que le fait à punir intéresse la souveraineté française ou la sûreté de l'armée ; 3° par un français au préjudice d'une indigène. »

Les indigènes n'étaient donc sous la juridiction des conseils de guerre que dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 : l'article 39 (2) l'indique d'ailleurs expressément. Il est à remarquer que l'ordonnance ne prévoyait pas le cas du crime commis par un européen sur un européen ; la jurisprudence admit que les conseils de guerre, juges de droit commun en territoire militaire, devaient connaître de ces crimes. L'ordonnance faisait aussi silence sur les voies de recours : on décida de la même façon qu'aucune voie de recours n'était ouverte contre les décisions des juges militaires.

L'ordonnance du 26 septembre 1842 devait donner à ces deux difficultés une solution légale : son article 42 disait en effet :

« Demeure réservée aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en dehors des limites telles qu'elles auront été déterminées en vertu de l'article 4 : les jugements rendus par les conseils de guerre en vertu du présent article ne donnent lieu

(2) Art. 39. — Les musulmans indigènes prévenus de crimes ou délits contre la personne ou sur les propriétés d'autres musulmans aussi indigènes sont jugés par les cadis et les autres juges du pays selon la loi et les formes suivies jusqu'à ce jour.

qu'au pourvoi en révision tel qu'il est réglé par les lois militaires : néanmoins, lorsqu'un français ou un européen étranger à l'armée a été traduit devant un conseil de guerre le jugement peut être déféré à la cour de cassation mais seulement pour incompétence ou excès de pouvoir. » •

Il semblait donc que l'on devait décider que les conseils de guerre étaient compétents pour toutes les infractions commises par tous les habitants des territoires militaires. Malheureusement l'article 42 était suivi d'un article 45 qui s'exprimait ainsi :

« En dehors des limites fixées par l'article 4, les cadis musulmans, nommés et institués par le Gouverneur général conservent leurs anciennes attributions sauf la juridiction des conseils de guerre et autres exceptions déterminées par la législation locale. »

Deux interprétations étaient possibles :

— Le texte conserve aux cadis les attributions qui leur avaient été conférées par l'ordonnance de 1834 (art. 39) et les exceptions sont celles de l'article 37, paragraphe 1 et 2.

— Le texte ne laisse aux cadis que les infractions qui n'entrent pas dans la compétence des conseils de guerre, c'est-à-dire les contraventions et les crimes non prévus par la loi française.

La première interprétation fut adoptée et à notre avis c'était la bonne ⁽³⁾ : elle fut d'ailleurs confirmée par une ordonnance royale du 17 juillet 1843 ⁽⁴⁾ qui décida que les crimes emportant la peine capitale

(3) Certains auteurs soutiennent le contraire. Foissin, op. cit., p. 72.

(4) Bulletin officiel, III, 273. Voir un arrêt de la Cour de cassation basé sur cette ordonnance ; Cr. C. Ali ben Ahmed, 2 août 1849. Dalloz, 1851-5-106.

seraient jugés par les conseils de guerre : c'était admettre que les cadis continuaient à juger les autres. C'est aussi l'avis du Maréchal Bugeaud qui, dans un petit opuscule (5) publié en 1884 sous son approbation, s'exprime ainsi sur cette question : « si le délit ou le crime ne touche qu'à des intérêts de personne ou de propriété, s'il est étranger à toute question politique, il sera jugé par le cadi ; tous les crimes résultant de l'ivresse, de la jalousie, de la colère, de la cupidité sont jugés par le cadi, s'ils n'ont pas porté préjudice à l'Etat ou à la dignité de ses agents. » De toute façon, que ce soit en droit ou que ce soit en fait les cadis conservèrent leur juridiction jusqu'en 1854 (art. 3 du décret du 1^{er} octobre 1854).

A partir de cette date, les conseils de guerre connurent de tous les crimes et de tous les délits commis par tous les habitants : ils ne devaient pas garder longtemps une compétence aussi étendue ; les civils européens justiciables des conseils de guerre protestaient, et nous trouvons des échos de leurs plaintes dans les vœux des conseils généraux et dans diverses brochures et ouvrages de l'époque ; certaines de ces attaques, par leur violence et leur partialité, font pressentir celles qui, un peu plus tard, seront dirigées contre les bureaux arabes. Le résultat de ces plaintes fut le décret du 15 mars 1860 (6), qui enlève aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis par les européens et israélites.

Depuis cette date, aucune modification importante n'est intervenue dans la compétence des conseils de guerre.

(5) Exposé de l'état actuel de la société arabe du gouvernement et de la législation qui la régit.

(6) Lire le rapport à l'Empereur. Estoublon, p. 240, note 2.

La loi du 8 juillet 1857 (Code de Justice militaire), article 2, instituait, dans chaque division territoriale, un conseil de guerre; elle prévoyait, en outre, que, si les besoins du service l'exigeaient, un simple décret pouvait créer, dans chaque division, un deuxième conseil de guerre; dans ces conditions, un décret du 28 juillet 1857 établit un deuxième conseil de guerre dans chacune des trois divisions algériennes; celui d'Alger, transféré à Blida, fut supprimé par décret du 7 mai 1892; celui de Constantine, supprimé à la même date, fut rétabli le 17 janvier 1917, à la suite des insurrections de Batna, avec pour siège Batna; il fut supprimé le 18 juin de la même année. Le deuxième conseil de guerre d'Oran a été supprimé par décret du 11 août 1916; il ne reste donc plus, en Algérie, que trois conseils de guerre, un par division territoriale. La loi du 9 mars 1928 ne change rien à cette organisation (art. 9). Il est à remarquer qu'en France il n'y a qu'un conseil de guerre par région de corps d'armée, et encore certaines régions sont-elles groupées sous la juridiction d'un même conseil de guerre.

Les trois conseils de guerre d'Algérie se répartissent la compétence en matière de territoire du sud de la manière suivante (7) :

Conseil de guerre d'Oran : territoire d'Aïn-Sefra.

Conseil de guerre d'Alger : territoire de Ghardaïa.

Conseil de guerre de Constantine : territoire de Tougourt et territoire des Oasis.

(7) Décret du 13 février 1909, art. 1. Estoublon, 1909, p. 376.

CHAPITRE II

ORGANISATION

L'organisation d'un conseil de guerre d'Algérie est la même que celle d'un conseil de guerre de la métropole; nous n'y insisterons point; nous nous bornerons à rappeler qu'un conseil de guerre est composé d'un parquet permanent (comprenant un commissaire du Gouvernement, un juge d'instruction militaire, des officiers de justice militaire remplissant les fonctions de substituts), d'un greffe (avec officier d'administration greffier et commis-greffier) et d'un conseil présidé par un magistrat civil (conseiller à la Cour) et composé de six juges militaires. La composition du conseil varie selon le grade de l'inculpé; en ce qui concerne les indigènes civils des territoires du Sud, le conseil a la même composition que pour le jugement d'un simple soldat. Cette composition est la suivante : un colonel ou lieutenant-colonel, un chef de bataillon, un capitaine, une lieutenant, un sous-lieutenant (ou un deuxième lieutenant), un sous-officier. Les juges sont nommés pour six mois et pris dans l'ordre de leur inscription sur une liste dressée par le général commandant la division territoriale.

Dans l'organisation des conseils de guerre algériens, on peut cependant découvrir certaines petites différences : le nombre des substituts et des commis gref-

fiers est, en raison d nombre des affaires, plus important que dans les conseils de guerre de France ; comme d'autre part, la majorité des inculpés parlent l'arabe, un interprète militaire pour la langue arabe et un interprète auxiliaire pour la langue kabyle sont détachée en permanence auprès des conseils de guerre d'Algérie.

Le chef de la justice militaire, dans les divisions territoriales, est le général commandant la division ; mais l'article 2 du décret du 13 février 1909 décide que le commandant du territoire exerce, vis-à-vis des justiciables du conseil de guerre, les attributions dévolues dans l'Algérie du Nord au chef de la justice militaire. Nous reviendrons plus loin sur les attributions du commandant du territoire en matière de justice militaire, mais traitant actuellement de l'organisation du conseil, nous nous bornerons à constater que les termes « vis-à-vis des justiciables » contenus dans le décret enlèvent au commandant du territoire tout droit dans l'organisation du conseil. Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'en vertu de la loi du 9 mars 1928, les prérogatives du général de division se trouvent en matière d'organisation réduites à peu de chose, et qu'il ne lui reste guère que l'établissement de la liste des juges et leur désignation.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE

Les conseils de guerre, juridiction d'exception dans la métropole et même dans l'Algérie du Nord, sont la juridiction pénale ordinaire des territoires militaires. La compétence des conseils de guerre se déduit de deux textes : l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et l'article premier du décret du 15 mars 1860.

Article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 :

« Demeure réservée à la compétence des conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en dehors des limites telles qu'elles auront été déterminées en exécution de l'article 4. »

Article premier du décret du 15 mars 1860 :

« Les crimes, délits et contraventions punissables de peines correctionnelles commis en territoire militaire par les Européens et israélites, sont déférés aux cours d'assises et aux tribunaux correctionnels. »

A. COMPÉTENCE RATIONE PERSONNARUM. — Le décret de 1860 apporte deux exceptions à la compétence générale donnée aux conseils de guerre par le décret de 1842 : les Européens et les israélites. Nous allons examiner ces deux exceptions :

1° Les Européens. — Que faut-il entendre par ce mot ? Dans son sens le plus strict, Européen signifie qui est né en Europe (8) ; il n'est pas douteux qu'il faut y ajouter les fils des individus nés dans ce continent ; on a, en outre, admis qu'on devait comprendre sous ce qualificatif « tous individus de race et de civilisation européenne (9) ». Un arrêt déjà ancien (10) de la chambre criminelle de la Cour de Cassation donne, dans ses attendus, la définition suivante du mot Européen :

« Attendu que l'expression Européen ne peut être limitée aux habitants de l'Europe, mais s'étend aux sujets des puissances européennes établies dans leurs colonies, hors d'Europe et aux sujets des puissances étrangères qui participent aux termes des traités aux bénéfices réciproques résultant du droit public européen ;

« Attendu que le nommé X..., né Brésilien, qui s'est établi à T..., appartient à une nation liée à la France par un traité d'alliance et de protection réciproque, tant pour la personne que pour les biens des sujets respectifs du 8 janvier 1828, légalement promulgué en France... »

On voit qu'aux termes de cet arrêt, l'expression « Européens » est susceptible d'une très grande extension ; il semble qu'à l'heure actuelle, les habitants de toutes les nations souveraines doivent entrer sous ce vocable : il n'est, par exemple, pas douteux qu'un Japonais doit être considéré comme Européen. Si l'on doit adopter un critérium, on peut dire que les origi-

(8) Larousse, voir le mot.

(9) Larcher, t. II, p. 223.

(10) 18 janvier 1844, Bulletin criminel, 1844, n° 18, p. 25.

naires des nations ayant adhéré au pacte de la Société des Nations sont soustraits à la compétence des conseils de guerre, sans que, d'ailleurs, cette définition très générale prétende englober tous les cas d'espèce (11). On doit prendre aussi le mot Européen dans son sens juridique et, par conséquent, un indigène musulman admis à la qualité de citoyen français (12) échappe à la juridiction des conseils de guerre ; il n'en serait pas de même d'un indigène qui se serait converti seulement au christianisme (13).

2° Les israélites. — Tous les israélites algériens sont soustraits à la compétence des conseils de guerre de par leur seule qualité d'israélites. La majorité des israélites algériens sont actuellement citoyens français, admis à ce titre par le décret du 24 octobre 1870. En ce qui concerne les juridictions répressives, cette naturalisation ne leur a rien apporté, puisqu'ils

(11) Voir criminel rejeu, 15 mars 1866, Estoublon J. A. 1866 19. M. Larcher, « Institutions pénitentiaires de l'Algérie », p. 133, propose le remplacement du mot européens par l'expression « étrangers non musulmans » ; cette expression ne nous semble pas judicieuse, il ne nous paraît pas douteux qu'un indigène non musulman et non sujet français, un nègre du centre africain, du Congo belge par exemple, doive être soumis à la compétence du conseil de guerre.

(12) Larcher, t. II, p. 223.

(13) Il n'y a aucun doute en ce qui concerne les conseils de guerre de par les termes mêmes des deux textes que nous étudions ; il y a par contre discussion entre la doctrine et la jurisprudence en ce qui concerne la compétence des tribunaux répressifs et cours criminelles : la loi du 30 décembre 1902 et le décret du 29 mars 1902 emploient en effet les termes « indigènes musulmans non naturalisés ». Voir Larcher : Les effets juridiques du changement de religion R.A., 1910-1-1 et traité élémentaire de législation algérienne, t. II, pp. 271 et 294 et contra-arrêt de la Cour d'Appel, du 15 décembre 1903, R. A., 1904-2-25 avec note Larcher. Cette différence se justifierait d'ailleurs ; dans les tribunaux, répressifs et cours criminelles figurent des assesseurs jurés et des juges musulmans et il pourrait être dangereux de leur faire juger un « m'tourni ».

n'étaient plus jugés par les conseils de guerre depuis 1860; il n'en reste pas moins (au M'zab en particulier) un certain nombre d'israélites, dits indigènes, qui, à tort ou à raison, sont considérés par l'Administration et la jurisprudence, comme sujets français (14); ils

(14) Au début de l'occupation, les israélites ont été considérés comme sujets français et aucune différence n'était faite entre eux et les arabes. Vers la fin du second empire un courant d'opinion favorable à la transformation des israélites en citoyens français se manifesta en France : son premier résultat fut un sénatus consulte du 14 juillet 1865 encourageant les naturalisations ; il est probable que sans les événements de 1870 le ministère E. Olivier aurait déposé devant le Parlement un projet de naturalisation en masse des israélites. Après la chute de l'empire, ce qui n'avait pu être fait par le gouvernement précédent, fut effectué par le gouvernement de la défense nationale ; ce fut le fameux décret Crémieux du 24 octobre 1870.

Après les désastres de 1871, après les révoltes de 1870 en Algérie, que l'on imputa, à tort d'ailleurs, au décret Crémieux le courant d'opinion se renversa et le gouvernement Thiers déposa un décret de loi abrogeant le décret du 24 octobre 1870; il échoua devant le Parlement, mais comme compensation à son échec le gouvernement par un décret du 7 octobre 1871 restreignit l'application du décret de 1870. De la combinaison de ces deux textes se déduit la situation juridique des israélites algériens : de leur interprétation est née une discussion qui dure encore. La question est de savoir si le décret de 1870 naturalisait seulement les israélites vivant dans les territoires occupés par la France au moment de sa promulgation ou s'il s'agissait d'une mesure permanente continuant à s'appliquer dans l'avenir à tous les israélites venant habiter sur le territoire français ou vivant dans des contrées devant être occupées par la France dans l'avenir ? L'administration et la jurisprudence se sont prononcées en faveur de la première version (Conseil de préfecture Alger, 25 février 1891, R.A. 1891-2-339 ; Blida, 20 février 1917, R.A. 1917-2-362 ; Alger, 25 février 1891, R.A. 1891-2-220 ; Alger, 18 février 1907, R.A. 1909-2-228). La doctrine est divisée (adoptent la thèse de la jurisprudence : Besson, Législation civile de l'Algérie, p. 61 ; Charpentier, p. 613 ; etc., la thèse contraire a pour défenseurs : Larcher, t. II, p. 613 ; Girault, t. III, p. 226 ; Cohen, Les Israélites et le décret Crémieux, etc...). Sans prendre parti après de telles autorités nous dirons que la thèse de l'administration, quelle que soit sa légalité, nous séduit parce qu'elle a empêché les israélites étrangers tunisiens et marocains de venir à un moment quelconque revendiquer la nationalité française.

sont soustraits à la juridiction des conseils de guerre par le décret du 15 mars 1860.

Que dire des israélites non originaires d'Algérie, nés, par exemple, en Tunisie ou au Maroc ? Doit-on les assimiler aux juifs indigènes d'Algérie ou les considérer comme Européens et, dans ces deux cas, les soustraire à la juridiction des conseils de guerre ou, au contraire, doit-on considérer qu'ils ne rentrent ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories ? La doctrine admet qu'ils doivent être traités comme les israélites indigènes et, par conséquent, bénéficier du décret de 1860 (15) ; la jurisprudence, au contraire, en de nombreux arrêts, dont nous citerons seulement le dernier, décide qu'ils sont justiciables des conseils de guerre. Voici, d'ailleurs, des attendus de l'arrêt (16) :

« Attendu que si, d'après l'article 4 du décret du 15 mars 1860, la connaissance des crimes et délits... commis en territoire militaire, en Algérie, par les Européens et israélites, appartient aux tribunaux ordinaires, cette disposition ne saurait s'appliquer qu'aux israélites indigènes, le législateur ayant en vue une classe particulière de la population algérienne et non la religion pratiquée par les inculpés, que les israélites étrangers à l'Algérie et non Européens, restent justiciables des conseils de guerre aux termes de l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842. »

Nous devons choisir entre ces deux opinions contraires : la lecture du décret de 1860 et du rapport qui le précède ne peut nous être d'aucune aide. Cependant, le mot israélite étant opposé au mot très général d'Eu-

(15) Larcher, t. II, p. 224.

(16) Bulletin criminel, 1920, n° 469. Cas. 3 décembre 1920, p. 744.

ropéen, il semble bien que le législateur ait voulu viser la race israélite en général et qu'il n'ait pas pensé à limiter cette faveur aux seuls israélites indigènes; si la solution de la jurisprudence peut se légitimer en ce qui concerne les naturalisations par une question d'opportunité, nous ne croyons pas qu'en ce qui concerne les juridictions répressives la même considération doive entrer en jeu, et nous estimons que, tant au point de vue du droit qu'au point de vue des faits, il y aurait intérêt à ce que les israélites étrangers non Européens bénéficient du décret de 1860.

Un autre cas peut être envisagé; c'est celui, aussi improbable que la chose puisse paraître, où un indigène musulman algérien se convertirait à la religion israélite. Serait-il *ipso facto* soustrait à la juridiction des conseils de guerre? Pour M. Larcher ⁽¹⁷⁾ la chose est évidente : l'indigène en question devient, par le seul fait de sa conversion, citoyen français et, de ce fait, n'est pas justiciable des conseils de guerre; cette opinion du savant professeur est la conséquence logique de ses idées sur l'étendue d'application du décret Crémieux. Pour nous, qui nous rangeons à l'avis de l'Administration et de la jurisprudence, nous estimons que les parents de l'indigène ou l'indigène lui-même n'étant pas israélites au moment de la promulgation du décret de 1870, il peut devenir israélite indigène, mais non citoyen français. Le décret de 1860 lui est-il applicable en temps qu'israélite indigène? Nous ne le croyons pas, comme le fait remarquer l'arrêt que nous citons plus haut; le décret s'appliquait à une race dont l'état de civilisation permettait l'assimilation en ma-

(17) Larcher : Les effets juridiques du changement de religion, R.A. 1910-1-1.

tière de justice répressive et non à une religion que l'Etat n'a pas à connaître; à notre connaissance, l'espèce ne s'est jamais produite.

Nous avons examiné ceux qui, dans les territoires du Sud, étaient soustraits à la juridiction des conseils de guerre; il nous reste à voir ceux qui y sont soumis.

Ce sont, d'abord et en premier lieu, les indigènes musulmans (18); ce sont ensuite les étrangers musulmans (19) et, en particulier, les marocains et les tunisiens (20). De nombreux arrêts ont confirmé cette solution, qui n'était, d'ailleurs, pas douteuse. Sont ensuite soumis à la juridiction des conseils de guerre tous ceux qui ne sont ni Européens, ni israélites dans le sens que nous avons donné de ces mots. Comme on le voit, le nombre des inculpés de cette catégorie est assez limité, et il ne reste guère que les indigènes des colonies françaises ou étrangères pour lesquels on puisse envisager la compétence des conseils de guerre; la jurisprudence n'a jamais eu à se prononcer sur ce sujet.

D'après l'article 6 du Code de Justice militaire, si, dans une affaire, il y a plusieurs accusés, les uns justiciables du conseil de guerre, les autres non justiciables, tous les inculpés sont traduits devant la juridiction de droit commun (cour d'assises ou tribunal correctionnel (21). Mais, dans le cas où le délit aurait

(18) Il importe peu qu'ils soient originaires des territoires du nord ou des territoires du sud.

(19) On peut se demander si à l'heure actuelle un turc ou un égyptien, bien qu'étrangers et musulmans, doivent comparaître devant le conseil de guerre; nous ne le croyons pas.

(20) Criminel, rejet 1^{er} juin 1893, 28 juillet 1893, 2 février 1893, à la suite l'un de l'autre. Dalloz, 1896-1-54, « attendu qu'ils ne sont ni européens ni israélites. »

(21) Criminel, cas 5 juillet 1884; Bul. crim., 1884, n° 227.

été commis en territoire militaire par des indigènes originaires des territoires civils, en complicité avec des indigènes des territoires du Sud, c'est la juridiction militaire qui reste compétente. Plusieurs auteurs, et non des moindres (22) s'en étonnent; cette manière de faire nous semble cependant logique : la compétence des conseils de guerre est basée beaucoup plus sur le lieu du crime que sur la qualité des inculpés. Nous ne pouvons, d'ailleurs, mieux faire que de reproduire les attendus de l'arrêt du 1^{er} décembre 1883, qui fixe ce point de droit :

« Attendu qu'en effet les conseils de guerre, aux termes des articles sus-visés (4 et 42 de l'ordonnance de 1842) ont une compétence territoriale, qu'ils doivent statuer sur tous les crimes commis en territoire militaire... »

On peut envisager le cas où les inculpés ont des complices inconnus pouvant être non justiciables des conseils de guerre; on pourrait penser *a priori* que cette présomption pourrait entraîner les indigènes devant les juridictions de droit commun : il n'en est rien, et, par deux arrêts, la jurisprudence l'a affirmé (23). Cette solution nous semble juste; les com-

(22) Tilloy : Répertoire alphabétique de législation et de jurisprudence, t. III, p. 1158. Charpentier : Analyse du cours de législation algérienne, p. 93. Eon. Discours de rentrée 1^{er} octobre 1892.

(23) 1^{er} juin 1893 (R.A. 1894-2-1) et 13 mars 1902 (R.A. 1902-2-385 et pandectes français 1904-1-289 avec note Champcommunal). Attendu, dit l'arrêt de 1902, que les articles 4 et 42 attribuent aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en territoire militaire, qu'à la vérité les conseils de guerre cessent d'être compétents lorsque les auteurs des délits sont européens ou israélites qui au terme de l'article 1^{er} du décret de 1860 doivent être traduits devant la cour d'assises ou les tribunaux correctionnels, que c'est également devant les tribunaux ordinaires qu'en vertu de l'article 76 du code de justice militaire que doivent être traduits tous les pré-

plices inconnus doivent être présumés justiciables des conseils de guerre, juridiction pénale ordinaire en territoire militaire; ce n'est que lorsqu'ils seront identifiés que l'on pourra établir s'ils bénéficient des exceptions prévues par le décret de 1860.

Enfin, en vertu de l'article 6, paragraphe 2, du Code de Justice militaire, lorsqu'un étranger est inculpé, dans la même affaire que des justiciables du conseil de guerre, il doit être traduit devant cette juridiction. Bien que cette compétence ne soit pas spéciale aux territoires du Sud, nous croyons devoir la signaler. Étranger ne doit pas s'entendre dans le sens d'Européen, que nous avons défini plus haut; c'est tout individu qui n'est ni citoyen, ni sujet français. Ainsi, un étranger co-auteur ou complice d'un crime commis par des indigènes ou des militaires comparaitra devant le conseil de guerre.

En résumé, sont justiciables des conseils de guerre, pour les crimes commis en territoire militaire :

Les indigènes musulmans, qu'ils soient originaires des territoires civils ou des territoires militaires;

Les israélites et musulmans marocains et tunisiens;

Les sujets coloniaux de la France et des autres puissances;

Les étrangers complices de justiciables du conseil de guerre.

venus lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit comprend des individus non justiciables des conseils de guerre et des individus justiciables de ces tribunaux.

Mais attendu que malgré ces réticences la compétence des conseils de guerre au regard des crimes et délits commis en territoire militaire demeure la règle et que leur compétence ne cesse que lorsqu'il est établi que l'un ou plusieurs des inculpés sont en raison de leur religion ou de leur nationalité justiciables des tribunaux ordinaires...

Nous reproduirons, en manière de conclusion de cet article sur la compétence *ratione personarum* des conseils de guerre, une partie d'une note de M. Champ-communal, au bas d'un arrêt de 1902 :

« L'ordonnance du 26 septembre 1842 attribuait au conseil de guerre une compétence aussi générale que possible, et le décret du 15 mars 1860 s'est borné simplement à soustraire de son autorité deux catégories d'inculpés. Par conséquent, lorsqu'on ne peut exciper du bénéfice de l'exception on reste sous l'empire de la règle générale. »

B. COMPÉTENCE RATIONE MATERIÆ. — Sont de la compétence des conseils de guerre tous les crimes et tous les délits; il n'est donné, dans le décret de 1842, aucune énumération d'ailleurs inutile, étant donné les termes très généraux mais très nets du texte.

Après la promulgation du Code de Justice militaire du 8 juin 1857, un doute pouvait venir à l'esprit en ce qui concerne certaines infractions. L'article 273 ⁽²⁴⁾

(24) Exposé des motifs du général Allard : « Enfin il est une question fort importante dont la solution pourrait laisser du doute dans les esprits si un texte précis ne venait le trancher ; c'est celle des délits spéciaux : on a établi jusqu'ici que la compétence des conseils de guerre comprenait tous les délits communs commis par les militaires et on n'a excepté de cette règle générale que les délits communs commis par les militaires en congé, en disponibilité, en non activité.

Convenait-il d'étendre cette exception aux délits spéciaux tels que les infractions sur la chasse, sur la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les forêts et la grande voirie ? Le projet s'est prononcé pour l'affirmative ; on a pensé que dans ce cas particulier, les militaires devaient être justiciables des tribunaux ordinaires. On n'a fait que se conformer en cela à la jurisprudence constante du conseil d'Etat et de la Cour de cassation.

Le code militaire est en effet une loi générale qui sous ce rapport ne saurait déroger aux lois spéciales faites pour la protection d'intérêts d'ordre particulier, tels que la conserva-

décide, en effet, que les infractions aux lois sur la pêche, la chasse, les douanes, les contributions indirectes et les forêts, commises par des militaires, ne sont pas de la compétence des conseils de guerre. Fallait-il décider qu'il en était de même en territoire militaire pour les délits du même genre commis par les indigènes? Si, d'une part, il ressort nettement de l'exposé des motifs que le législateur a voulu que ces infractions soient jugées par les tribunaux de droit commun, il est, d'autre part, évident que, dans le Sud, le seul tribunal compétent pour les délits commis par les indigènes est, le conseil de guerre ; il n'est donc pas extraordinaire que la jurisprudence ait répondu par l'affirmative à la question que nous venons de poser.

Cette jurisprudence est particulièrement riche en matière de douanes ; elle s'appuie sur l'article 11 du décret du 11 août 1853 (25) (antérieur au Code de

tion des forêts ou du trésor de l'Etat ; il pourrait y avoir des inconvénients à laisser l'application de ces lois aux conseils de guerre et surtout à rompre brusquement avec une jurisprudence qui a été constamment suivie jusqu'ici. » Foucher : Commentaire du code de justice militaire, p. 885, note 2.

(25) Décret du 11 août 1853 « qui institue un service de douanes sur les frontières de Tunisie et du Maroc et fixe les droits à payer pour les marchandises importées par ces frontières ». Art. 2. — Les délits et contraventions seront déférées, en territoire militaire, aux conseils de guerre consacrés par l'article 42 de la dite ordonnance, et aux commandants de place... Ces tribunaux appliqueront aux délits et contraventions dont il s'agit les peines et les réparations édictées par le législateur de la métropole. Estoublon, p. 161. Le service des douanes dans les territoires du sud est actuellement réglementé par le décret du 5 septembre 1907 et l'arrêté du Gouverneur général du 6 décembre 1907 ; en outre de la ligne douanière qui existe aux frontières il y a dans le sens horizontal une ligne partant de la frontière tunisienne passant par El Oued, Touggourt, Ouargla, Metlili, El Abiod, et abou-

Justice militaire de 1857) et affirme qu'il n'a pas été abrogé par l'article 273 du Code de Justice militaire :

« ... Attendu que l'article 273 du Code de Justice militaire, promulgué en Algérie le 21 septembre 1857, n'abroge pas l'article 11 sus-indiqué... » (Cass. 6 mars 1884. R.A. 1885-2-10.)

Une longue série d'arrêts, parmi lesquels nous ne citerons que les plus intéressants, décide :

— Qu'il est indifférent, au point de vue de la compétence des conseils de guerre, que la saisie des marchandises introduites en contrebande ait été opérée par les préposés d'un bureau de douanes situé en territoire civil, dès lors que cette saisie a eu lieu en territoire militaire. (Alger, 21 juin 1883. B.A. 1883, 213.)

— Qu'il est de même indifférent que le procès-verbal constatant le délit commis en territoire militaire ait été dressé en territoire civil. (Cass. 1884, R.A. 1885 10.)

— Que le procès-verbal dressé par l'Administration des Douanes, contre lequel il n'a été relevé aucun cas de nullité prévu par la loi du 9 Floréal, an VII, fait foi jusqu'à inscription en faux, sans que les juges puissent excuser les contrevenants par la seule intention. (Conseil de révision d'Alger, 21 août 1884, B.A. 1884, 248.)

— Que les conseils de guerre sont compétents pour prononcer non seulement l'emprisonnement, mais encore les peines de confiscation et d'amende édictées

tissant à la frontière marocaine près de Duveyrier : le service est assuré par des agents des douanes et en leur absence par le service des affaires indigènes. Voir sur cette question Moucheront : Les douanes en Algérie, pp. 503 et suiv., et Valet : Le Sahara algérien, pp. 146 et suiv.

par les lois sur la matière. (Cass. 1853, J.A. 1853, 47.) (26)

De même, nous trouvons plusieurs arrêts confirmant la compétence des conseils de guerre en matière de délits forestiers, (Cass. 4 juillet 1856; Alger, 23 octobre 1874) (27), en matière de contributions diverses (Cass. 1^{er} février 1901, 30 décembre 1909).

Cependant, puisqu'il faut, dit-on, qu'une exception confirme la règle, nous verrons, plus loin, que les délits de grande voirie sont de la compétence des conseils de préfecture.

Les conseils de guerre sont-ils compétents en matière de contraventions? Non, d'après l'article 42 du décret de 1842; cet article, en effet, ne parle que des crimes et des délits. La juridiction prévue par le décret de 1842, pour juger les contraventions, était celle des commandants de place remplacés plus tard par les juges de paix militaires; à l'heure actuelle, les contraventions de simple police commises par les indigènes sont punies de peines disciplinaires (article 25 de l'arrêté du 14 novembre 1874) (28).

C. COMPÉTENCE RATIONE LOCI. — Les conseils de guerre ont une compétence essentiellement territoriale; elle découle de l'expression « commis en territoire mi-

(26) On pourrait encore citer Cas. crim. 9 juin 1860; Dalloz 1867-1-189; Crim. rég. de juges 2 nov. 1864; J.A. 1864-36; J.A. 6 mars 1884; R.A. 1884-2-10; Conseil de révision d'Alger 15 sept. 1898 (deux arrêts); R.A. 1898-2-475; Alger 6 décembre 1901; R.A. 1902-2-72. Nous retrouverons d'ailleurs un certain nombre d'arrêts sur cette matière lorsque nous aurons à parler de l'action civile devant les conseils de guerre.

(27) J. A. 1874-59; Bul. Cr. 1886, p. 182.

(28) Le conseil de guerre d'Alger a été saisi en 1926 d'une contravention à la loi sur l'ivresse; il s'est déclaré incompétent.

litaire » de l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842; c'est une dérogation à la triple compétence prévue par les articles 63 et 69 du Code d'Instruction criminelle et 12 du Code de Justice militaire (compétence du lieu du délit, du lieu de résidence, du lieu d'arrestation).

De ce principe général, la jurisprudence a tiré de nombreuses et intéressantes applications :

— Le jugement qui n'indiquerait pas d'une façon précise que le crime a été commis en territoire militaire est nul, car la considération du lieu du délit est un des éléments essentiels de la compétence spéciale des conseils de guerre. (C. Cass., 2 juillet 1841; Cas. rejet, 11 mars 1842.) (29)

— Un crime commis à l'étranger et spécialement au Maroc par un indigène appartenant à un territoire militaire est de la compétence de la Cour d'assises. (Cas. crim., 19 décembre 1884. Rev. A., 1889-2-466.)

Il en serait de même si le crime avait été commis en territoire civil par une indigène des territoires du Sud.

— Une prison militaire située en territoire civil n'est pas assimilée au territoire militaire; par suite, le crime commis par un Arabe détenu n'est pas de la compétence des conseils de guerre. (Crim. cas. 28 août 1862. Dalloz 1865, 5, 265.) A cet arrêt, on peut comparer un avis du procureur général du 17 janvier 1881 (30) indiquant que les tribunaux correctionnels

(29) Il est à noter que ces deux arrêts sont antérieurs à l'ordonnance de 1842, mais on peut considérer leur décision comme encore valable le premier paragraphe de l'ordonnance de 1842 étant la reproduction exacte du 1^{er} paragraphe de l'article 37 de l'ordonnance de 1834 alors en vigueur.

(30) Estoublon, p. 445, note E.

et cours d'assises (il faudrait dire, aujourd'hui, cours criminelles et tribunaux répressifs) sont seuls compétents pour connaître des crimes et des délits à l'intérieur des établissements pénitentiaires situés en territoire civil, dans lesquels sont détenus des indigènes punis par les commissions disciplinaires. La même solution doit être adoptée en cas d'évasion de ces établissements alors même que le détenu fugitif aurait été repris en territoire militaire. Par assimilation, nous devons dire que les indigènes des territoires du Sud qui viennent s'installer provisoirement avec leurs troupeaux dans les territoires du Nord (achaba) sont, bien qu'encadrés d'officiers des affaires indigènes et de leurs caïds, justiciables, pour les crimes et délits commis dans ces régions, des tribunaux répressifs et des cours criminelles et non des conseils de guerre.

Il a été jugé que l'indigène musulman qui a recelé en territoire militaire un objet volé en territoire civil est justiciable, non du conseil de guerre, mais du tribunal correctionnel (Alger, 27 juin 1902, R.A. 3, 351).

Ce jugement a perdu aujourd'hui toute sa valeur, le recel étant devenu, depuis la loi du 22 mai 1915, un délit distinct du vol (Code pénal, art. 460 et 461). Dans un cas semblable, le recéleur serait aujourd'hui poursuivi devant un conseil de guerre. (Cas. 12 décembre 1918.) (31)

Enfin, conséquence logique de la jurisprudence que nous venons d'indiquer, lorsqu'il y a doute sur le lieu du crime, lorsqu'on ignore s'il a été commis en territoire civil ou en territoire militaire, c'est la juridiction de droit commun qui doit seule être appelée à en connaître (Cas. 25 août 1871, Bul. Crim., page 179;

(31) Bul. Cr., 1918, n° 429.

10 janvier 1873, B.C., page 12; 20 janvier 1881, B.C., page 29); mais ici nous devons remarquer que c'est le conseil de guerre qui a seul qualité pour apprécier en quel lieu le crime a été commis et si, dans un jugement, il se déclare suffisamment convaincu et dit que le crime a été commis en territoire militaire, il s'affirme compétent et aucune voie de recours ne peut être ouverte à l'accusé; aussi, devons-nous critiquer les termes d'un arrêt du 17 décembre 1858 ⁽³²⁾ qui dit « que, quand il résulte du jugement d'un conseil de guerre que les faits ont été commis en territoire militaire, il y a présomption légale en faveur de la compétence du conseil de guerre; cette présomption ne pourrait être détruite que par la preuve contraire faite par le condamné et établissant que le crime a été commis non en territoire militaire mais en territoire civil ». Comme le fait remarquer M. Larcher ⁽³³⁾, l'expression présomption légale est impropre : « il y a là constatation souveraine qui justifie sans preuve contraire possible la compétence du conseil de guerre. »

Que dire dans le cas d'extension du territoire civil? Il y a, sur ce point, une jurisprudence très abondante et très intéressante; la Cour de Cassation a su combiner le principe de la territorialité de la compétence des conseils de guerre avec le principe de la rétroactivité des lois de compétence et de procédure. Nous croyons devoir reproduire les attendus d'un arrêt du 7 décembre 1865 ⁽³⁴⁾ qui expose, mieux que nous ne saurions le faire, la thèse de la Cour de Cassation :

« Attendu, en droit, que les lois de procédure et d'instruction sont obligatoires du jour de leur promul-

(32) Bull. Cr., 1858, n° 308.

(33) Larcher, p. 226, t. II, note 5.

(34) Dalloz, 1866-1-188.

gation et deviennent immédiatement applicables aux poursuites en cours d'exécution pour les délits commis antérieurement; qu'il en est de même des lois modificatives de la compétence; que le principe s'étend également au cas où le changement d'attribution résulte de modifications apportées par le pouvoir compétent aux classifications territoriales... »

La jurisprudence a fait de ces théories les applications suivantes :

« Si le lieu où le crime a été commis cesse d'appartenir au territoire militaire, le conseil de guerre doit se dessaisir au profit des tribunaux ordinaires. » (Crim. Régl. de juges, 11 décembre 1872. Dalloz, 1874-1-181.)

Il en est encore de même si, au moment où le fait a été commis, l'organisation civile du territoire rattaché n'était pas encore complète. (Crim. rejet, 10 janvier 1873. J.A. 1873-1.)

Enfin, le conseil qui prononce la condamnation par contumace pour crime commis en territoire militaire n'est plus compétent pour juger définitivement l'accusé à une époque où ce territoire est devenu territoire civil. (Crim. Régl. du juges, 11 décembre 1873. Dalloz 1874-18).

CHAPITRE IV

PROCÉDURE

La procédure devant les conseils de guerre est la même quand il s'agit des indigènes que quand il s'agit des militaires; toutefois, le fait que ce sont des civils qui comparaissent devant cette juridiction et qu'ils sont originaires des territoires du Sud donne lieu à des différences que nous allons examiner.

A. LES POUVOIRS DU COMMANDANT DU TERRITOIRE. — L'article 2 du décret du 13 février 1909 ⁽³⁵⁾ s'exprime ainsi :

Dans les territoires du Sud, le commandant du territoire exerce, vis-à-vis des justiciables des conseils de guerre, les attributions dévolues dans l'Algérie du Nord au chef de la justice militaire.

On peut s'étonner que les territoires du Sud ayant été organisés par la loi du 24 décembre 1902 et le décret du 14 août 1905, ce soit seulement en 1909 que l'on ait songé à organiser la justice et se demander comment, dans cet intervalle, elle a été administrée; il est certain que, depuis 1902, le général commandant la division n'avait plus aucun droit en ce qui concerne

(35) Estoublon, 1909, p. 377.

les territoires du Sud et que le commandant du territoire ne pouvait légalement signer un ordre d'informer; dans la pratique, si l'on en croit le rapport qui précède le décret, la chose aurait été réglée par une instruction ministérielle d'ailleurs non publiée et que nous n'avons pu retrouver; il n'en reste pas moins que, durant cette période de sept années, la procédure a été irrégulière : il n'est pas à notre connaissance qu'aucun arrêt ait sanctionné cette illégalité certaine (36).

Les attributions du général de division, chef de la justice militaire, ont été bien diminuées par la nouvelle loi du 9 mars 1928 ; elles sont déterminées par les articles suivants du Code de Justice militaire :

« Art. 23. — Les généraux commandant les circonscriptions territoriales ...sont chargés, chacun en ce qui concerne sa circonscription, de rechercher tous les crimes ou délits de la compétence des juridictions militaires et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir...

« Art. 24. — ... Il délivre un ordre d'informer qu'il adresse au commissaire du Gouvernement compétent...

« Art. 25. — La police judiciaire est exercée sous l'autorité du général commandant le corps d'armée ou la circonscription territoriale...

« Art. 69. — ... Le commissaire du Gouvernement adresse au général commandant le corps d'armée ou la circonscription territoriale où siège le tribunal militaire, une demande à fin de réunion de cette juridiction...

(36) Larcher : Le décret concernant l'organisation de la justice militaire dans les territoires du sud, R.A. 1909-97.

« Art. 112. — L'autorité qui a signé l'ordre d'informer peut, notamment, s'il y a lieu d'attendre qu'il ait été statué sur un recours en grâce, suspendre l'exécution du jugement à la charge, le cas échéant, d'en aviser le ministre de la guerre... »

De ces attributions du chef de la justice militaire, il en est une qui ne peut être exercée par le commandant du territoire; c'est la convocation du conseil de guerre; il n'y a, en effet, pas de conseil de guerre en territoire militaire.

En ce qui concerne l'article 112, on se demandait, sous l'empire du Code 1857 (art. 150) ⁽³⁷⁾, si le droit de suspension de l'exécution des jugements appartenait au commandant du territoire en ce qui concernait les indigènes (il était, en effet, évident qu'il lui appartenait en ce qui concernait les militaires); l'opinion courante était négative et, en fait, le commandant du territoire ne s'en servait jamais. En effet, si, d'une part, le texte n'indiquait pas qu'il s'agissait des seuls militaires, le fait d'en référer au ministère de la Guerre pouvait le faire supposer. L'argument n'était pas, d'ailleurs, décisif; sa qualité de tribunal militaire met le conseil de guerre sous la dépendance du ministre de la guerre, quels que soient les justiciables; cela est si vrai que c'est par le ministre de la Guerre et non celui de la Justice que passent les propositions de remise de peine et les recours en grâce des condamnés civils; un deuxième argument semblait avoir plus de valeur, c'est que les civils pouvaient bénéficier de la libération conditionnelle aux termes de la loi du 14 août

(37) Art. 150. — Le général commandant la circonscription peut suspendre l'exécution du jugement à charge par lui d'en prévenir sur le champ le ministre de la guerre.

1885; on ajoutait que le droit de suspension était donné par l'article 150 aux commandants de la circonscription territoriale : « Ce n'est pas, disait-on, une prérogative de celui qui a signé l'ordre d'informer, mais celle du chef qui a l'établissement pénitenciaire dans sa circonscription. » Le nouvel article 112 semble avoir voulu détruire tous les arguments en faveur de cette opinion que nous avons toujours considérée comme erronée; il stipule, en effet, que c'est celui qui a signé l'ordre d'informer qui a le droit de suspendre la peine, et, d'autre part, un article 256 rend la libération conditionnelle applicable aux militaires. Nous estimons donc que le commandant du territoire a le droit de suspension, et nous pensons qu'il l'a toujours eu.

B. LIBERTÉ PROVISOIRE. — Au sujet de l'instruction, le seul point intéressant que nous ayons à relever est la question de la mise en liberté provisoire; alors que le Code d'instruction criminelle, dans son article 113, fait obligation au magistrat instructeur de mettre l'inculpé en liberté provisoire dans les cinq jours après l'interrogatoire quand le maximum de la peine prononcée est inférieur à deux ans de prison, aucune disposition semblable n'existe dans le Code de Justice militaire; la mise en liberté provisoire peut, en tout état de cause être accordée par le juge d'instruction militaire, mais n'est jamais un droit pour l'inculpé (art. 53). La loi du 9 mars 1918 donne cependant une garantie nouvelle aux inculpés puisque les oppositions aux refus de mise en liberté provisoire sont portées devant la chambre des mises en accusation et non plus devant le commandant du territoire; il est probable

que la chambre des mises en accusations sera plus large que le commandant du territoire et qu'elle appliquera aux inculpés le droit commun.

Action civile. — Les tribunaux militaires ne statuent que sur l'action publique; l'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils; l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. Les raisons de ces prescriptions nous sont données par le rapport de M. Langlois sur les articles 53 et 54 du Code de Justice militaire de 1857 (38) : « L'action civile est, en effet, d'ordre privé; elle porte sur les biens et non sur les personnes, et l'action des difficultés qui en naissent demande les connaissances et l'application stricte du droit civil qui n'existent pas dans le domaine naturel et nécessaire du juge militaire; les tribunaux civils demeurent ouverts à la partie lésée; elle peut les saisir de sa réclamation. « Ces raisons ont beaucoup perdu de leur valeur depuis que le conseil de guerre est présidé par un conseiller à la Cour d'appel; la loi nouvelle a cependant maintenu le principe. Les parties lésées peuvent se faire représenter par un avocat ou un avoué; le conseil doit, sur réquisitions orales ou écrites de cette partie, lui donner acte de sa constitution, mais doit lui interdire toute participation au fond de l'affaire; elle ne peut, en particulier, prendre la parole. Nous bornerons là nos explications en ce qui concerne les conseils de guerre en général pour nous intéresser d'une façon particulière à ce qui a trait aux territoires du Sud.

(38) Foucher : op. cit, p. 129, note 2.

Dans les territoires du Sud, du fait que, nous l'avons vu, le conseil de guerre est compétent pour les délits spéciaux, la jurisprudence a déduit que les administrations intéressées pourraient porter l'action civile devant ledit conseil; ses arguments, que nous prenons dans un arrêt de 1856 ⁽³⁹⁾, le premier en date sur cette question, sont les suivants :

« Attendu que les conseils de guerre sont la seule juridiction répressive chargée de connaître de tous les crimes et de tous les délits, quels qu'ils soient, commis en territoire militaire, même par les non militaires; qu'il y a nécessité, dans l'espèce, de recourir auxdits conseils pour faire prononcer l'amende encourue par le prévenu non militaire pour un délit forestier commis sur le territoire militaire;

« Attendu, quant aux réparations civiles, qu'il résulte des dispositions du Code forestier que le ministère public est investi du droit de requérir lui-même les condamnations aux dommages-intérêts et restitutions dues à l'Etat pour les délits commis dans ses forêts; qu'il est de la bonne administration de la justice que le ministère public use, à l'occasion, de cette faculté et qu'il fasse statuer par un seul et même jugement de toutes les conséquences du même délit forestier lorsque, comme dans l'espèce, le conseil de guerre est saisi et mis en lieu et place du tribunal correctionnel... »

En résumé, l'action civile peut être portée devant le conseil de guerre parce qu'il juge en lieu et place d'un tribunal civil; la raison est évidemment faible, et il est certain qu'on pourrait de la même façon justifier l'action civile d'un particulier dans tous les délits

(39) 4 juillet 1856, Bul. Crim., 1856, n° 282.

commis par des non militaires. De nombreux arrêts (40) ont cependant confirmé ce droit, surtout en matière de douanes; mais la jurisprudence l'a, toutes les fois qu'elle en a eu l'occasion, étendu à toutes les administrations qui ont des intérêts à surveiller. Il semble que l'on puisse dire que sont titulaires du droit de porter l'action civile devant les conseils de guerre les administrations suivantes : contributions diverses, douanes, eaux et forêts, postes, etc...

M. Larcher (41) critique, avec son énergie coutumière, la jurisprudence de la Cour de Cassation et la taxe d'illégalité. « Ce n'est pas la peine qu'il y ait des codes et des lois; la Cour de Cassation s'en affranchit et légifère à son gré. » Pour le savant professeur, seule, l'administration des douanes a le droit de se porter partie civile; il incrimine tout particulièrement deux arrêts du 1^{er} février 1901 et du 30 décembre 1909, qui accordent ce droit à l'administration des contributions diverses. Nous devons les reproduire en partie pour les discuter.

Arrêt du 2 février 1901 (42) :

« ... Attendu que le décret du 11 août 1853, qui institue un service des douanes sur les frontières tunisiennes et marocaines, défère aux conseils de guerre les délits et contraventions en matière de douanes commis en territoire militaire et déclare expressément, dans son article 11, que les tribunaux appliqueront aux délits et contraventions dont il s'agit les réparations civiles édictées par la législation de la métropole;

(40) Nous les avons pour la plupart déjà cités : Crim. rejet 9 juin 1866 : Conseil de rév. d'Alger 15 sept. 1898. etc...

(41) Larcher, t. II, p. 228.

(42) R.A. 1901-2-555 et Sirey 1904-1-206 avec note.

« Attendu que le Code de Justice militaire n'a pas dérogé à cette disposition qui se justifie par l'absence de tribunaux civils dans les territoires militaires...

« D'où il s'ensuit qu'en se déclarant incompétent pour statuer sur les conclusions de l'administration des contributions diverses le conseil de guerre permanent de la division territoriale d'Alger a fausement appliqué les articles 53 et 54 du Code de Justice militaire, et violé l'article 11 du décret de 1853. »

Arrêt du 30 décembre 1909 (43) :

« ... Attendu que l'administration des contributions diverses est investie du droit de poursuivre l'application de l'amende et de la confiscation encourue par les contrevenants ;

« Que, pour les délits commis dans l'espèce, dans les territoires militaires, par des individus non Européens ou israélites, cette poursuite ne peut être exercée que devant les conseils de guerre, qui sont compétents, à l'exclusion des tribunaux correctionnels, pour connaître lesdites infractions ; d'où il suit que l'administration des contributions diverses, en cas de poursuites pour infractions relatives à la garantie des matières d'or et d'argent, a le droit d'intervenir devant les conseils de guerre, nonobstant la disposition de l'article 54 du Code de Justice militaire que, de plus, elle est fondée de se prévaloir des garanties auxquelles elle a droit devant les tribunaux correctionnels... »

M. Larcher fait ironiquement remarquer que, dans le premier arrêt, la Cour a dû confondre l'administration des contributions diverses avec celle des douanes.

(43) R.A. 1909-2-113 avec note Larcher.

Pour le second, il dit ce que nous disions plus haut au sujet de l'arrêt de 1856; c'est que le raisonnement est d'une insigne faiblesse et qu'un individu quelconque, en se prévalant des mêmes arguments, pourrait porter l'action civile devant un conseil de guerre, au mépris des articles 53 et 54 du Code de Justice militaire.

Nous ne pouvons donner tort à M. Larcher; il semble qu'en droit, il ait raison; seule, l'administration des douanes est, en vertu d'un texte précis, autorisée à porter l'action civile devant les conseils de guerre; mais la Cour de Cassation a senti qu'il n'y avait aucune raison valable pour refuser aux autres administrations ce que l'on accordait à celle des douanes; ses attendus, il faut l'avouer, ne sont pas heureux; il semble qu'elle aurait pu indiquer que l'action civile d'une administration de l'Etat ne peut être comparée à celle d'un individu; que la détermination des dommages est beaucoup plus simple, souvent même fixée par un texte législatif; qu'il y avait lieu d'accorder à l'Etat une prérogative dont ses fonctionnaires n'useraient qu'à bon escient et qui économiserait des frais et du temps. De toute façon, quels que soient les arguments dont on se sert, quelle que soit la légalité de l'institution, nous constatons qu'elle existe, et nous estimons désirable qu'il en soit ainsi.

Ce point étant réglé, l'action civile des administrations se présente devant les conseils de guerre comme devant les tribunaux ordinaires.

Les circonstances atténuantes. — Les conseils de guerre appliquent à leurs justiciables non militaires les peines du droit pénal ordinaires; c'est ainsi qu'antérieurement à la loi du 19 juillet 1901, les conseils de guerre pouvaient accorder les circonstances atté-

nuantes à leurs justiciables civils, alors qu'ils ne pouvaient le faire aux militaires en ce qui concerne les délits militaires.

Il est de tradition dans tout ouvrage sur la justice répressive indigène de traiter, quand on arrive aux circonstances atténuantes, la question soulevée par l'article 47 de l'ordonnance du 26 septembre 1842; nous n'aurions garde de manquer à la coutume; mais ce point particulier ayant l'objet d'études définitives (44) nous passerons rapidement.

L'article 47 de l'ordonnance précitée s'exprime ainsi :

L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable aux crimes et délits commis par les indigènes :

- 1° Contre la sûreté de l'Etat;
- 2° Contre la chose publique;
- 3° Contre la personne ou au préjudice d'un Français, d'un Européen ou d'un indigène au service de la France.

Le but de cet article était de protéger les colons victimes des exactions des indigènes; il est certain que la répression était d'une excessive gravité et que l'on aurait pu s'en remettre aux juges pour apprécier s'il y avait lieu ou non à circonstances atténuantes. Ce qui, au point de vue moral, aggravait cet excès de répression, c'est que l'article s'appliquait aux seuls indigènes algériens (45). L'article 47 fut cependant régulièrement appliqué jusqu'en 1848; à partir de cette date la jurisprudence devint hésitante; certains tribunaux prononcèrent, malgré la loi, les circonstances

(44) Eon : op. cit., p. 35 ; Foissin : op. cit., p. 67 ; Larcher : t. II, p. 499.

(45) Alger, 28 janvier 1843, J. A. 1843. L'article 47 ne s'applique pas à un indigène marocain.

atténuantes; la Cour d'Alger hésitait à se prononcer; tantôt, très rarement, elle appliquait la loi dans toute sa rigueur; le plus souvent, elle conciliait ses intentions humanitaires avec le respect dû à la loi en écartant des circonstances aggravantes matériellement établies; enfin, l'article 47 fut, pour la dernière fois, appliqué le 19 mai 1851. Il est, depuis, tombé en désuétude. Les tribunaux accordent le bénéfice des circonstances atténuantes aux indigènes qui en paraissent dignes sans faire de distinction suivant le genre de délit ou la nationalité de la victime.

L'article 47 n'a jamais été abrogé (46), disent les auteurs, ni implicitement, ni explicitement; la chose semble indiscutable au point de vue des juridictions civiles; elle est, au contraire, discutée en ce qui concerne les conseils de guerre. L'article premier de la loi du 19 juillet 1901, modifié par la loi du 27 avril 1916 (47), s'exprime, en effet, ainsi : « Tous les tribunaux militaires, tant de l'armée de terre que de l'armée de mer, pourront, à l'avenir, en temps de paix, comme en temps de guerre, admettre les circonstances atténuantes à tous les crimes et délits réprimés tant par les codes de justice militaire de l'armée de terre et de l'armée de mer que par les dispositions pénales lorsque ces dernières prévoient l'admission des circonstances atténuantes. » A notre avis, la discussion n'est pas possible; l'article 47 est précisément un des cas où une disposition pénale ne prévoit pas l'admission des circonstances atténuantes. Nous estimons donc que c'est à juste titre que l'on a dit que l'article 47 n'avait jamais été abrogé.

(46) Larcher, t. II, p. 500.

(47) B. O., p. 307.

Sursis. — Antérieurement à la loi du 21 juin 1904, les conseils de guerre pouvaient appliquer le sursis à leurs justiciables civils, alors qu'ils ne pouvaient le faire pour les militaires; actuellement, cette différence n'existe plus.

Relégation. — L'article 2 de la loi du 27 mai 1885 spécifiait que la relégation ne pouvait être prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux à l'exclusion de toute juridiction spéciale et exceptionnelle. Mais la loi du 10 juillet 1901 rectifia cet article 2 et déclara que les conseils de guerre en Algérie prononcent la relégation contre les indigènes des territoires de commandement.

Comme le fait remarquer M. Larcher, la rédaction de l'article est mauvaise; les indigènes des territoires du Sud ne forment qu'une partie (la plus importante, il est vrai) des justiciables des conseils de guerre; ceux-ci, nous l'avons vu, peuvent juger des indigènes du territoire civil ou des étrangers non Européens. Peut-on leur appliquer la relégation? Il est certain que le législateur l'a voulu, et nous ne pensons pas qu'en fait un conseil de guerre hésite à leur faire application de la loi de 1885; nous croyons, cependant, qu'une modification serait désirable, et nous proposons le remplacement des termes « indigènes des territoires de commandement » par « justiciables aux termes des articles 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et premier du décret du 15 mars 1860 ». La Cour de Cassation n'ayant jamais eu à statuer sur un cas semblable, nous ignorons la solution de la jurisprudence.

Peine de mort. — Les indigènes condamnés à la peine capitale sont fusillés. L'article 187 du Code de

Justice militaire, prescrivant que les condamnés par les conseils de guerre pour crimes de droit commun auront la tête tranchée, n'est applicable qu'à la métropole; au sujet des modalités de cette exécution, une controverse s'élève au moins dans la division d'Alger entre l'état-major et le Parquet du conseil de guerre; le commissaire du Gouvernement et le rapporteur doivent-ils assister à l'exécution, comme assistent aux exécutions capitales les procureurs de la République et juges d'instruction? L'état-major répond non et se base sur les arguments suivants:

Les exécutions capitales sont réglées par le service des Places (48), qui ne prévoit pas la présence de ces deux magistrats. Une circulaire du 3 décembre 1923 (49) décide bien que, « d'une manière générale, on se conformera aux règles suivies pour les exécutions des individus condamnés à mort par les cours d'assises ». Mais cette circulaire n'est pas applicable à l'Algérie et ne parle que des condamnés à mort par un conseil de guerre pour des crimes non militaires. Il semble que cette application stricte d'un texte est erronée; les civils condamnés à mort par les conseils de guerre le sont pour des crimes non militaires; s'ils sont fusillés en Algérie, c'est que le transport des bois de justice dans le Sud serait onéreux et souvent difficile; il n'en reste pas moins que leur exécution doit être entourée de toutes les formalités qu'a voulu le législateur pour les criminels du Nord; ils ont droit, malgré le service des places, à l'assistance de leur défenseur et d'un ministre du culte; le commissaire du Gouvernement et le juge d'instruction militaire doi-

(48) Vol. 75, décret du 7 octobre 1909.

(49) Non publiée.

vent assister à l'exécution, et cette présence a son intérêt; si le criminel veut faire des révélations au dernier moment, il importe qu'il y ait quelqu'un de qualifié pour les recevoir; il importe aussi que le commissaire du Gouvernement, en assistant à l'exécution, soit mis en présence des responsabilités qu'il encourt en requérant la condamnation de la peine capitale.

On pouvait espérer que la loi du 9 mars 1928 réglerait ce détail qui a son importance; son article 250 s'exprime ainsi :

« En temps de paix, l'article 12 du Code pénal est applicable aux militaires et assimilés condamnés à la peine de mort par les tribunaux de droit commun.

« En temps de paix et en temps de guerre, les condamnés à la peine de mort par les tribunaux militaires sont fusillés. »

Cet article ne modifie donc en rien la situation en Algérie.

Il nous semble que le décret d'application de la loi du 9 mars 1928, s'il ne supprime pas la compétence des conseils de guerre sur les indigènes des territoires du Sud devrait régler, dans le sens que nous indiquons, les formalités de l'exécution de la peine de mort.

Minorité de faveur. — Les questions posées aux juges ne peuvent être résolues contre l'accusé qu'à la majorité de cinq voix contre deux; trois voix ayant voté non coupable contre quatre voix ayant voté coupable emportent l'acquittement; c'est ce qu'il est convenu d'appeler la minorité de faveur. Cette disposition n'est pas spéciale aux indigènes; mais nous croyons devoir la signaler parce qu'elle donne aux accusés une garantie qu'ils n'ont pas devant les tribunaux civils.

Voies de recours. — La loi du 17 avril 1906, supprimant les conseils de révision en temps de paix, clôt

une longue discussion sanctionnée par une jurisprudence très abondante ayant pour but de déterminer les cas dans lesquels un indigène pouvait se pourvoir en révision ou en cassation; la question n'ayant qu'un intérêt historique, nous ne la traiterons pas. Nous nous bornerons à signaler que, si l'accusé peut toujours se pourvoir, il n'en est pas de même du commissaire du Gouvernement, dont le pourvoi n'est recevable que dans certains cas limitativement déterminés par la loi; en particulier, en cas d'acquittement, le commissaire du Gouvernement ne peut se pourvoir que dans l'intérêt de la loi (article 144).

La jurisprudence (50) a admis que l'article 144 ne s'appliquait qu'aux délits militaires et que les administrations admises au bénéfice de la partie civile pouvaient se pourvoir, même en cas d'acquittement. M. Larcher (51) s'élève contre cette manière de faire. Il semble bien que rien, dans l'article 144, n'indique qu'il est applicable aux seuls militaires et aux délits militaires; mais il nous paraît que, dès l'instant que le droit de se porter partie civile a été, à tort ou à raison, reconnu aux administrations, elles deviennent parties au procès, et ils nous paraît normal qu'elles puissent se pourvoir contre la décision des juges.

Voici, d'ailleurs, les attendus de l'arrêt :

« ... Attendu que l'administration des douanes peut se porter partie intervenante devant les conseils de guerre d'Algérie saisis d'une poursuite en matière de douanes; que ce droit d'intervention, lorsqu'elle l'a

(50) Crim. cas. 21 octobre 1909 ; R.A. 1910-2-1 avec notre Larcher ; 30 décembre 1909 (déjà cité) ; 13 nov. 1913, Bul. crim. 1913, n° 495.

(51) Larcher, t. II, p. 228, note 4.

exercé, lui donné qualité pour se pourvoir en cassation;

« Que, d'autre part, l'article 144 du Code de Justice militaire, qui n'autorise de voies de recours contre les jugements que dans l'intérêt de la loi, ne s'applique qu'aux délits militaires... »

CHAPITRE V

CRITIQUE

Les conseils de guerre, considérés dans l'exercice de leur compétence habituelle, c'est-à-dire en temps que juges militaires, ont été, depuis longtemps l'objet de nombreuses et violentes critiques ; certaines n'étaient, d'ailleurs, pas applicables à leur compétence à l'égard des indigènes ; beaucoup sont, maintenant, sans effet, depuis le vote de la loi de 1928. Nous allons donc les résumer très rapidement.

Les membres du Parquet et les juges n'ont pas l'indépendance et la liberté d'action qui sont la garantie de l'impartialité des magistrats.

Aussi bien les juges que les membres du Parquet sont ignorants du droit (51).

(51) Le véritable magistrat doit avoir d'abord l'expérience du droit mais il doit avoir une complète indépendance à l'égard de ceux qui sont appelés à requérir l'ouverture d'une instruction ; or rien de tel n'existe dans la justice militaire... tout ceux qui ont fait partie des conseils de guerre ou qui ont plaidé devant eux savent que lorsque des conclusions sont prises par le défenseur, le président et ses collègues ne se trouvent pas toujours à l'aise pour résoudre les difficultés de pur, droit, de pure procédure en face desquels ils se trouvent placés... Une grosse lacune du code de justice militaire de 1857, peut-être la plus grave, réside dans le fait que les membres des parquets militaires parmi lesquels sont pris les

Les prérogatives du chef de la justice militaire sont trop étendues.

Il y a trop d'officiers dans la composition du conseil de guerre, et, de ce fait, les soldats manquent de garanties.

Les conseils de guerre jugent en dernier ressort et leurs jugements ne sont susceptibles que de pourvoi en cassation.

L'action civile ne peut être portée devant les conseils de guerre.

Nous n'avons pas à discuter ici de la prétendue dépendance des conseils de guerre vis-à-vis du commandement, qui est, depuis longtemps, le grand cheval de bataille de tous les partis avancés; en ce qui concerne les indigènes, cette dépendance n'existe pas; le commandant du territoire n'a rien à voir dans l'organisation du conseil de guerre; il n'est le chef hiérarchique ni des juges, ni des membres du Parquet; ces derniers ne peuvent recevoir aucune pression de sa part, et la distance du siège du conseil de guerre à la résidence du commandant du territoire est une garantie de plus de son indépendance; d'ailleurs, la loi nouvelle faisant des officiers de justice militaire un corps spécial dépendant seulement du ministre ferait cesser cette dépendance si elle avait existé.

Le deuxième reproche disparaît aussi avec la nouvelle organisation des conseils de guerre, la licence en droit étant exigée des membres du Parquet; de plus, si aucun diplôme de droit n'est exigé des juges, la loi

commissaires du gouvernement et les rapporteurs ne sont pas soumis à l'obligation de posséder un titre indiquant qu'ils connaissent le droit : c'est une chose vraiment singulière et inexplicable. M. Guillaume Poule, Sénat, Débats parlementaires, J. O. séance du 10 juin 1926, pp. 1111 et 1162.

leur donne un conseiller technique en la personne du président conseiller à la Cour d'appel.

De par la même loi, le rôle du chef de la justice militaire est limité à la signature de l'ordre d'informer.

Seuls, subsistent donc l'absence d'appel et d'action civile et le fait que, devant les conseils de guerre, l'indigène n'est pas jugé par ses pairs.

Au premier grief, on peut répondre que le conseil de guerre a cela de commun avec la Cour d'assises et que, si l'inculpé ne peut faire appel, le commissaire du Gouvernement n'est pas, lui non plus, détenteur de ce droit; et que, dans ces conditions, on ne peut considérer ce fait comme un manque de garantie pour l'accusé. L'absence d'action civile est un reproche plus grave; cela est, d'ailleurs, surtout gênant pour les victimes qui ne peuvent faire entendre leur voix au cours des débats et qui sont obligés de porter leur action devant une nouvelle juridiction. Au sujet du troisième grief, on ne peut que constater qu'il est de fait que l'indigène n'est pas jugé par ses pairs; mais on peut aussi remarquer que les juges n'ont aucun intérêt contraire avec l'inculpé et qu'ils lui offrent plus de garanties d'impartialité qu'un jury de colons, par exemple.

A ces griefs d'ordre très général, on peut en ajouter de plus particulier et, à notre avis, de plus graves.

Le conseil de guerre est une juridiction trop éloignée de ses justiciables, et cela est très grave à plusieurs points de vue : d'abord, parce que, pour un délit de peu de gravité, on est obligé de déplacer les inculpés et témoins sur de longues distances; ensuite, parce que, devant les distances à parcourir par les témoins, devant les frais qu'occasionneraient leur dé-

placement, les rapporteurs hésitent à faire venir de nombreux témoins; ils hésitent de même, et pour les mêmes raisons, à se transporter sur les lieux; aussi se servent-ils des données de l'enquête de l'officier de police judiciaire, ou envoient-ils des commissions rogatoires qui se trouvent être exécutées par le même officier de police judiciaire; l'officier de police judiciaire se trouve donc jouer un rôle que n'a pas voulu le législateur; c'est lui qui devient le véritable juge d'instruction, et, ainsi, toutes les garanties d'indépendance que nous nous sommes plus à reconnaître aux rapporteurs ne servent de rien, puisque c'est un fonctionnaire de l'ordre administratif qui se substitue à eux et, chose plus grave, ce fonctionnaire est celui qui, par sa plainte adressée au commandant du territoire, a déclenché l'action publique.

Encore à cause de cet éloignement, on est amené à sacrifier au principe de l'oralité des débats; on cite peu de témoins, et encore ne viennent-ils pas toujours.

Toujours pour les mêmes raisons, les affaires traînent très longtemps; l'inculpé, qui vient du Sud au siège du conseil par les convois périodiques (un tous les quinze jours), met très longtemps pour arriver; certaines commissions rogatoires mettent plus de trois mois à être exécutées.

Il y a, dans la juridiction des conseils de guerre, un deuxième vice qui s'est fait sentir surtout depuis la guerre; c'est que les juges ne connaissent pas l'indigène; avant la guerre, en effet, les officiers, parmi lesquels sont recrutés les juges, faisaient des carrières complètes en Algérie, et, grâce au système des relèves collectives aujourd'hui abandonné, ils avaient tous tenu garnison dans le Sud; la plus grosse partie d'en-

tre eux commandaient ou avaient commandé des indigènes dans leurs régiments; ils connaissaient la mentalité indigène. Depuis la guerre, la chose a changé; pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici et qui sont d'ordre moral et pécuniaire, les officiers ne font plus que de très brefs séjours en Algérie; ils changent peu de garnison; beaucoup ne connaissent que leur garnison du Tell; beaucoup d'armes spéciales comme l'aviation, n'emploient pas des indigènes. L'armée coloniale, nouvelle venue en Algérie, a bien des indigènes coloniaux dans ses régiments, mais pas des Arabes; il s'ensuit que la majorité des juges ignorent la mentalité indigène, n'ont plus les aptitudes nécessaires pour se prononcer dans des affaires presque toujours obscures et qui demanderaient, pour être débrouillées, de véritables spécialistes.

Ce vice des conseils de guerre n'a pas attendu l'après-guerre pour être décelé; déjà, en 1858 (52), le prince Napoléon recommandant la présence, dans chaque conseil de guerre, d'un officier sachant parler l'arabe et capable d'éclairer le président et les juges sur la mentalité des inculpés. En compulsant les archives du Gouvernement général, nous avons trouvé la trace d'un essai intéressant fait à Constantine (53). Sur la proposition du commissaire du Gouvernement près le conseil de guerre de Constantine, on avait décidé que, parmi les juges du conseil de guerre, siégerait toujours un officier des affaires indigènes; ce système qui, au dire du général commandant la division, avait donné d'excellents résultats, dut être abandonné

(52) Cir. min. du 7 octobre 1858 ; Ménerville I, p. 410.

(53) Lettre du gouverneur général Revoil du 27 nov. 1901 (non publiée).

au bout de six mois, parce qu'il n'y avait qu'un seul officier des affaires indigènes en garnison à Constantine.

En résumé, les reproches principaux que l'on peut faire aux conseils de guerre sont les suivants : juridiction trop éloignée, juges ignorant les mœurs de leurs justiciables, méconnaissance du principe du jugement par les pairs, complication de la procédure par suite de l'irrecevabilité de l'action civile.

En face de tels inconvénients, pouvons-nous trouver des avantages qui viennent les compenser et légitimer l'existence des conseils de guerre juges des indigènes ? Nous devons avouer que nous avons quelques peines à les découvrir.

La seule justification que l'on puisse donner, c'est que la situation politique toute spéciale des territoires du Sud peut être considérée comme une sorte d'état de guerre ou de siège permanent. Nous ne pouvons admettre cette explication, qui est contredite par les faits depuis qu'est close l'ère des insurrections et alors que les tribus du Sud ont donné tant de preuves de soumission et de loyalisme.

Nous n'admettons pas davantage deux autres explications que nous avons pu découvrir ; la première nous est fournie par le commissaire du Gouvernement d'Alger, répondant à une question qui lui était posée par le général commandant le corps d'armée, en 1913 : « Les conseils de guerre, dit-il, sont une juridiction économique ; les officiers sont détachés de leur corps, dans lequel ils ne sont pas remplacés ; si les frais de justice sont élevés en raison des distances, cela n'a pas d'importance, puisqu'ils sont payés par les condamnés. Aucun tribunal civil ne fonctionnerait à si bon

compte. » L'argument est enfantin, outre que l'on ne mesure pas la valeur d'un tribunal à l'argent qu'il peut coûter; la majorité des frais de justice restent à la charge de l'Etat en raison de l'insolvabilité des prévenus.

Le deuxième argument, que nous devons bien indiquer car on l'entend souvent dans les conversations, justifie la compétence des conseils de guerre par le fait que les indigènes du Sud, étant administrés par des militaires, doivent être jugés par des militaires; en raisonnant de la même façon, on pourrait établir que les indigènes du territoire civil doivent être jugés par le conseil de préfecture.

La juridiction des conseils de guerre ne peut donc, à notre avis, se justifier par rien, et nous ne pouvons que ratifier le jugement que porte M. Larcher sur cette juridiction : « C'est presque une institution d'un autre âge; la disposition de l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 avait toute raison d'être au moment où elle a été édictée; en pleine période de conquête, au plus fort de la lutte avec Abd-el-Kader, l'armée, en même temps qu'elle occupait la région où elle pénétrait, y assurait tous les services, la répression comme les autres. Mais ce qui se justifiait parfaitement, une douzaine d'années après le débarquement de Sidi-Ferruch, ne peut même plus s'expliquer aujourd'hui. »

On doit donc envisager, ou la suppression, ou la réformation des conseils de guerre juges des indigènes.

En fait, bien que la question n'ait pas semblé intéresser les parlementaires, on y pense depuis longtemps. Nous en trouvons la preuve dans une lettre que

le Gouverneur général adressait, en date du 21 février 1913 ⁽⁵⁴⁾, au général commandant le 19^e corps d'armée : « ... *A priori*, il semble que l'organisation actuelle de la justice répressive dans les territoires militaires n'a plus sa raison d'être... Deux solutions sont possibles : maintenir l'organisation actuelle, mais en modifiant sensiblement les règles prévues pour les militaires, créer dans ces territoires de nouvelles juridictions spéciales aux indigènes. »

Les conseils de guerre, dans leur forme actuelle, semblaient donc condamnés; le corps d'armée proposait la création de conseils de guerre dans le Sud; le Gouvernement général hésitait entre le rétablissement de commissions disciplinaires de subdivision et la création de juridictions calquées sur celles qui jugent les indigènes dans le Nord. La venue de la guerre arrêta ces projets de réforme, et, depuis, on semble n'y avoir guère pensé. La nouvelle loi sur les conseils de guerre, enlevant à cette juridiction la connaissance des délits de droit commun commis par les militaires, rouvre la discussion.

Il est certain que la question est difficile à résoudre. Remplacer les conseils de guerre par une juridiction siégeant actuellement dans le Nord (cours criminelles de Mascara, Blida et Batna) atténue, sans le faire disparaître, le vice principal des conseils de guerre : l'éloignement des justiciables, et charge exagérément des juridictions qui ont déjà une lourde tâche à assumer; en créant des juridictions nouvelles dans le Sud, on se heurte à la question du recrutement du personnel judiciaire, recrutement déjà difficile dans le Nord et

(54) Provoquée par le projet de loi de 1913 tendant à supprimer les conseils de guerre.

qui sera rendu plus difficile lorsque les magistrats craindront d'avoir à servir dans les villes deshéritées du Sud; on se heurte aussi à la difficulté de créer un barreau donnant toutes garanties aux inculpés.

Pour toutes ces raisons, il est possible que les conseils de guerre gardent encore longtemps leur juridiction sur les indigènes des territoires militaires; nous n'hésiterons cependant pas à en demander la suppression lorsque nous étudierons une nouvelle organisation possible de la justice répressive dans les territoires du Sud.

DEUXIEME PARTIE

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

A côté des conseils de guerre, juridiction habituelle et normale, nous trouvons, dans le Sud, des individus qui ne sont pas des juges, et des organismes qui ne sont pas des tribunaux qui infligent des sanctions qui ne sont pas des peines au sens juridique du mot.

Ce sont :

- Le Gouverneur général;
- Les commissions disciplinaires;
- Les officiers et chefs indigènes.

Il est à remarquer, d'ailleurs et dès à présent, que les commissions disciplinaires sont uniquement chargées d'aider le Gouverneur dans l'exercice de ses pouvoirs répressifs, et qu'il peut augmenter, diminuer ou supprimer les sanctions infligées.

Le droit du Gouverneur général et de ses subordonnés a d'abord été exercé sans contrôle; la base elle-même de ce droit est discutable; puis, peu à peu, les gouverneurs généraux ont senti le besoin de limiter les pouvoirs de leurs subordonnés; ils ont restreint leurs droits de répression; ils ont contrôlé leurs actes de plus près. Ils ont aussi, de plus en plus, hésité à se servir des pouvoirs considérables qu'ils détenaient; ils les ont codifiés peu à peu; ils ont laissé tomber cer-

tains de ces pouvoirs en désuétude. Le législateur métropolitain s'est, à certaines époques, inquiété de cette situation extraordinaire, et lui aussi a, peu à peu, rogné de ces pouvoirs. Nous assistons donc à une atténuation progressive des sanctions disciplinaires qui semble devoir aboutir à une disparition complète.

Le caractère de ce droit de répression est nettement administratif et même dans le cas où les organismes chargés de punir revêtent une forme semblable à celle des tribunaux, aucune assimilation n'est possible, ni quant à la procédure, ni quant à la peine, ni quant aux conséquences de cette peine.

Il est difficile d'assimiler ce droit à des pouvoirs de police; le caractère de la police est d'être préventif; son action doit précéder le délit et non lui succéder.

Ce système, contraire à tous les principes admis du droit public moderne, choque nos esprits; il est sans équivalent dans les autres colonies françaises, et, pour trouver des précédents, nous devons remonter aux époques de notre histoire où les libertés individuelles étaient le moins respectées.

CHAPITRE PREMIER

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL JUGE RÉPRESSIF

Le titre de ce chapitre choque par la juxtaposition de deux termes entre lesquels il semble qu'il y ait une antinomie complète ; d'une part, gouverneur général, c'est-à-dire fonctionnaire de l'ordre administratif, premier des fonctionnaires algériens et, d'autre part, juge répressif. Ces deux termes, accolés, semblent la négation d'un des grands principes de toutes les constitutions modernes : la séparation des pouvoirs exécutifs et administratifs et du pouvoir judiciaire ; l'étonnement va croissant lorsque l'on constate que le Gouverneur exerce, non seulement une juridiction pénale, mais encore que les délits punis ne sont pas tous réprimés par notre Code pénal, que les peines qu'il applique n'ont pas d'équivalent dans notre droit français et qu'elles peuvent même être collectives.

Sans essayer dans ce chapitre de légitimer cet état de fait, nous nous bornerons à signaler qu'il s'explique historiquement comme une survivance des pouvoirs très étendus qu'ont été obligés de s'arroger les généraux de la conquête.

Ces pouvoirs furent, d'ailleurs, en partie consacrés par l'article 15 du règlement ministériel du 1^{er} septembre 1834 ⁽¹⁾ qui institue le premier Gouverneur général au lieu et place d'un commandant en chef : « Il (le Gouverneur) est chargé de la haute police sous le double rapport de la tranquillité publique et de la sûreté du dehors; dans les circonstances graves, ou lorsque le bon ordre ou la sécurité du pays le commandent, il peut prendre, à l'égard des individus qui compromettent ou troublent la tranquillité publique, les mesures ci-après : l'exclusion pure et simple d'une ou de plusieurs des localités comprises dans son Gouvernement; l'exclusion, à temps ou illimitée, d'une ou de plusieurs des localités comprises dans son gouvernement; l'exclusion, à temps ou illimitée, des possessions françaises de l'Afrique du Nord; il peut refuser dans l'étendue de son gouvernement, l'admission des individus qu'il juge dangereux. » ⁽²⁾

Les moyens déjà importants donnés par le texte ci-dessus ne semblèrent pas suffisants aux gouverneurs généraux et ils continuèrent à employer, en concurrence avec ceux-ci, les sanctions instaurées dès le début. Cependant, la pratique créa, peu à peu, une sorte de jurisprudence, et ces moyens de répression anormaux furent, pour ainsi dire, codifiés et classés en quatre groupes distincts :

Amendes individuelles, prison, internement en Algérie ou en France ;

(1) Certains auteurs estiment que ce règlement établit la légalité des pouvoirs du Gouverneur général.

(2) Reproduit in extenso par l'arrêté ministériel du 2 août 1836.

Amendes collectives et responsabilité de tribu ;
Expulsions ;
Séquestre.

Sans entrer plus loin dans l'étude de ces peines que nous étudierons plus tard en détail, nous nous bornons à constater qu'à l'heure actuelle le gouverneur général possède les pouvoirs répressifs suivants :

Dans les territoires du sud : l'internement, le séquestre, l'amende collective;

Dans les territoires civils, l'internement a été remplacé par la mise en surveillance par la loi du 13 juillet 1914.

Nous devons étudier chacune de ces peines séparément; si elles découlent de la même idée générale, à savoir une survivance de l'état de guerre, elles ne prennent pas leur source dans un texte unique et n'ont pas suivi la même évolution. Nous bornant à examiner celles qui sont actuellement en vigueur dans le sud nous étudierons successivement l'internement, l'amende collective et le séquestre.

L'INTERNEMENT. — Tout indigène des territoires du sud peut sur l'ordre du gouverneur général être frappé d'internement.

Historique. — L'internement est né des nécessités de la guerre; dès le début de la conquête, il a paru nécessaire de faire disparaître de la scène politique algérienne des chefs indigènes qui dans leur hostilité manifeste contre la France, n'attendaient qu'une occasion pour se soulever, des rebelles vaincus dont la soumission n'apparaissait que comme temporaire, des marabouts prêchant la guerre sainte et la haine de l'infidèle ; on se débarrassait pratiquement et sans

débats de ces indésirables en les envoyant à l'île Ste-Marguerite⁽³⁾. Il est certain qu'une sanction de ce genre était indispensable; elle a été employée par tous les gouvernements à chaque changement de régime pour écarter des adversaires politiques dont l'activité paraissait dangereuse et par toutes les nations conquérantes dans les territoires nouvellement occupés.

Plus tard, lorsque les raisons politiques disparurent ou au moins s'atténuèrent l'internement subsista en raison de ses avantages pratiques ; c'était pour l'administration un excellent moyen pour se débarrasser, sans formes, d'individus dangereux : l'application de notre code pénal et de notre code d'instruction criminelle n'est pas toujours commode au regard de la population indigène : les formalités de l'instruction portent à faux avec des gens qui mentent par principe et par besoin; aussi des juges, tout en gardant l'intime conviction qu'ils sont en présence du coupable, sont-ils obligés de relaxer souvent un prévenu faute de preuves, aussi l'instruction est-elle

(3) Circulaire du ministre de la guerre en date du 30 avril 1841 : Art. 1. — Sont traités comme prisonniers de guerre et transférés dans un des châteaux ou forteresses de l'intérieur pour y être détenus les arabes appartenant aux tribus insoumises de l'Algérie qui seraient saisis en état d'hostilité contre la France.

Art. 2. — Les prisonniers de guerre seront, à moins qu'il n'en soit décidé autrement dirigés sur l'île Ste-Marguerite.

Décision ministérielle du 25 juin 1841 : sont transféré en France et détenus dans l'un des châteaux ou forteresses de l'intérieur les indigènes saisis en état d'hostilité contre la France et qu'il est utile dans un but politique d'éloigner d'Algérie : les autres seront détenus dans le pays.

Il y a eu en France, au fort Brescau, à l'île Ste Marguerite et à Cette jusqu'à 1600 arabes arrêtés et déportés sans jugement comme coupables de crimes politiques, malfaiteurs dangereux ou prisonniers de guerre.

considérablement gênée par l'activité des parents et des contribuables qui travaillent à créer des alibis aux inculpés; dans ces conditions, on se servit de l'internement pour suppléer à l'insuffisance de la loi française : on interna les parents et les amis du prévenu pour les empêcher d'entraver la marche de la justice (4) ; en cas d'acquiescement ou de non lieu on interna les inculpés dont on n'avait pu établir, faute de preuves, la culpabilité ; en résumé c'était l'arbitraire, c'était un régime comparable à la lettre de cachet.

Cette situation provoqua de nombreuses critiques (5) dont l'aboutissement fut la loi du 15 juillet 1914, qui supprimait, pour les territoires civils, l'internement et le remplaçait par la mise en surveillance.

Nous devons maintenant rechercher la base légale de l'institution; les textes sont rares, le règlement de 1834 ne vise pas l'internement considéré comme peine privative de liberté; il est de fait, cependant, que le droit de prononcer l'internement a été, dès la conquête, reconnu au Gouverneur général (6), à tel point que, lorsqu'en 1858 cette fonction fut supprimée par suite de la constitution du ministère de l'Algérie, le ministre, par une décision en date du 25 décembre 1858 (7),

(4) C'est ainsi pendant la poursuite si longtemps vaine du fameux bandit Areski ben el Bachir, que la femme du brigand fut internée à Alger.

(5) Voir la critique de M. A. Rozet à la Chambre des Députés, 31 mai 1901, J. O. Chambre, débats parlementaires p. 1198. Massoné : La question indigène en Algérie : l'internement des indigènes son illégalité (Ligue des droits de l'homme, Paris, 1909).

(6) Décision ministérielle du 25 juin 1841 (déjà citée).

(7) Ménerville, t. I, p. 80.

transféra ce droit à celui qui devenait le plus haut fonctionnaire de l'Algérie, le commandant supérieur des forces de terre et de mer.

Pour les territoires du Sud, l'arrêté du 14 novembre 1874 (8) décide (article 14) que la commission disciplinaire supérieure, siégeant à Alger, proposera au Gouverneur l'éloignement de l'Algérie ou l'internement des indigènes signalés comme dangereux pour le maintien de la domination française ou de l'ordre public. (Cette commission disciplinaire n'a, nous le verrons, jamais siégé.)

Un texte semblable n'existant pas pour les territoires civils, on se demanda si cette sanction pouvait y être appliquée, surtout après les décrets de rattachement de 1881 (9); certains Gouverneurs, en particulier M. Tirman, hésitaient à en faire usage. Après les décrets de dérattachement, une dépêche ministérielle du 27 décembre 1897 (10) indiqua « qu'il appartient désormais au Gouverneur général, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le décret du 31 décembre 1896, de prononcer l'internement au dépôt de Calvi ou dans une des localités du territoire algérien, sauf à en rendre compte immédiatement au ministre ». Enfin, un arrêté du Gouverneur général en date du 24 septembre 1899 « instituait au Gouvernement général une commission consultative chargée de donner son avis sur les propositions d'internement des indigènes ».

(8) Estoublon, p. 445.

(9) Cependant ce décret du 26 août 1881 énumérant en quelles matières le gouverneur de l'Algérie statuait par délégation du ministre portait sous la rubrique « Police générale. Pénitenciers indigènes... internement provisoire des indigènes à l'intérieur de l'Algérie. »

(10) Estoublon, 1896-97, p. 128.

(11) Estoublon, 1899, p. 43.

En résumé, nous pouvons dire que le droit de prononcer l'internement donné au Gouverneur général vient de la tradition confirmée par quelques textes non législatifs mais réglementaires.

Il nous reste à examiner l'évolution de la forme de cette peine; elle a revêtu les aspects les plus divers.

Dans sa forme la plus grave, elle a comporté la transportation; les indigènes étaient envoyés au dépôt de Calvi, en Corse; cette mesure a cessé lorsque l'Algérie, ayant obtenu son autonomie financière, a refusé de prendre à sa charge les frais de transport; tantôt aussi les internés étaient enfermés dans l'un des trois pénitenciers indigènes (12) de l'Algérie en même temps que les condamnés par les commissions disciplinaires, tantôt enfin on leur assignait, loin de leur tribu, une localité ou un douar, et l'internement revêtait une forme semblable à notre moderne interdiction de séjour ou à l'ancienne surveillance de haute police; c'est sous cette dernière forme qu'il subsiste à l'heure actuelle, dans le Nord, sous le nom de mise en surveillance.

Au sujet de l'évolution de cette peine, il y a lieu de rappeler ici un projet (13) qui, bien que n'ayant de nos jours aucune chance d'être repris, présente un réel intérêt théorique au point de vue de la science pénitentiaire. Il émanait de M. Sabatier directeur de l'administration pénitentiaire en Algérie, et fut présenté

(12) Ces établissements ne relevaient pas de l'administration pénitentiaire mais du service des affaires indigènes; c'étaient Tadmit, Bou hanefis, Aïn el Bey. Voir sur cette question Larcher et Olier: Les institutions pénitentiaires de l'Algérie, n° 129.

(13) Délégations financières, session de décembre 1898, P.V. p. 87, et Conseil supérieur, session janvier 1899, P. V. pages 752-764.

aux Délégation financières en 1898 et discuté en Conseil de Gouvernement en 1899; il s'agissait de grouper sur un territoire dûment choisi, non seulement les individus internés, mais encore leurs familles, mais encore et surtout les fractions ou les douars convaincus de faire du vol une véritable industrie. Ils seraient transportés sur ce terrain et, sous la surveillance constante de l'autorité administrative, ils pourraient vivre en liberté en travaillant de leur métier habituel : agriculteurs, pasteurs, artisans. On espérait, sinon moraliser ce groupement de voleurs, du moins en purger l'Algérie et les empêcher de nuire; c'était une mesure semblable au *domicilio coatto* du Code pénal italien; le terrain proposé était un vaste espace de 200 kilomètres carrés, aux environs de Berrouaghia, qui, entouré de montagnes, permettait une surveillance facile. La seule objection sérieuse était de faire subir la peine aux familles des coupables; elle était de peu de valeur pour qui connaît les mœurs indigènes, où la responsabilité collective a toujours été pratiquée; elle a été cependant suffisante pour qu'on n'ose pas présenter le projet devant le Parlement; à noter, chose remarquable, que M. Larcher était très favorable à ce projet et que, dans plusieurs de ses ouvrages, il regrette que l'expérience n'ait pas été tentée (14).

Délits punissables d'internement. — S'il est difficile de trouver des textes donnant au Gouverneur général le droit d'interner un indigène, il est encore plus difficile de découvrir les délits punissables d'internement; il semble cependant que l'on puisse, à titre d'indication et pour fixer les idées, se servir de la

(14) Larcher : Trois années d'études algériennes, p. 104 ; id., t. II, p. 492 ; Larcher et Olier : Les institutions pénitentiaires de l'Algérie, p. 82.

liste donnée par la loi du 15 juillet 1914, bien qu'elle ne soit pas applicable aux territoires du Sud :

1° Tous actes d'hostilité contre la souveraineté française;

2° Les prédications politiques ou religieuses et les mesures de nature à porter atteinte à la sécurité générale;

3° Tous les actes qui favorisent manifestement les vols de récoltes ou de bestiaux.

La deuxième catégorie de faits vise les marabouts, la troisième les bechirs (15); cette énumération n'est,

(15) Par une circulaire du 21 août 1902 (Estoublon 1902-03, p. 109) le Gouverneur général prescrivait qu'on devait lui proposer pour l'internement les indigènes convaincus de béchara.

Au sujet de la béchara, de sa pratique et de sa définition nous ne saurions mieux faire que de reproduire en partie une note de M. Larcher sous un arrêt de la Cour de cassation en date du 5 septembre 1907 (R.A. 1907, p. 297, note 1). « On sait combien est fréquent en Algérie le vol de bestiaux il est suivi fort souvent de la béchara, c'est-à-dire la restitution moyennant un prix débattu. Dans un document officiel nous voyons exposé à l'usage des personnes qui n'ont pas vécu en Algérie cette curieuse pratique qui n'est pas sans analogie avec certaines agences londoniennes qui oprent non sur les valeurs mobilières : « Des voleurs dévalisent une ferme s'emparent des animaux ou du matériel, les transportent au loin et les mettent en lieu sûr. Les investigations de la police locale demeurent vaines : personne ne connaît, n'a vu le voleur. Puis l'un d'eux, le bechir (exactement le porteur de la bonne nouvelle) va trouver le propriétaire dépouillé et lui propose de le faire rentrer en possession de ce qu'il a perdu à la condition qu'il versera une somme d'argent : la bechara. L'offre acceptée, le propriétaire rend la somme promise dans un endroit écarté qui lui est indiqué, il paie la rançon et on lui remet les objets ou les animaux qui lui appartiennent. Le secret de ces sortes de transactions est presque toujours religieusement observé ; le propriétaire, même européen, ne se plaint pas... (rapport de M. Isaac, Justice française et justice musulmane, J. O. Doc. Parl., Sénat, séance du 28 février 1895).

Voilà la pratique. Qu'en penser au point de vue juridique et particulièrement au point de vue pénal ?

Il faudrait se garder de considérer la bechara comme toujours illicite : ce peut être une opération non seulement vala-

nous le répétons, pas limitative pour les territoires du Sud; il est parfaitement loisible au Gouverneur d'interner un individu pour un motif quelconque, par exemple celui qui a bénéficié d'un non-lieu paraissant injustifié à l'autorité administrative.

Procédure. — Il semble que la procédure à suivre soit celle prévue par l'arrêté du 24 décembre 1899; cet arrêté crée une « commission consultative chargée de donner son avis sur les propositions d'internement des indigènes »; elle se compose : d'un conseiller du Gouvernement désigné par arrêté du Gouverneur général, d'un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par arrêté

ble mais parfaitement honnête. Tant dans le droit musulman que dans les kanouns kabyles, la bechara est admise comme un contrat sui generis, sorte de mandat salarié; on considère que le bechir a mandat de la victime du vol et qu'il est chargé par elle de faire des recherches. Seulement à la différence du mandat ordinaire, le salaire n'est dû que si la mission réussit (Sidi Khelil trad. Seignette t. XX. Hanotaux et Letourneux : La Kabylie et les coutumes kabyles, t. II. p. 514). Bien mieux dans certains villages la coutume fixe le salaire du bechir. Nous admettons parfaitement la validité de ce contrat pour le cas où le bechir est de bonne foi, ou sans s'être entendu avec le voleur il a aidé le volé à rentrer dans son bien grâce aux renseignements qu'il s'est procuré.

Mais trop souvent le bechir est de connivence avec les voleurs quand il n'est pas lui-même l'un d'eux; ou bien ayant connaissance d'un vol il aperçoit la possibilité d'extorquer quelque argent à la victime en lui fournissant des renseignements exacts ou faux. Ne tombera-t-il pas alors sous le coup de la loi pénale? Il est des cas assez nombreux où il achappera à toute répression passant en quelque sorte entre les mailles de notre code pénal; il en est d'autre où il se trouvera pris soit comme auteur ou complice du vol, soit comme coupable d'escroquerie.

On pourra parfois établir que le bechir n'est autre que le voleur lui-même ou l'un des voleurs (l'abigeat est ordinairement commis par plusieurs) ou encore que sans avoir participé au vol même il s'en est rendu complice en en récelant les animaux volés (Alger, 7 mai 1887, Pand. franç., 1888-1-119). De toute évidence c'est au ministère public à établir tous les éléments du vol ou du récel et la seule existence d'une convention de bechara, alors même que le prévenu serait comme

du Gouverneur général sur la proposition du procureur général près la Cour d'appel, du chef du cabinet civil du Gouverneur général, du chef du service des affaires indigènes du Gouvernement général, du chef du 6^e bureau du Gouvernement général, du contrôleur général des services de police et de sûreté (article 2).

La commission prend connaissance des rapports enquêtes et autres documents produits à l'appui des propositions et provoque s'il y a lieu les compléments d'instruction qui seraient jugés nécessaires (article premier).

Il est à noter que l'inculpé ne comparaît pas devant la commission, qu'il ne peut s'y faire défendre par

bechir de profession et aurait été condamné antérieurement ne suffit pas pour motiver une condamnation (Alger, 17 octobre 1901, R.A. 1901-2-482).

D'autres fois on pourra voir dans les manœuvres employées pour obtenir de la victime le bechara, les faits caractéristiques de l'escroquerie ; mais il faut pour cela d'une part que les manœuvres soient antérieures au versement de la bechara, cela est rappelé expressément par l'arrêt que nous rapportons (v. cependant Alger, 27 oct. 1881, B.J.A. 1882-149), d'autre part que les animaux volés ne soient pas restitués. Il est bien certain en effet que si le bechir a fait rendre aux propriétaires les bestiaux qui lui avaient été soustraits, il n'est plus possible de soutenir qu'il a employé des manœuvres frauduleuses « pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire » ; son pouvoir était si réel que le résultat désiré par la victime a été obtenu (cprz Alger 15 novembre 1902 ; Robe, 1902 p. 145) alors même que les animaux n'ont pas été restitués encore faut-il trouver dans les agissements du bechir les éléments de l'escroquerie exigés par l'art. 405 du code pénal : usage de faux nom, fausse qualité, une certaine mise en scène. C'est ce que fait remarquer précisément l'arrêt rapporté : à défaut d'un de ces éléments la bechara cesse d'être une escroquerie punissable.

Il en résulte que soit que l'un des éléments légaux de l'infraction ne se rencontre pas dans l'espèce, soit surtout que le ministère public ne trouve dans l'impossibilité d'en rapporter la preuve, le bechir ne pourra être correctionnellement condamné.

un avocat ; la commission juge sur pièces. Elle ne rend pas un jugement ; elle se borne à émettre un avis que le Gouverneur général est libre de suivre ou de ne pas suivre.

Aussi peu de garanties qu'offre cette commission aux inculpés, nous avons le regret de constater qu'elle n'était pas consultée en ce qui concerne les indigènes des territoires du Sud ; les services du Gouvernement général n'ont, en effet, jamais considéré l'arrêté du 24 septembre 1899 comme applicable aux territoires du Sud, et, en fait, toutes les décisions d'internement des indigènes de ces territoires ont été prises discrétionnairement par le Gouverneur général sur proposition du commandant du territoire.

Exécution de la peine. — La peine d'internement peut, nous l'avons vu, être, pour les indigènes des territoires du Sud, privative de liberté ; en fait, l'internement ainsi compris a disparu (16) ; les pénitenciers indigènes ont été supprimés, et le Gouverneur général voudrait, à l'heure actuelle, user de la plénitude de son droit, il se heurterait à l'absence d'établissements pour incarcérer les condamnés. Dans la pratique, l'internement n'est employé que comme mesure purement politique, et encore très rarement (17) ; il prend alors la forme de la mise en surveillance telle qu'elle a été créée par la loi de 1914 pour les territoires du Nord ;

(16) Le pénitencier d'Aïn el Bey a été supprimé le 11 septembre 1910, celui de Boukanefis le 29 décembre 1911, celui de Tadmît le 20 mai 1919.

(17) La dernière décision d'internement a été prise pour un motifs politique contre Si el Hachemi de Touggourt par décision en date du 22 décembre 1919, prise par le Gouverneur général sur proposition du commandant du territoire et avis du préfet de Constantine : il a été mis en surveillance à Philippeville.

les condamnés sont transportés dans les territoires civils et astreints à la résidence dans une ville de préférence. Cette évolution de l'institution s'explique par l'existence des commissions disciplinaires qui, jugeant sans s'inquiéter des codes, peuvent atteindre des individus qui passeraient entre les mailles de notre Code pénal et, en particulier, les bechirs.

LE SÉQUESTRE. — Le séquestre peut être défini ; la mainmise de l'Etat sur les biens meubles ou immeubles d'un individu ou d'une collectivité ; ce peut donc être une peine individuelle ou collective.

Historique. — Comme l'internement, le séquestre est une mesure née de la guerre ; comme pour l'internement, il est facile de trouver des précédents dans l'histoire, par exemple la mise sous séquestre des biens des émigrés par le décret loi du 9-12 février 1792 ; il a, pendant longtemps, figuré dans notre Code pénal pour sanctionner les crimes contre la chose publique et n'a été réellement aboli que par la charte de 1830.

Un des premiers actes du Gouverneur Général Clauzel fut de prendre, à la date 30 septembre 1830, possession de tous les biens immeubles appartenant à l'ancien gouvernement ou dont les propriétaires avaient émigré. Puis, le 1^{er} juillet 1831 (18), un arrêté du Gouverneur général Berthezène permettait d'apposer le séquestre sur les biens des Turcs qui, quoique résidant dans le territoire de la Régence, se faisaient remarquer par leur esprit d'opposition contre l'autorité de la France ». Ces arrêtés ne visaient que les Turcs ; mais les indigènes ne tardèrent pas à être atteints à leur tour : dès 1840 (19), le maréchal Valée prit un arrêté réglementant le séquestre ; ses obscurités, ses défauts

(18) Mènerville, t. I, p. 616.

(19) Mènerville, t. I, p. 612 (1^{er} décembre 1840).

nécessitèrent l'ordonnance royale du 31 octobre 1845 qui est encore en vigueur.

De 1845 à 1871, le séquestre individuel fut seul appliqué; cela provenait des prescriptions de l'article 12 de l'ordonnance de 1845 qui exigeait que les noms des individus frappés soient publiés dans l'arrêté de séquestre; on s'en servit seulement à titre d'exemple en frappant les meneurs et les gens les plus compromis; le plus souvent, d'ailleurs, quelques années après, suivant les circonstances et la conduite des condamnés, on levait le séquestre.

En 1871, devant l'extension prise par la grande insurrection de Kabylie, il devenait impossible d'établir des listes; une commission présidée par M. Marion, président le chambre à la Cour, fut instituée par l'amiral Gueydon, pour étudier cette question. Le résultat de ses délibérations fut l'arrêté du 13 juillet 1871, qui instituait le séquestre collectif territorial pour lequel il n'était plus nécessaire de fournir des états individuels et des listes. C'est cet arrêté qui fut appliqué aux rebelles; l'insurrection terminée, on admit certains tempéraments pour liquider le séquestre; les collectivités pouvaient se racheter en fournissant, en terre ou en argent, le cinquième de la valeur de leurs propriétés immobilières; le rachat n'était pas admis pour les indigènes frappés du séquestre nominatif. Le résultat de l'application du séquestre à l'insurrection de Kabylie fut, si on en croit un rapport publié en 1878, le suivant : 313 tribus ou douars insurgés représentant une population totale de 731.060 habitants occupant, en dehors du Sahara, une superficie de 2.589.608 hectares ayant une fortune immobilière estimée à

91.948.450 francs ont, d'une part, payé comme contribution de guerre 36.583.298 francs et, d'autre part, abandonné à l'Etat 446.406 hectares valant 18.693.093 francs, et elles ont payé au Trésor 7.933.860 francs. En résumé, c'est environ 63 millions que l'insurrection de Kabylie a coûté aux indigènes (20).

Par la loi du 17 juillet 1874, le Parlement institua le séquestre pour les incendies de forêts.

Délits punissables de séquestre. — Ils sont prévus par l'ordonnance royale du 31 octobre 1845 (21) et la loi du 17 juillet 1874 (22) modifiée par la loi forestière du 21 février 1903 (23); ils se ramènent à trois chefs :

1° Actes d'hostilité, soit contre les Français, soit contre les tribus soumises à la France : assistance prêtée directement ou indirectement à l'ennemi ou intelligences entretenues avec lui (ordonnance du 31 octobre 1845, art. 10);

2° Abandon, pour passer à l'ennemi, des propriétés ou des territoires que les tribus occupaient : l'absence sans permission fait présumer, au bout de trois mois, cet abandon et le passage à l'ennemi (art. 13);

3° Incendies de forêts qui, par leur simultanéité ou leur nature, dénotent un concours préalable de la part des indigènes et susceptibles d'être assimilés à des faits insurrectionnels (loi du 21 février 1903, art. 130).

Procédure. — Elle est fixée par l'ordonnance de 1845 :

(20) Rinn : Le séquestre et la responsabilité collective. R.A. 1889, p. 183.

(21) Estoublon, p. 77.

(22) Estoublon, p. 434, avec en note l'exposé des motifs et le rapport de M. E. Picard.

(23) Estoublon, 1902-03, p. 163, avec le rapport de M. de St-Germain, député.

Le séquestre peut être prononcé définitivement par un arrêté du Gouverneur, le Conseil du Gouvernement entendu (art. 11); l'indigène frappé a un délai d'un an, à partir de l'arrêté le visant, pour introduire une demande en décharge dans laquelle il doit établir qu'il n'est pas l'individu visé par l'arrêté ou qu'il ne s'est pas rendu coupable des faits qui lui sont reprochés (art. 25, 26, 3 et 5); la demande, dont il est établi récépissé, est examinée en Conseil de Gouvernement, et il est statué avant un délai légal de six mois.

La réunion définitive au domaine de l'Etat n'a lieu que deux ans après la publication, en arabe et en français, des arrêtés apposant le séquestre; sauf dans les cas d'abandon en masse de la ville ou du territoire auquel cas l'autorité peut ordonner la mainmise dès que l'arrêté est définitif.

Quant aux droits des tiers vis-à-vis des séquestrés, ils sont du ressort du Conseil du Gouvernement, et, s'ils se produisent après la remise des biens à l'indigène, la réclamation est de la compétence des tribunaux ordinaires, sans recours possible contre l'Etat.

Enfin (art. 32), « nonobstant toutes déchéances et tous rejets des réclamations, les biens séquestrés pourront, tant qu'ils seront entre les mains du domaine, être remis par nous et par grâce spéciale et en vertu de notre pleine autorité, aux anciens propriétaires ou à leurs héritiers dans l'état où ils se trouveront et sans restitution des fruits perçus. »

Application de la peine. — La jurisprudence du Conseil du Gouvernement a apporté des atténuations à ces règles et, en particulier, elle a prévu des exonérations individuelles dans les cas de séquestre collectif pour les individus qui semblaient ne pas avoir assisté aux frais incriminés.

Le séquestre n'est plus appliqué que dans les cas d'incendie de forêts et comme conséquence du non paiement de l'amende collective.

La dernière décision de séquestre a été prise en date du 23 juillet 1920 contre des fractions de la commune mixte de La Calle; une autorisation de rachat de séquestre a été accordée, le 27 juin 1922, contre versement d'une somme de 51.252 francs.

L'AMENDE COLLECTIVE. — Elle consiste à faire payer une amende à une tribu ou agglomération dans laquelle ou à proximité de laquelle un crime a été commis. On suppose que l'auteur de ce délit est certainement connu de la collectivité et que, s'il n'est pas dénoncé, c'est que ses contribuables se solidarisent avec lui et deviennent, en quelque sorte, ses complices.

Historique. — C'est une institution de guerre comparable aux contributions de guerre exigées des villes ou pays conquis; c'est, dans ce sens, qu'elle fut employée dès le début de la conquête pour châtier les douars et tribus dans lesquels les colonnes et les convois de ravitaillement avaient été attaqués; on s'en servit ensuite lorsque, dans les crimes commis contre les Européens, il était impossible de trouver les coupables. Au début, il n'existait aucun texte conférant ce droit, soit aux Gouverneurs généraux, soit aux commandants d'armées; c'est seulement le 2 janvier 1844 (24) que, par une circulaire célèbre, le maréchal Bugeaud consacra ce droit et en détermina les conditions d'application: « Nous devons maintenir, écrivait-il, la responsabilité et la solidarité des tribus; mais il ne faut appliquer à tous la punition méritée par

(24) Ménerville, t. 1, p. 62.

un seul qu'à la dernière extrémité. » Et, plus loin : « Nous devons prévenir les aghas qu'ils seront frappés eux-mêmes d'une amende si, au bout de deux mois, les auteurs d'un crime ne sont pas découverts; les caïds seront destitués si des assassinats fréquents sont commis dans leurs tribus et que les coupables ne soient pas livrés. »

Sous le ministère de l'Algérie, le prince Napoléon voulut supprimer la responsabilité collective par une décision du 24 novembre 1858 ⁽²⁵⁾ qui souleva de vives protestations dans le personnel des bureaux arabes. Peu de temps après ⁽²⁶⁾, voulant atténuer ce qui était apparu trop excessif dans sa première décision, il déclarait : « Je ne veux plus d'amende collective comme moyen de répression pour les crimes dont les auteurs restent impunis; cependant, j'admets que, dans certains cas, la responsabilité et la solidarité des tribus doivent être invoquées; c'est lorsqu'il s'agit de crimes généraux, de crimes commis avec une sorte de complicité collective par un grand nombre de coupables et lorsque le châtiment individuel est tout à fait impossible. Dans ces circonstances, des propositions motivées me seront adressées et ne seront exécutées qu'après mon approbation. »

Par une circulaire du 8 mai 1859 ⁽²⁷⁾, le comte de Chasseloup-Laubat, successeur au ministère de l'Algérie du prince Napoléon, semble vouloir restaurer le système de l'amende collective en déclarant qu'on a interprété dans un sens trop restrictif les règles contenues dans les circulaires de son prédécesseur.

(25) Ménerville, t. 1, p. 75.

(26) Ménerville, t. I, p. 76 (28 décembre 1858).

(27) Ménerville, t. I, p. 76.

Enfin, l'article 6 de la loi du 17 juillet 1874 (reproduit par l'article 130 de la loi du 21 février 1903) a consacré le principe des amendes collectives en matière d'incendies de forêts; il est constaté, en effet, que les indigènes voisins de forêts n'hésitent pas à les incendier pour renouveler leur pâturage; tous les indigènes des environs profitant de l'incendie, on estime qu'ils sont, au moins, complices des auteurs du crime.

C'est, actuellement, le seul cas pour lequel l'amende collective est employée (28). On a essayé, sur la fin du siècle dernier, de rétablir l'amende collective; les projets déposés dans ce sens n'ont pas abouti (29).

(28) Voir cependant un avis du conseil du gouvernement du 1^{er} juin 1883 qui décide qu'en cas de banditisme, le principe de la responsabilité collective peut être appliqué aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire dans les conditions indiquées par la circulaire non abrogée de M. de Chasseloup-Laubat en date du 8 mai 1859.

(29) Les colons et leurs représentants avaient demandé une plus large application de l'amende collective: il s'agissait dans tous les cas où les coupables de crimes contre les européens ne pouvaient être découverts de frapper d'amende le douar voisin (pétition du Commice agricole de Guelma en 1890; vœu du même Comice du 8 octobre 1893; délibération du Conseil général d'Alger du 15 avril 1893; résolutions de la commission interdépartementale du 10 décembre 1893 adoptées par le Conseil général d'Alger le 9 avril 1894: P.-V. p. 469; rapport de M. Bouche et vote de la section des colons aux Délégations financières du 24 décembre 1898: P.-V. p. 110; proposition de loi déposée à la Chambre des Députés le 16 février 1882 par MM. Etienne, Letellier, Mauguin, Thomson députés de l'Algérie, J. O. doc. parl. 1882, n° 426, p. 405 et Rev. pénitentiaire 1882, p. 300. Nous n'avons d'ailleurs aucune crainte qu'un pareil projet puisse trouver crédit à l'heure actuelle au Parlement: déjà lors de l'élaboration de la loi du 23 mars 1898 relative à la conservation des bornes et signaux trigonométriques, la commission de la Chambre des Députés a refusé un article 3 instituant la responsabilité des douars voisins: « Le gouvernement est suffisamment armé par cet article (art. 257 du C. P.) pour chercher dans la responsabilité collective une force qui serait à tous les points de vue contraire à la justice et à l'équité pour des délits semblables. » J. O. doc. parl., Chambre, 20 sept. 1897, p. 1449 et Sirey, Lois anotées, 1899, p. 827.

Délits punissables. — Seul subsiste le délit d'incendie de forêts en vertu de l'article 130 de la loi du 21 février 1903 : « En tout territoire civil ou militaire, indépendamment des condamnations individuelles encourues par les auteurs ou complices des crimes, délits ou contraventions relatifs aux incendies de forêts, les tribus, douars ou fractions pourront être frappés d'amende collective. »

La loi ne précise pas quels sont les délits qui, en matière d'incendie de forêts sont punissables; aussi, l'Administration interprète-t-elle ce silence d'une façon très large, et nous la voyons punir les faits les plus divers d'amende collective; pour ne citer que quelques exemples, nous relevons parmi les arrêtés d'amende collective les motifs suivants : mutisme systématique ayant empêché la découverte des incendiaires (30); attitude non satisfaisante (?) (31); mauvaise volonté dans la lutte contre le feu (32); défaut d'indications pouvant faire découvrir les coupables (33); abstention complète pouvant être considérée comme une malveillance (34), etc... On ne peut que regretter que le texte soit aussi imprécis; il permet toutes les sanctions possibles dès l'instant que l'on peut rattacher le fait incriminé à l'incendie de forêts; il ouvre la porte à l'arbitraire.

(30) Arrêté du Gouverneur général du 24 juillet 1916, R.A. 1916-2-395.

(31) Arrêté du Gouverneur général du 23 octobre 1916, R.A. 1917-2-29a ; 7 avril 1917, R.A. 1918-2-111.

(32) Arrêté du Gouverneur général du 1^{er} mars 1917, R.A. 1917-2-415.

(33) Arrêté du Gouverneur général du 6 mars 1917, R.A. 1917-2-197.

(34) Arrêté du Gouverneur général du 10 mars 1917, R.A. 1917-2-416.

Mais l'Administration va plus loin; elle transforme l'amende collective en pénalité individuelle : on peut, en effet, trouver une espèce dans laquelle l'amende a été infligé à trois indigènes nommément désignés (35); cet arrêté, comme le fait remarquer M. Larcher, est très certainement illégal; l'amende collective ne vaut par définition que pour des collectivités. Nous estimons qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter outre mesure devant cette décision, bien qu'elle ait été prise en Conseil de Gouvernement; d'une part, elle est unique et, d'autre part, elle a été prise, au cours de la guerre, à un moment où la légalité recevait de nombreuses entorses et où une grosse partie du personnel compétent était mobilisé.

Procédure. — Elle est fixée par la même loi (article 130) : « Elles seront prononcées par le Gouvernement général, en Conseil de Gouvernement, sur le vu des procès-verbaux, rapports et propositions de l'autorité administrative locale et du Service des eaux et forêts, les chefs de tribus ou de douars préalablement entendus. » Il est à remarquer qu'il y a là un embryon de procédure contentieuse, mais que les collectivités inculpées n'ont pas possibilité de se faire représenter par un défenseur.

Exécution de la peine. — L'amende ainsi infligée est fixée de façon discrétionnaire par le Gouverneur; dans la pratique, c'est un compromis entre les dommages causés et la capacité de paiement du douar ou de la tribu; cette capacité de paiement est appréciée d'après le total des impôts payés. Une partie de cette

(35) Arrêté du Gouverneur général du 7 avril, 1917, R.A. 1918-2-113.

somme peut être attribuée par le Gouverneur aux parties lésées par l'incendie : « Les parties lésées peuvent se pourvoir dans un délai de deux mois contre cet arrêté de répartition (article 130).

Comme le séquestre, l'amende collective n'est plus employée qu'en matière d'incendies de forêts ; nous ne trouvons, au cours des ces cinq dernières années, que huit cas de son application, tous au cours de l'année 1926. Aucun de ces cas n'intéresse les territoires du Sud (36).

(36) Commune du Kroubs : malveillance, concours insuffisant dans la lutte contre le feu.

Amende égale à 5 fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 298).

Commune mixte d'Edough : même motif.

Amende égale à deux fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 299).

Commune mixte de Morsott : même motif.

Amende égale à 3 fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 299).

Commune mixte du Djendel : même motif.

Amende égale à une fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 1146).

Commune mixte d'Oued-Marsa et Palestro : même motif.

Amende égale à 3 fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 1521).

Commune mixte du Tellagh : concours insuffisant.

Amende de 1/10 du montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 2166).

Commune de St-Charles : malveillance, concours nul.

Amende égale à 8 fois le montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles (B. O., 1926, p. 3225).

Dans tous ces cas on a admis que les indigènes insolvable peuvent se libérer par des journées de travail et il est fixé un maximum et un minimum personnel.

CHAPITRE II

LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES

HISTORIQUE. — L'histoire des commissions disciplinaires se trouve liée avec celle des pouvoirs disciplinaires des officiers des bureaux arabes et des chefs indigènes; les commissions disciplinaires ont en effet eu pour but de réglementer et de réfréner ces pouvoirs. Nous étudierons donc simultanément l'évolution de ces deux institutions répressives du Sud algérien.

Dès le début de l'occupation, nous l'avons vu, les généraux commandant l'armée d'Afrique, puis les Gouverneurs généraux, avaient été investis ou s'étaient investis de pouvoirs à peu près discrétionnaires sur les indigènes du pays; leurs sous-ordres agissant, somme toute, par délégation, prirent rapidement l'habitude, évidemment pratique, d'infliger des amendes individuelles ou collectives et de la prison. Ce pouvoir, assez normal entre les mains des officiers commandant les colonnes, on en était arrivé à le reconnaître même aux chefs indigènes; ces derniers en usaient

(1) L'historique des Commissions disciplinaires a été traité d'une façon très complète par M. L. Rinn, conseiller de gouvernement (R.A. 1885), nous nous bornons à donner un résumé de son étude qui semble définitive.

sans modération, souvent sans en rendre compte, et infliger des amendes était pour eux une grosse source de revenus.

Une réglementation s'imposait; il était, d'une part, nécessaire de laisser à l'autorité administrative locale le droit de sévir, parfaitement admis, d'ailleurs, par les indigènes; mais il fallait réprimer les abus.

Le maréchal Bugeaud, par une circulaire du 12 février 1844 (2), crée un véritable code de l'indigénat. « Les amendes, dit-il, ayant été imposées de temps immémorial d'après la législation musulmane, nous en maintenons le principe et l'application pour la conservation de l'ordre et de la justice, et nous fixons les règles ci-après pour que chacun paie ce qui est dû et reçoive ce qui lui revient. » C'est ainsi qu'il prescrit que seules les autorités françaises peuvent infliger les amendes collectives. En ce qui concerne les amendes individuelles, les pouvoirs de chacun sont limités de la manière suivante :

Caïds 5 douros, soit 25 francs.

Aghas, 50 francs

Khalifa ou Bachagha, 100 francs.

Commandant supérieur, 500 francs et plus avec approbation du général de division.

Il classe les infractions en quatre catégories, fixant pour chaque catégorie le maximum de l'amende à infliger.

Chose remarquable, il ne s'intéresse nullement à la prison et à l'internement. « Les amendes, dit-il dans la circulaire d'application, plus que tout autre prétexte, donnant lieu à des exactions et à l'arbitraire

(2) Ménerville, t. I, p. 63.

des chefs indigènes, leur réglementation est la chose qui s'impose tout d'abord. » Aussi, les commandants territoriaux continuèrent-ils, comme par le passé, à appliquer les peines de prison sur une très grande échelle. Les commandants de division infligeaient jusqu'à cinq ans de prison; ils faisaient même mieux : ils usaient de la sentence indéterminée sous forme d'un emprisonnement jusqu'à nouvel ordre ou jusqu'au paiement d'une amende; à partir de 1848, cet arbitraire commença à soulever des protestations dans la presse française; de plus, ces détentions nombreuses et fort longues étaient très onéreuses pour le budget. Les Gouverneurs généraux et les Ministres essayaient bien de réagir; mais ils se heurtaient à l'inertie des officiers des bureaux arabes qui estimaient, peut-être à juste titre, que des pouvoirs forts leur étaient nécessaires pour tenir le pays. C'est ainsi que nous pouvons relever une circulaire du Gouverneur général Charron, du 29 novembre 1848, une décision ministérielle du 15 septembre 1849 recommandant de n'user du droit d'arrestation qu'avec « une extrême réserve », des recommandations du général d'Hautpoul. Ce n'est qu'en 1855 (décision ministérielle du 25 février 1855) que le ministre limita d'une façon formelle les pouvoirs du Gouverneur et des généraux en matière d'incarcération :

« Les généraux commandant les divisions pourront, par mesure politique, infliger aux indigènes la peine d'emprisonnement lorsque la durée ne dépassera pas six mois.

« Au-dessus de six mois, jusqu'à un an, il appartiendra au Gouverneur général seul de se prononcer. »

Ces peines administratives n'étaient pas infligées seulement par mesure politique; il arrivait souvent

que les généraux ou le Gouverneur punissaient, en vertu, de leurs pouvoirs, des indigènes acquittés par les conseils de guerre dont la culpabilité n'avait pu être établie en raison des variations ou de l'inertie des témoins. L'opinion publique française s'en émut, et le Ministre adressa des instructions au Gouverneur général Randon, qui les notifia à ses sous-ordres par la circulaire du 2 juillet 1855.

« ... Lorsqu'un indigène aura commis un crime ou un délit passible de nos tribunaux, vous devrez examiner avec soin, avant de le renvoyer devant un conseil de guerre, si les preuves de la culpabilité sont assez fortes pour entraîner la conviction des juges. Dans le cas contraire, si vous avez vous-même la conviction morale de cette culpabilité... vous pourrez user de vos pouvoirs... »

Le résultat fut qu'on cessa d'envoyer les indigènes devant les conseils de guerre; l'opinion publique s'émut à nouveau, et ce fut pour la presse de nouvelles occasions de protester en faveur de « ces malheureux indigènes enfermés à l'île Sainte-Marguerite comme soupçonnés de complicité de crime ou de délit ».

Le Ministre intervint à nouveau et, par décision du 6 mars 1858, il spécifiait :

« Que les seuls individus tombant sous l'application de la décision du 15 juin 1855 étaient les prisonniers politiques... les indigènes soupçonnés de crimes ou de délits ordinaires devaient être jugés par les conseils de guerre. »

Ces prescriptions restèrent sans effet; on n'est même pas certain que le Gouverneur général les ait communiqué aux généraux.

Cette situation dura jusqu'en 1858; à cette époque, l'opinion publique était surexcitée par le procès Doineau; dès qu'il eût pris possession du ministère de

l'Algérie, nouvellement créé, le prince Jérôme Napoléon réitéra l'instruction demeurée sans effet par une circulaire ministérielle (3). Il n'obtint d'autres résultats que de faire classer les indigènes incarcérés dans la catégorie « détenus préventifs attendant leur comparution devant un conseil de guerre ». C'est alors que, sous l'inspiration de M. Ismaël Urbain, il décida la création de commissions disciplinaires (4). « Considérant, est-il dit en tête de l'arrêté, qu'il importe de régulariser la répression des crimes et des délits commis par les indigènes qui ne sont pas déférés aux tribunaux ordinaires », il instituait une commission disciplinaire à Alger, près du commandant supérieur et une dans chaque chef-lieu de division et de subdivision. Leur composition était la suivante : Celle d'Alger, le commandant supérieur, le chef du Parquet de la Cour d'appel, le commandant de l'artillerie, le commandant du génie; celles des chefs-lieu de subdivision, le commandant de la subdivision, le chef du Parquet du tribunal ou du juge de paix, du premier fonctionnaire de l'intendance militaire de la subdivision et d'un officier supérieur de la garnison.

Cette institution ne fut pas favorablement admise des officiers des bureaux arabes, dont elle venait restreindre les pouvoirs. Leur mauvais vouloir se traduisit par une force d'inertie complète; ils affectèrent de traiter les nouvelles commissions comme de véritables tribunaux et « on remplaça l'initiative habituelle dans les affaires arabes par une obéissance pas-

(3) Décision du Ministre de l'Algérie et des Colonies, 22 juillet 1858. Mén., t.I, p. 75.

(4) Arrêté et circulaire du Ministre de l'Algérie, 21 septembre 1852. Mén., t.I, p. 77.

sive se traduisant par des demandes incessantes de consignes minutieuses » (5).

Malgré de fréquentes circulaires (6), l'institution ne put prendre corps et le mauvais vouloir manifeste que rencontra le prince dans l'exécution de ses réformes fut, dit-on, une des causes de sa démission.

Son successeur au ministère de l'Algérie, M. de Chasseloup-Laubat, se trouva aux prises avec toutes les difficultés créées par les mesures qu'avait voulu prendre le prince; il procéda à une minutieuse enquête et le résultat fut une ingénieuse combinaison entre le pouvoir discrétionnaire des officiers et les commissions disciplinaires. Aux termes de l'arrêté du 5 avril 1860 (7), il est institué, à Alger une commission disciplinaire près du commandant supérieur. Les commissions de division faisant double emploi avec les conseils de guerre sont supprimées, les commissions de subdivision sont maintenues; il est, en outre, créé des commissions de cercle. L'arrêté précisait la composition des commissions, les pénalités qu'elles pouvaient appliquer, la procédure à observer.

En dehors de la juridiction des conseils de guerre et des commissions disciplinaires, le même arrêté, réservait aux commandants de division, de subdivision, de cercle ou de poste le pouvoir d'infliger directement pour « contraventions de police conformément aux règlements existants et pour fautes commises dans le service militaire ou administratif », des peines dont le maximum varie suivant le grade de celui qui les prononce, de quinze jours de prison et vingt-cinq francs d'amende à deux mois et deux cents francs.

(5) Rinn : op. cit., p. 82.

(6) 8 et 24 novembre, 27 et 28 décembre 1858. Mén., t. I, p. 80.

(7) Ménerville, t. I, p. 77.

Les chefs indigènes ne peuvent infliger que des amendes n'excédant pas cinquante francs. En cas de troubles ou d'insurrection, l'action des commissions disciplinaires peut être suspendue dans une subdivision ou dans un cercle; ses attributions sont exercées par le commandant du cercle ou de la subdivision.

De nombreuses circulaires⁽⁸⁾ vinrent améliorer les détails de l'instruction qui fonctionna dès lors normalement.

Lorsque le décret du 24 décembre 1870 étendit dans des proportions considérables le territoire civil, les commissions disciplinaires cessèrent, ipso facto, de fonctionner dans ce territoire ; à la suite des insurrections de 1871 le vice-amiral Gueydon pensa que l'expérience du territoire militaire étant concluante, il y avait lieu d'étendre l'institution dans toute l'Algérie « ...en Algérie ce n'est pas le lieu qui doit régir l'acte d'hostilité envers la France, c'est la qualité des délinquants. Les citoyens français en quelque lieu qu'ils résident relèvent des juridictions de droit commun. Les indigènes non naturalisés en quelque lieu qu'ils soient doivent être soumis au régime que notre sécurité commande, ils constituent une catégorie à part comme les militaires et les marins pour lesquels à un autre point de vue, il y a les juridictions et des pénalités spéciales (9). Par un arrêté du 26 février 1872, il supprima les commissions subdivisionnaires et transforma les commissions de cer-

(8) 30 juillet 1860 n° 35, 23 mai 1862 n° 53, 13 juin 1862 n° 55, 24 septembre 1862 n° 65, 26 novembre 1862 n° 69 et enfin 4 janvier 1868 n° 313 qui donne une énumération des infractions qui doivent être déférées devant les Commissions disciplinaires encore en vigueur.

(9) Télégramme du 13 août 1873 au ministère de l'Intérieur.

cle en commissions cantonales fonctionnant aussi bien dans le territoire civil que dans le territoire militaire. Les pouvoirs disciplinaires que l'arrêté de 1860 attribuait aux Commandants militaires étaient transférés aux administrateurs civils et militaires des circonscriptions cantonales. Les chefs indigènes perdaient tout pouvoir repressif.

Le Général Chanzy qui succéda à l'amiral de Gueydon avait des idées tout autres sur la justice répressive indigène, pour lui « le véritable et seul progrès est celui qui doit résulter de l'extension progressive du régime du droit commun ». Sous son influence, malgré l'avis contraire du Conseil du Gouvernement, le décret du 29 Août 1874 remplaça les indigènes du territoire civil sous le régime du droit commun les commissions disciplinaires n'étaient maintenues que dans le territoire militaire (articles 16 et 17). Un arrêté du 14 novembre 1874 ⁽¹⁰⁾, encore aujourd'hui en vigueur, est venu peu après régler d'une façon complète cette matière.

ORGANISATION. — L'arrêté du 14 novembre 1874, institue trois sortes de commissions disciplinaires :

Une commission disciplinaire supérieure siégeant à Alger ;

Des commissions de subdivision ;

Des commissions de cercle ou d'annexe.

La commission disciplinaire supérieure était à l'origine composée de la manière suivante : le Gouverneur Général, président, le Secrétaire général du Gouvernement, vice-président, le Chef du parquet de

(10) Estoublon et Lefébure, p. 443, avec circulaire du Gouverneur général.

la Cour d'appel, le Chef d'état-major général, l'Amiral commandant la Marine et le Général commandant le Génie.

Cette commission n'a jamais été réunie, si l'on croit M. Rinn, la raison en serait la suivante : le 20 novembre 1873, un avocat se serait laissé aller à une critique très violente de l'institution devant la commission disciplinaire supérieure d'Alger (11) ; le Gouverneur Chanzy avait décidé de prononcer directement et *proprio motu* les internements qu'il jugerait nécessaires, il avait été limité par ses successeurs immédiats MM. Grévy et Tirman. Depuis on a considéré que cette commission constituait un simple conseil consultatif dont l'avis n'était pas obligatoire pour le Gouverneur et que le Conseil de Gouvernement qui a une composition à peu près semblable, déjà compétent en matière d'amendes collectives et de sécurité pouvait avantageusement la remplacer (12).

D'ailleurs cette commission si elle avait à fonctionner n'aurait pas la composition prévue par l'arrêté de 1874, au cours de la guerre 1914-1918 en raison de l'insécurité qui régnait dans le sud le gouverneur général pensa (13) « que certains actes pourraient, étant donné leur gravité, être soumis à la commission disciplinaire supérieure, lorsqu'il n'aura pas été possible de référer les coupables à la juridiction des Conseils de guerre » il prit en conséquence un arrêté à la date du 9 Mai 1915 dans le but de mettre en harmonie la composition de cette commission avec les changements apportés depuis cette époque dans le haut

(11) Qui fonctionnait en vertu de l'arrêté du 5 avril 1860.

(12) Il y a aussi la commission des internements qui a un rôle à peu près semblable.

(13) Circulaire du 9 mai 1915, Estoublon 1914-15, p. 1266.

personnel de l'Algérie. Cette composition est la suivante : Gouverneur Général, président ; Secrétaire Général du Gouvernement, vice-président ; Procureur général, Amiral Commandant la Marine, Général commandant le Génie, chef d'état-major du 19^e corps d'armée, Directeur des territoires du Sud, Chef du Service des affaires indigènes et du personnel militaire ; il spécifie d'ailleurs dans sa circulaire le rôle purement consultatif de la commission « Je me réserve toutefois, de statuer sur les cas où il y aura lieu de soumettre à cette commission les affaires qui, présentant un caractère particulier de gravité, ne peuvent faire l'objet d'une instruction en Conseil de guerre. Toutes ces affaires devront être soumises à un premier examen des commissions de cercle ou d'annexe ; lorsque ces dernières estimeront que le fait exige une répression dépassant la limite de leurs pouvoirs, elles prononceront la peine qu'elles ont le droit d'infliger et mentionneront sur le procès-verbal un avis tendant, soit à faire appliquer aux prévenus une peine plus forte, soit à soumettre l'affaire à la commission supérieure : En me transmettant le procès verbal vous me ferez connaître vous même votre appréciation dans un rapport détaillé : sur le vu du dossier je déciderai s'il y a lieu, de recourir à la Commission Supérieure et dans l'affirmation s'il sera statué sur le rapport et la production des pièces sans comparution des prévenus. »

En fait la Commission Supérieure n'a jamais été réunie même depuis ces modifications.

Commissions disciplinaires de subdivision. Elles étaient composées du Commandant de la subdivision, président, d'un membre du parquet ou juge de paix, de deux officiers supérieurs de la garnison désignés par

le Commandant de la subdivision. Ces commissions n'existent plus. En effet le décret du 12 décembre 1905, relatif à l'organisation des territoires du sud, a supprimé les subdivisions qui avaient été englobées dans ces territoires (14).

Les commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe ont la composition suivante : le Commandant du cercle ou d'annexe président, le juge de paix ou son suppléant, un officier de la garnison autant que possible du grade de capitaine, un second officier est désigné d'avance comme suppléant. Les fonctions de greffier sont remplies par un sous-officier ou par un des secrétaires civils ou militaires des communes mixtes ou indigènes désignés par le président. Un interprète est désigné par le président pour faire du service près de chaque commission.

Dans la circulaire du 27 novembre 1874, le Général Chanzy signalait l'importance que présentait l'introduction d'un magistrat civil dans les commissions disciplinaires, cette importance est indiscutable mais, en fait, l'application de cette mesure est subordonnée à la présence d'un juge de paix dans la localité où siège la commission ; les trois agglomérations de Djelfa, Laghouat et Biskra étant seules le siège d'une justice de paix, la magistrature civile n'est représentée que dans ces trois commissions disciplinaires.

Il a été précisé (15) par une circulaire que par « officier de la garnison » il fallait entendre non seulement les officiers proprement dits mais encore les

(14) Circulaire du Gouverneur général du 11 janvier 1906. Estoublon, 1914-15, p. 1100. Des commissions de subdivision avaient été maintenues pour les territoires de commandant à Constantine et à Tlemcen, elles ont été supprimées par arrêté du 12 mai 1910.

(15) Circulaire n° 109 du 18 juin 1908.

assimilés à défaut des premiers, c'est ainsi qu'un médecin-major, un officier d'administration peuvent valablement faire partie de la commission.

COMPÉTENCE. — La compétence des commissions disciplinaires est indiquée par l'article 13 de l'arrêté du 14 novembre 1874 modifié par l'arrêté du 29 octobre 1913 ainsi conçu (16) :

Les commissions disciplinaires connaissent des actes d'hostilité, crimes et délits commis en territoire militaire par les indigènes non naturalisés citoyens français et qu'il est impossible de déférer aux tribunaux civils ou militaires. Toutefois si la partie intéressée est un citoyen français, un européen, un israélite ou un indigène résidant en territoire civil elle devra indiquer auparavant par acte régulier qu'elle accepte de voir porter sa revendication devant la commission disciplinaire dans le cas où l'autorité supérieure jugerait devoir confier cette affaire à cette juridiction, faute de ce consentement les tribunaux réguliers militaires ou civils seront seuls compétents.

Compétence ratione personarum. — Sont de la compétence des commissions disciplinaires les indigènes non naturalisés. Donc tout indigène quelle que soit son origine commettant un délit en territoire militaire peut être traduit devant la commission disciplinaire. Pour préciser on doit donc dire que rentrent

(16) L'ancienne rédaction était la suivante : « Les commissions disciplinaires connaissent des actes d'hostilité crimes et délits commis en territoire militaire par les indigènes de ces mêmes territoires non naturalisés citoyens français et qu'il est impossible de déférer aux tribunaux civils ou militaires. »

dans cette compétence les indigènes du territoire militaire, les indigènes du territoire civil les indigènes d'une quelconque colonie française.

Deux questions viennent immédiatement à l'esprit?

Que dire des indigènes des pays de protectorat Maroc et Tunisie ?

Ici nous ne pouvons comme pour les conseils de guerre nous référer à la jurisprudence, à des arrêts de la cour de Cassation, notre seule base est constituée par des arrêtés du Gouvernement Général ou des décisions prises dans certains cas particuliers qui lui étaient soumis. En ce qui concerne notre première question nous trouvons la réponse dans une circulaire du 24 novembre 1910 qui décrète que les commissions disciplinaires sont compétentes pour juger les indigènes musulmans tunisiens et marocains. Cette solution est comparable avec celle qui décide que ces mêmes indigènes sont de la compétence des conseils de guerre mais au point de vue du droit elle n'a pas la même valeur. Ces individus tombent normalement sous la juridiction des conseils de guerre, comme n'étant ni européens ni israélites ; ici le mot indigènes semble devoir être pris dans un sens plus strict, il ne semble pas qu'il puisse s'appliquer aux marocains et tunisiens qui, au regard de la loi française, sont des étrangers.

Que dire des israélites indigènes ? (17). Ceux originaires d'Algérie sont en temps qu'israélites sous la juridiction des tribunaux de droit commun, Cours d'assises et tribunaux correctionnels, il ne peuvent donc entrer dans la compétence des commissions dis-

(17) Voir Larcher, R.A. 1863-11 ; Les bizarreries de la législation algérienne.

ciplinaires mais pour leurs correligionnaires de Tunisie et du Maroc, la question est plus difficile à trancher ; la jurisprudence a décidé que le décret de 1860 ne leur était pas applicable, elle les a, à tort à notre avis, laissés sous la juridiction des conseils de guerre, doit-on faire extension de cette règle aux commissions disciplinaires ? Il semble, bien qu'aucune décision ou circulaire ne vienne confirmer nos dires, que l'administration répond offimativement à cette question. Si nos renseignements sont exacts, les israélites marocains et tunisiens sont en fait traduits devant les commissions disciplinaires : nous devons critiquer cette manière de faire, comme nous l'avons fait pour les conseils de guerre et pour les mêmes raisons.

Avant l'arrêté du 29 octobre 1913 on discutait pour savoir si les indigènes des territoires civils ayant commis un délit dans les territoires militaires étaient de la compétence des commissions disciplinaires : une circulaire gubernatoriale (19) très critiquée, avait répondu par l'affirmative. Cette discussion est maintenant sans objet étant donné la nouvelle rédaction de l'article. Remarquons que le décret n'emploie pas les mots « indigènes musulmans » mais simplement indigènes, la conversion au catholicisme n'aurait donc pas pour effet de les soustraire aux commissions disciplinaires ; pour la conversion à la religion israélite, nous devons adopter la même solution que pour les Conseils de guerre.

(18) On ne peut pas les déférer au juge de paix qui en vertu du décret du 17 mars 1866 (Estoublon, p. 313) n'est compétent qu'à l'égard des israélites indigènes.

(19) Circulaire du 9 janvier 1874. Estoublon, p. 445, note 1.

Compétence ratione materiae. — En principe, les commissions disciplinaires ne devraient connaître que des actes ou délits qu'il est impossible de référer aux tribunaux civils ou militaires. Ces prescriptions nous l'avons vu, avaient pour but d'éviter les acquittements scandaleux qu'étaient obligés de prononcer les conseils de guerre faute de preuves. Dans la pratique on comprend l'expression dans le sens suivant : « qu'il est inutile de déférer aux conseils de guerre au raison du peu de gravité des faits » et les commissions disciplinaires deviennent une sorte de juridiction au deuxième degré, au-dessous des conseils de guerre. Il faut à ce sujet noter dès à présent qu'un fait délictueux étant commis, le commandant du territoire peut en principe, à son choix, déférer le coupable soit devant le conseil de guerre, soit devant la commission disciplinaire ; nous verrons qu'il y a cependant à cette règle certaines exceptions.

On ne trouve nulle part une règle qui permette d'établir le départ entre les infractions qui doivent être soumises aux conseils de guerre et celles qui doivent être déférées aux commissions disciplinaires : une circulaire de 4 janvier 1868 (20), toujours en vigueur, prescrit aux commandants de cercle de saisir la commission disciplinaire des délits suivants :

1° Coups et blessures occasionnant une incapacité de travail de moins de 20 jours.

2° Coups et blessures involontaires n'ayant pas produit la mort.

3° Dénonciation calomnieuse.

4° Vols simples, complicités de vols, recel, vols commis pendant la nuit sans circonstances aggravantes.

(20) Estoublon, p. 444, note 1.

- 5° Tentative de vol.
- 6° Escroquerie.
- 7° Détournement de dépôt, abus de confiance.
- 8° Emploi de faux poids ou de fausses mesures.
- 9° Destruction ou mutilation d'animaux.
- 10. Coupe ou mutilation d'arbres, destruction de récoltes, meules incendiées.
- 11° Rixes.
- 12° Désobéissance à l'autorité, intrigues, voies de fait, menaces envers des agents de l'autorité.
- 13° Evasions de détenus.
- 14° Vagabondage avec circonstances aggravantes.

La circulaire du 19 novembre 1874 stipule bien que cette énumération est essentiellement énonciative et non limitative. De nombreuses circulaires sont venues ajouter à cette liste de nombreux délits : les délits de chasse (21), détention de poudre (22), ouverture d'un débit de boisson (23), tromperie sur la marchandise (24), infraction à la loi du 18 mars 1919 sur la tenue du registre de commerce (25), délits forestiers (26).

Au sujet de ce dernier délit M. Larcher s'élève contre son attribution aux commissions disciplinaires (27) et taxe d'illégalité l'arrêté du 19 mai 1908. Son argumentation est la suivante : L'article 150 de la loi du 21 février 1903 déclare que toutes les actions exercées

(21) Circulaire du Gouverneur général du 24 janvier 1876 : les gendarmes auteurs des procès-verbaux ont droit aux gratifications payables sur les amendes infligés aux délinquants.

(22) Lettre du G. G. du 5 mai 1907.

(24) Lettre du G. G. du 18 mai 1927.

(24) Lettre du G. G. du 24 novembre 1926.

(25) Circulaire du 22 avril 1924.

(26) Arrêté du 19 mai 1908.

(27) Les commissions disciplinaires et les délits forestiers.

à la requête de l'administration des eaux et forêts seront portées devant les juges de paix et tribunaux correctionnels ; si le législateur avait voulu en attribuer la compétence aux commissions disciplinaires, il l'aurait indiqué ; le Gouverneur général a donc commis un empiètement incontestable sur le pouvoir législatif : l'arrêté est entaché d'excès de pouvoir. Le raisonnement est juste, cependant l'arrêté du 19 mai 1908 peut se justifier en fait sinon en droit. Les tribunaux correctionnels n'étendant pas leur compétence aux Territoires du Sud, c'est le conseil de guerre qui devait être saisi des délits forestiers et qui l'a été en fait (28), la commission disciplinaire peut dans certains cas se substituer aux conseils de guerre, on peut donc admettre que c'est à juste titre qu'elle est saisie. Reste la question des juges de paix elle est plus délicate : il y a dans chaque annexe un juge de paix civil ou militaire qui pouvait être facilement chargé de la repression des délits forestiers, on peut justifier cependant la saisine de la commission dans ce cas particulier en disant que le juge de paix siège dans la commission soit comme membre s'il est civil, soit comme président s'il est militaire et qu'il a ainsi à connaître de l'affaire. De toute façon cette manière de procéder est plus simple et à tout prendre plus favorable aux inculpés auxquels elle évite des déplacements longs et onéreux.

Certains délits ne sont pas de la compétence des commissions disciplinaires : une circulaire (29) recommande en particulier de ne pas leur soumettre les crimes et délits devant entraîner une peine supérieure à une année de prison, de même les délits d'incen-

(28) Voir plus haut page

(29) Cir. du Gouverneur général, 22 novembre 1911.

die doivent toujours être déferés aux conseils de guerre (30), le délit de pacage sur la voie ferrée est de la compétence du conseil de préfecture (31).

Enfin depuis l'arrêté du 29 octobre 1913 certains délits peuvent être de la compétence du conseil de guerre ou de la commission disciplinaire au choix de la victime. L'arrêté de 1874 déclarait les commissions disciplinaires incompétentes lorsque la victime était un français, un européen, un israélite ou un indigène des territoires civils. C'est à la suite de nombreuses demandes des intéressés que le choix de porter l'action devant les commissions disciplinaires leur a été accordé. Les conseils de guerre ne connaissent pas de l'action civile, la juridiction ordinaire était pour les victimes une cause de retard et de frais considérables : il n'en reste pas moins que cette disposition est singulière et nous ne pouvons que nous associer aux réserves faites par M. Larcher (32).
« Outre qu'il est étrange que la compétence en matière pénale dépende du bon plaisir de la victime, on ne peut comprendre comment le refus de la juridiction des commissions aura pour effet de rendre compétents des tribunaux réguliers civils ou militaires alors que précisément les commissions disciplinaires n'étaient compétentes que parce qu'il était impossible de saisir ceux-ci. »

Compétence ratione loci. — Le délit doit être commis en territoire militaire. Nous ne pouvons que

(30) Cir. du Gouverneur général n° 414, 1^{er} octobre 1875 ; mais les manquements disciplinaires (refus de monter la garde, absence de postes vigies sont de la compétence des commissions disciplinaires (Circulaire n° 291 du 7 juin 1877).

(31) Lettre n° 227 du 20 novembre 1874.

(32) Larcher, 2-258.

renvoyer aux explications que nous avons données sur ce sujet pour les conseils de guerre : elles valent pour les commissions disciplinaires.

PROCÉDURE. — La procédure est calquée sur celle employée devant les conseils de guerre : elle est soigneusement réglementée depuis l'instruction jusqu'au jugement par l'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874.

Instruction. — Un officier titulaire des affaires indigènes du cercle ou de l'annexe où le délit a été commis, instruit l'affaire et adresse un rapport au chef d'annexe (33) qui, si le fait n'exige pas une répression supérieure à celle que peut prononcer la commission disciplinaire, soumet directement l'affaire à cette commission. Des circulaires ont précisé que les fonctions de rapporteur doivent toujours être confiées à un officier des affaires indigènes (34) mais que les officiers stagiaires dans le service des affaires indigènes peuvent remplir les fonctions de rapporteur à défaut d'officier titulaire empêché, à condition qu'ils mentionnent qu'ils sont chargés de l'affaire par intérim (35).

Une grosse difficulté surgit au sujet de l'arrestation du coupable et de l'audition des témoins par commission rogatoire. Lorsque l'inculpé ou les témoins sont dans les territoires militaires la question est facile à solutionner : la question se traite de collègue à collègue, d'annexe à annexe au besoin par l'inter-

(33) Pour les crimes et délits ayant occasionné mort d'homme, les pièces de l'instruction doivent toujours être transmises au commandant du territoire qui décide si les prévenus doivent être traduits devant un conseil de guerre ou une commission disciplinaire.

(34) Circulaire du Gouverneur général du 18 juin 1919.

(35) Circulaire du Gouverneur général du 18 septembre 1878.

médiaire du commandant du territoire ou du Gouverneur général. La question est plus épineuse lorsque des autorités civiles entrent en jeu, lorsque l'inculpé ou les témoins sont en territoire civil.

Les officiers chargés de l'instruction d'une affaire devant les commissions disciplinaires ont-ils le droit d'envoyer un mandat d'amener ?

Une circulaire du 26 novembre 1862 leur reconnaît formellement ce droit : « Les officiers titulaires des « bureaux arabes ont pouvoir de décerner des mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt, contre tout individu sujet à être traduit devant des commissions disciplinaires » ; il semble d'autre part qu'on pourrait sans difficultés les assimiler aux officiers du ministère public près les tribunaux répressifs ⁽³⁶⁾ auxquels l'article 8 du décret du 9 août 1903 reconnaît ce droit, avec d'ailleurs quelques réserves. Tel n'était cependant pas l'avis de M. le Procureur général Robe. Consulté par le Gouverneur général il répondait dans une lettre du 11 juin 1923 : « en l'absence de tout « texte concernant les officiers des affaires indigènes, « j'estime que ces derniers ne sauraient être autorisés à délivrer des mandats d'amener, ces mandats « seraient manifestement entachés d'illégalité. » Cette manière de voir nous semble un peu étroite, il est de fait que les commissions disciplinaires existent, et qu'on doit leur donner les moyens de fonctionner ; il semble donc indispensable que les officiers chargés de l'affaire puissent faire arrêter les coupables.

Dans la pratique la question se résoud par l'envoi d'un bulletin de recherches adressé à l'administrateur

(36) Des adjoints administrateurs ou des commissaires de police.

ou au commissaire de police. Dans la plupart des cas, ces fonctionnaires arrêtent l'inculpé et le dirigent sur l'annexe, mais dans le cas où ils considèrent le bulletin comme une simple citation à comparaître la difficulté demeure entière : nous ne voyons alors qu'une solution, la traduction de l'inculpé devant un conseil de guerre et la demande d'un ordre d'informer d'office.

En ce qui concerne les Commissions rogatoires, la loi limitant le nombre de ceux qui ont le droit d'envoyer, une circulaire du Gouverneur général en date du 18 juillet 1923 (37) s'exprime ainsi : « Les officiers des affaires indigènes peuvent faire procéder à l'audition de témoins résidant en dehors de leur circonscription en s'adressant officieusement à un de leurs collègues si les personnes à entendre se trouvent en territoire militaire, ou au chef du parquet de l'arrondissement si elles sont domiciliées en territoire civil ; l'enquête officieuse n'est en effet nullement interdite par le code d'instruction criminelle et une pratique constante en fait un des moyens usuels d'information : il suffit donc à l'officier chargé de l'instruction d'une affaire de prier le chef du parquet ou d'annexe compétent de faire recueillir sous forme de procès-verbaux les déclarations des témoins résidant dans leur ressort en ayant soin de préciser les points sur lesquels ceux-ci doivent être entendus. »

Audience. — Les commissions disciplinaires siègent dans les chefs-lieux d'annexe ou de cercle à des jours déterminés à l'avance. La circulaire du 19 novembre 1874, stipule que les chefs de parquet et les juges de paix doivent combiner leurs audiences de façon à pou-

(37) Prise sur avis du Procureur général du 11 juillet 1923.

voir assister régulièrement aux séances des commissions disciplinaires ; le jour et l'heure de l'audience sont arrêtés dans chaque localité après entente préalable entre le magistrat qui fait partie de la commission et le chef d'annexe. Les délibérations sont valables pourvu que trois membres soient présents (38). Le président absent ou empêché désigne un remplaçant parmi les membres présents (39).

Le prévenu doit comparaître en personne (40), il a le droit de se faire assister d'un défenseur et sur sa demande la commission peut l'autoriser à faire entendre les témoins.

Comme devant les conseils de guerre l'affaire débute par la lecture du rapport, puis l'examen se poursuit comme devant toute autre juridiction, interrogatoire du prévenu, audition des témoins, défense s'il y a lieu.

Les décisions sont prises à la majorité des voix (41), le président exprimant son avis le dernier, en cas de partage des voix la décision de la commission est interprétée dans le sens le plus favorable au prévenu (42). Tous les membres des commissions disciplinaires doivent se prononcer sur la culpabilité et sur la peine encourue. Un membre ne peut se refuser de se prononcer sur la peine sous le prétexte qu'il a voté

(38) Article 18 modifié par l'article 3 de l'arrêté du 9 mai 1905. Voir circulaire n° 74 du 2 août 1904.

(39) Cette présidence pourra être dévolue dans certains cas au chef du parquet ou au juge de paix. Cette latitude laissée aux présidents ne saurait être réglementée (Circulaire n° 145 du 19 novembre 1874).

(40) Les commissions disciplinaires ne condamnent pas par contumace.

(41) Remarquons que le vote n'a pas lieu au scrutin secret.

(42) Arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874.

négativement sur la culpabilité (43). La question de culpabilité doit se poser séparément pour chaque inculpé et non collectivement (44). Les témoins ne sont pas taxés (45) mais dans des cas exceptionnels il peut leur être alloué une indemnité égale au montant de leurs débours (46).

Si la commission reconnaît que le fait qui lui est déféré mérite une peine qui excède ses pouvoirs, elle consigne au procès-verbal son avis motivé sur les causes qui l'empêchent de se prononcer et la suite qui paraît devoir être donnée à l'affaire (47).

Le procès-verbal contient : 1° les noms et qualité des membres de la commission présents ; 2° les noms, l'âge et la profession du prévenu, sa position au point de vue du statut personnel, l'indication de la mention que sa tribu est en territoire militaire ; 3° l'indication sommaire des motifs de sa comparution ; 4° le libellé de la décision avec l'avis motivé ou non de chaque membre sur la culpabilité ou sur la peine prononcée ou sur la suite à donner à l'affaire ; 5° les propositions relatives aux dommages et intérêts.

LES PEINES. — Les commissions disciplinaires n'appliquent pas aux faits qui leurs sont déférés la peine édictée par la loi : elles prononcent soit l'emprisonnement, soit l'amende. D'après l'arrêté de 1874 le maximum de la peine à infliger était pour les commissions de subdivision un an de prison et mille francs

(43) Comme dans les conseils de guerre. Circulaire du Procureur général du 5 août 1896. Estoublon 1096-97, p. 38.

(44) Circulaire du Gouverneur général du 29 décembre 1922.

(45) Lettre du Gouverneur général du 10 août 1868.

(46) Lettre du Gouverneur général du 9 octobre 1924.

(47) Les demandes d'augmentation doivent toujours être motivées (Circulaire n° 151 du 5 avril 1912).

d'amende. Pour les commissions de cercle ou d'annexe deux mois de prison et deux cents francs d'amende. Depuis la suppression des commissions de subdivision, il a été admis que les commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe leur avaient succédé dans leurs droits.

Antérieurement à la suppression du dernier des pénitenciers indigènes (48) les peines étaient subies dans un de ces pénitenciers ; depuis elles sont, en principe, subies au lieu où la condamnation a été prononcée ; toutefois les condamnés peuvent être envoyés par décision du Gouverneur général sur la demande de l'autorité locale, après avis du commandant militaire du territoire, dans une autre commune du même territoire ou d'un territoire voisin (49). De tout temps les femmes ont subi leur peine dans la prison locale (50).

Le temps passé en détention préventive est toujours déduit de la peine infligée (51). Le sursis est toujours applicable.

Il est recommandé aux commissions disciplinaires de n'ajouter une amende à la peine de prison que chaque fois que la situation de fortune de l'inculpé le permet (52), le recouvrement des amendes ne doit pas priver de toutes ressources ni même appauvrir trop fortement ceux qui en sont frappés (53). La contrainte par corps n'est pas applicable au paiement des amendes mais le condamné peut se libérer par journées de

(48) Suppression du pénitencier de Tadmit arrêté du 20 mai 1919.

(49) Même arrêté, article 2.

(50) Circulaire du Gouverneur général, 13 juin 1906.

(51) Circulaire du Gouverneur général n° 78 du 15 mai 1905 et n° 123 du 13 mai 1910.

(52) Circulaire du Gouverneur général, 19 novembre 1874, n° 145.

(53) Circulaire n° 158 du 5 février 1905.

prestations (54). Le produit des amendes revient aux communes indigènes où la contravention ou le délit ont été constatés (55). Les amendes infligées doivent être individuelles (56). Le montant des amendes est prélevé avant celui des dommages-intérêts (57).

Les condamnations que prononcent les commissions disciplinaires ne deviennent définitives qu'après l'approbation du Gouverneur général. Toutefois les peines de prison datent du jour de la décision et reçoivent une exécution provisoire immédiate. En conséquence le procès-verbal signé par les membres présents, le rapport et les pièces à l'appui sont dans tous les cas, transmis par la voie hiérarchique au Gouverneur général après que le commandant de territoire a donné son avis sur la suite à donner à la décision rendue et aux propositions faites.

Le procès-verbal du visa approbatif ou des observations du Gouverneur général est retourné par la voie hiérarchique au chef d'annexe pour servir à ce que de droit et être conservé aux archives locales.

Ainsi que le fait remarquer la circulaire du 1^{er} octobre 1875, les commissions disciplinaires ne sont pas de véritables tribunaux : leurs décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée, en conséquence elles ne figurent pas au casier judiciaire et ne comptent pas pour la récidive, elles ne sont pas un obstacle pour une poursuite ultérieure devant un conseil de guerre (58).

La loi d'amnistie s'applique aux condamnations des commissions disciplinaires.

(54) Circulaire du 12 juillet 1911.

(55) Circulaire n° 160 du 3 avril 1875.

(56) Lettre du 13 décembre 1876.

(57) Circulaire n° 60 du 19 novembre 1902.

(58) On trouvera dans les statistiques qui se trouvent à la fin de cet ouvrage un exemplaire de ce fait (Commission disciplinaire année 1924, annexe de Ghardaïa).

DOMMAGES ET INTÉRÊTS. — Les commissions disciplinaires formulent le cas échéant les propositions relatives aux dommages et intérêts à allouer et à leur répartition (59). Ces propositions n'ont jamais le caractère d'un jugement, ceci est nettement établi par une circulaire du 6 mai 1881. « Une décision d'une commission disciplinaire imposant à un indigène le paiement de dommages-intérêts au profit de la partie lésée constitue pour celle-ci un titre qu'elle doit faire valoir devant le juge compétent du domicile de l'indigène puni. Le procès-verbal de la commission établit le point de fait mais le juge du territoire civil, juge de paix ou cadi, jugeant au civil, peut augmenter ou diminuer la quotité des dommages-intérêts proposés par la décision de la commission disciplinaire » (60).

La décision de la commission n'est donc pour le juge qu'un élément d'appréciation.

Au contraire de l'amende les dommages-intérêts peuvent être collectifs (61).

Enfin l'article 28 de l'arrêté de 1874 décide qu'« en cas de troubles ou d'insurrection, les attributions des commissions disciplinaires peuvent être exercées dans leur entier par les commandants de subdivision, de cercle ou d'annexe après décision du général commandant la division qui rend compte au Gouverneur général avec pièces à l'appui. Dans la nouvelle organisation des Territoires du Sud cette décision serait prise par le commandant du territoire.

(59) Arrêté de 1874, article 15.

(60) Circulaire du Gouverneur général, 8 mai 1881. Estoublon, p. 445, note 2. Voir aussi circulaire n° 60 du 19 mai 1902. Estoublon 1902-03, p. 134 : « Les propositions des commissions disciplinaires concernant les dommages intérêts constituent un simple titre de créance. »

(61) Lettre du 20 juin 1877.

CHAPITRE II.

LES POUVOIRS DISCIPLINAIRES DES COMMANDANTS MILITAIRES ET CHEFS INDIGÈNES

LES OFFICIERS DES AFFAIRES INDIGÈNES

L'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874 a maintenu pour le territoire militaire les pouvoirs de répression des commandants militaires ou de leurs délégués.

Les articles 25 et 26 sont ainsi conçus :

En dehors de la juridiction des tribunaux ordinaires ou conseils de guerre et en dehors des commissions disciplinaires, les indigènes musulmans non naturalisés français et résidant sur les territoires militaires peuvent être punis directement par les commandants militaires ou leurs délégués :

1° Pour contraventions de police conformément aux règlements existants ;

2° Pour fautes commises dans le service militaire ou administratif ;

3° Pour des méfaits et des délits dont l'importance ne dépasse pas une valeur de 50 francs.

Dans les cas prévus à l'article précédent les chefs militaires chargés de l'administration des territoires militaires peuvent infliger aux indigènes musulmans non naturalisés de ces territoires :

Le commandant de la division deux mois de prison et 300 francs d'amende.

Le commandant de la subdivision un mois de prison et 100 francs d'amende.

Le commandant de cercle ou d'annexe 15 jours de prison et 50 francs d'amende.

Le commandant de cercle ou d'annexe peut déléguer aux officiers de son bureau arabe et aux chefs de postes avancés le droit de prononcer des punitions dans la limite de huit jours de prison et de trente francs d'amende. Ces délégations sont toutefois réservées pour le cas où ces officiers sont envoyés en mission hors du chef-lieu du cercle ou de l'annexe.

Remarquons tout d'abord que ces sanctions, hors l'amende bien entendu, correspondent aux peines de prison que pouvaient, d'après l'ancien service intérieur en vigueur à l'époque (1), infliger les officiers (commandant d'unité, chef de corps, général de brigade, général de division) à leurs hommes.

COMPÉTENCE RATIONE PERSONNARUM. — Quels sont les indigènes qui sont passibles de peines disciplinaires ?

D'abord et bien entendu les indigènes domiciliés dans le territoire, ensuite les indigènes des territoires civils s'y trouvant momentanément. M. Larcher (2) estime que ces derniers sont soustraits à cette juridiction. L'administration s'appuyant sur une circu-

(1) Article 313 et 315.

(2) Larcher, t. II, p. 248.

laire du 9 juin 1883 les assimile aux indigènes des territoires du sud. « Lorsqu'un indigène originaire des territoires civils ou domicilié dans ces territoires se trouve en résidence momentanée en territoire de commandement et y commet, non plus un crime ou un délit mais une simple contravention, il reste de par le fait de la rédaction intentionnelle des articles 25 et 26, passible des répressions administratives ou de police dont disposent les commandants supérieurs ou leurs délégués. » Cette manière de faire nous semble absolument normale en raison de l'expression « résidant » qui se trouve dans l'article 25.

COMPÉTENCE RATIONE MATERIAE. — Elle est assez difficile à déterminer ; si les contraventions de police correspondent à une classification du code pénal il n'en est pas de même des « fautes commises dans le service militaire ou administratif » et surtout des « méfaits » ; il est absolument impossible de trouver un texte indiquant les fautes à réprimer ; en fait le choix de la juridiction ou de la peine, la détermination même du fait délictueux appartiennent à l'officier chargé de sévir : on verra par l'énoncé des motifs de quelques sanctions que la plus grande variété règne en cette matière.

Notons que lorsqu'il s'agit de la compétence des commissions disciplinaires l'arrêté emploie les mots « indigènes » et pour les pouvoirs disciplinaires ce sont les mots « indigènes musulmans non naturalisés » qui sont employés. Cette rédaction exclue de la compétence des officiers des affaires indigènes les israélites étrangers (tunisiens ou marocains) qui, nous l'avons vu, sont cependant traduits devant les commissions disciplinaires.

COMPÉTENCE RATIONE LOCI. — Il semble d'après les termes de l'article 25 que l'infraction doit être commise en territoire militaire. Cependant, depuis une circulaire récente les officiers des affaires indigènes peuvent exercer leurs pouvoirs disciplinaires même en territoire civil ; lorsque les nomades du sud partent en transhumance dans le Tell (3) l'officier des affaires indigènes chargé de les accompagner exerce vis-à-vis de ces indigènes les pouvoirs disciplinaires délégués à l'officier chef de poste envoyé en mission hors du chef-lieu du cercle ou de l'annexe prévus par l'arrêté du 14 novembre 1874. Cette disposition est assez curieuse : elle donne à un officier des attributions que ne possèdent plus les administrateurs : d'autre part ces mêmes indigènes dès qu'ils sont dans le territoire civil ne sont plus de la compétence des autres juridictions en vigueur en territoire du sud : commissions disciplinaires et conseil de guerre.

Cette circulaire est-elle légale ? On peut se le demander. L'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1881, reproduit par toutes les lois conférant des pouvoirs disciplinaires aux administrateurs s'exprime ainsi : « La répression par la voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat appartient désormais, dans les communes mixtes, aux administrateurs de ces communes. » Il semble donc que la circulaire précitée dessaisissant l'administrateur d'un droit qui lui avait été conféré par une loi allait à l'encontre de cette loi. Cette illégalité devient flagrante aujourd'hui où les pouvoirs disciplinaires des administrateurs ayant disparu des indigènes sont, en territoire civil, passibles de sanctions administratives.

(3) Circulaire du Gouverneur général du 11 mars 1921.

La circulaire du 11 mars 1921 se justifie cependant par beaucoup d'excellentes raisons : il faut que les indigènes venant en transhumance dans le Tell soient encadrés de leurs chefs habituels aux quels on doit reconnaître les mêmes pouvoirs que dans les territoires du sud ; il n'en reste pas moins qu'elle est très certainement illégale.

LES CHEFS INDIGÈNES

Les chefs indigènes que l'arrêté du 27 février 1872 avait complètement dépouillés de leurs pouvoirs répressifs les reprennent en partie en vertu de l'article 27 de l'arrêté de 1874.

« Les chefs indigènes relevant directement de l'autorité française pourront frapper des amendes jusqu'à concurrence de 20 francs pour les contraventions de police et les manquements de minime importance. Les amendes infligées par les chefs indigènes ne sont perçues qu'après visa approbatif de l'autorité française dont ils relèvent.

A quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent les chefs indigènes ne peuvent infliger la peine de l'emprisonnement ; quand ils ont à procéder de leur propre initiative à une arrestation, en cas de flagrant délit ou pour des causes intéressant immédiatement l'ordre public, ils devront en rendre compte sans délai à l'autorité française dont ils relèvent et lui faire conduire immédiatement les prévenus. »

Le texte ne dit pas à qui ils peuvent infliger les amendes : il est évident que ce ne peut être qu'à des indigènes musulmans non naturalisés ; on ne peut admettre qu'ils aient une compétence plus étendue que

les officiers qui visent leurs amendes (4). Une circulaire de 9 juin 1853 stipule d'ailleurs : « Lorsqu'il s'agit d'indigènes originaires des territoires civils des commandants supérieurs ne devront pas se borner à viser les amendes infligées le cas échéant par les chefs indigènes mais ils devront prendre ces amendes à leur nom sous leur responsabilité directe. »

(4) En aucun cas un agent indigène ne peut infliger une peine d'amende supérieure à celle que peut prononcer un officier français au u n juge de paix. Circulaire du 14 nov. 1874.

CHAPITRE IV

CRITIQUE

L'existence de ces sanctions disciplinaires infligées par des administrateurs choque nos esprits modernes, habitués à considérer comme intangible certains grands principes que nous n'avons conquis qu'à la suite de plusieurs révolutions.

Sont en effet lésés, le principe de la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires, celui qui veut que « nulle contravention, nul délit, nul crime ne puissent être punis de peines qui n'étaient pas prévues avant qu'ils fussent commis » et enfin celui de la personnalité de la peine.

Il n'est donc pas étonnant que cette question ait fait l'objet de nombreuses critiques, de nombreux ouvrages et de nombreux discours au Parlement : il est à remarquer que toutes ces protestations se sont élevées lorsque ce mode de répression était en vigueur dans les territoires civils et que depuis sa suppression ou du moins son atténuation dans ces territoires, on semble avoir oublié qu'il existe toujours en territoire militaire.

Nous allons examiner la critique de chacune de ces institutions.

1° Le Gouverneur général juge répressif.

A. *L'internement*. — L'internement est à peu près tombé en dessuétude dans les territoires du sud et nous avons constaté avec plaisir que depuis près de dix ans aucune peine de ce genre n'avait été prononcée, mais il suffit que ce droit subsiste pour que reste suspendue comme une épée de Damoclès sur tout indigène des territoires du sud la crainte de se voir condamner administrativement et sans aucune garantie à une peine pouvant aller jusqu'à la détention perpétuelle.

Tout ce qui pouvait se dire contre l'internement a été dit au cours de la discussion de la loi de 1914 (1) devant le Parlement ; à l'heure actuelle en territoire civil la gravité de cette peine a été considérablement atténuée par sa transformation en mise en surveillance, on a de plus, en quelque sorte, codifié les infractions punissables de cette peine, on a subordonné la décision du Gouverneur à l'avis du conseil du gouvernement, avis que le gouverneur ne peut modifier que dans un sens favorable aux inculpés.

Dès lors trois solutions peuvent se présenter à nous : le maintien du *statu quo*, l'adoption du système actuellement en vigueur dans le territoire civil ou comme certains le demandent la suppression pure et simple de l'institution (2).

(1) Voir les rapports de MM. Flandin au Sénat et A. Rozet à la Chambre (14 janvier 1909 et 15 juin 1914).

(2) « La Commission coloniale de la Ligue des Droits de l'Homme, réunie le 16 novembre 1927,

Délibérant sur la peine de l'internement administratif en Algérie,

Considérant que cette peine, supprimée de nom par l'art. 3 de la loi du 15 juillet 1914, a été remplacée par la peine admi-

Nous n'avons pas caché notre manque de sympathie pour les sanctions disciplinaires et notre désir ardent de liberté et de justice nous porterait vers la troisième solution ; cependant nous sommes bien obligés de reconnaître qu'il est des infractions qui revêtent un caractère de politique locale pour lesquelles le tribunal de droit commun serait mauvais juge, aussi estimons-nous que l'internement doit subsister à titre transitoire ; mais si nous faisons cette concession momentanée nous protestons énergiquement contre un régime spécial aux indigènes des territoires du sud : au point de vue politique la menace ne vient pas du sud mais du nord. Nous demandons donc que les garanties de la loi de 1914 soient accordées aux indigènes des territoires du sud ; mais nous allons plus loin, nous estimons que si l'internement peut se justifier comme peine politique il est insoutenable lorsqu'il vient se substituer aux peines ordinaires pour sanctionner des délits de droit commun, tels que la bechara ; si nos codes ne peuvent atteindre les bechirs,

nistrative de la « mise en surveillance » dans un douar, et maintenue à titre permanent par l'article premier de la loi du 4 août 1920.

Que la mise en surveillance est une peine prononcée par arrêté motivé du Gouverneur général de l'Algérie, sur la proposition du Conseil de gouvernement, à l'encontre les indigènes algériens non citoyens poursuivis pour :

- a) Actes d'hostilité contre l'autorité française.
- b) Prédication politique ou religieuse, ou menées de nature à porter atteinte à la sécurité générale.
- c) Tous actes qui, en dehors des cas de complicité limitatives déterminées par le Code pénal, favorisent manifestement les vols de récoltes ou de bestiaux.

Considérant que cette procédure, qui n'avait pas eu d'existence légale jusqu'au 15 juillet 1914, prive les assujettis des garanties qu'offre un débat contradictoire devant une juridiction de jugement ;

Considérant qu'après 98 années de collaboration franco-algérienne, les indigènes d'Algérie, très suffisamment évolués, peu-

et personnellement nous ne le croyons pas, il est facile de les compléter en y ajoutant des articles nouveaux; nous demandons donc que l'internement ne soit plus applicable aux « actes qui favorisent manifestement les vols de récoltes ou de bestiaux. »

En résumé, il est désirable que l'on applique en droit ce qui existe en fait, que l'on transforme l'internement en mise en surveillance au sens de la loi de 1914 et que l'on en face une peine uniquement politique.

Le séquestre et l'amende collective. — Nous étudions en même temps ces deux institutions parce qu'en fait à l'heure actuelle le séquestre est presque toujours la conséquence du non paiement de l'amende.

Le principe même de la responsabilité collective nous choque. Cependant, comme le font remarquer

vent et doivent prétendre au bénéfice du régime pénal de droit commun, à l'exclusion de la procédure d'exception instituée par les lois de 1914 et de 1920 ;

Considérant que la loi du 15 juillet 1914, en créant des infractions nouvelles pour une seule catégorie d'individus, a rendu excessif le régime pénal algérien avec cette aggravation que le juge de l'infraction n'est plus le magistrat de l'ordre judiciaire, mais le représentant de l'autorité administrative ;

Considérant que le code pénal métropolitain, ou mieux, la législation pénale codifiée de la métropole contient tous les textes capables d'assurer la repression et la sanction des crimes et délits de tout ordre, notamment :

Crimes contre la sûreté de l'Etat : art. 91 C. P. et suivants.

Complicité de vol : art. 59 C. P. et suivants.

Escroquerie : art. 405.

Considérant notamment que certains tribunaux algériens ont déjà retenu et puni la piraterie agricole, dite « bechara », au titre des art. 59 et 405 C. P., et qu'ainsi l'autorité est suffisamment armée contre les auteurs d'infractions ;

Propose au Comité Central la suppression de la mise en surveillance, qui n'est qu'une forme de l'internement, la représino des infractions étant réservée aux juridictions de droit commun (Cahiers des Droits de l'Homme, 10 janvier 1928.

MM. Larcher et Olier (3), la notion de responsabilité individuelle est assez récente « le principe de la responsabilité collective se retrouve dans toutes les anciennes lois germaniques et particulièrement dans celles des francs et anglo-saxons ; jusqu'à ces dernières années une loi du 10 vendémiaire, an IV, frappait d'une amende les communes sur le territoire desquelles des attroupements avaient commis des délits lorsque les habitants y avaient pris part. Cette disposition n'a disparu de nos codes que par la loi du 5 avril 1884. On trouve paraît-il une disposition analogue en Angleterre où les centaines ou districts sont responsables de tous les vols que se produisent sur leur territoire pendant le jour. »

Voici d'ailleurs en quels termes le rapporteur de la loi de 1874 (4) justifiait l'amende collective ; ses raisons ont gardé aujourd'hui leur valeur puisque la loi du 21 février 1903 sur le régime forestier de l'Algérie a maintenu les dispositions de la loi de 1874 : « Il est avéré que les populations indigènes pour se procurer des pacages, mettent parfois le feu aux forêts voisines en les incendiant... les moyens de défense doivent être proportionnés à ces agressions... quand la protection individuelle est impuissante la loi peut recourir à la responsabilité collective... cette responsabilité collective se justifierait encore au besoin par l'état de la propriété en Algérie : les indigènes n'y connaissent encore que la propriété collective ; la constitution de la propriété individuelle est loin de sa réalisation et les recours individuels seraient presque toujours impossibles et illusoires. » On pourrait ajouter pour jus-

(3) Les institutions pénitentiaires de l'Algérie, p. 85, note 5.

(4) Rapport de M. Picard sur la loi du 17 juillet 1874 déposé le 8 juillet 1874, J. O. 30 juillet 1874, p. 5374.

tifier l'institution que la responsabilité collective était communément pratiquée en Algérie avant notre arrivée (5) : durant notre conquête l'émir Abd el Kader s'en servit contre des tribus ralliées à notre cause dont il avait eu à subir les dégradations.

L'amende collective et le séquestre dans leurs applications actuelles sont l'objet de peu de critiques (6). M. Larcher lui-même, qui n'est pas tendre pour les institutions algériennes qui dérogent du droit commun, dit « qu'on peut admettre à la rigueur cette responsabilité collective en matière d'incendies de forêts à raison du danger et à raison de la présomption très forte de complicité. » La seule crainte que l'on puisse exprimer est que pour échapper aux conséquences de la responsabilité collective les habitants d'un douar ne désignent comme coupable un individu quelconque qui sert bénévolement ou non de bouc émissaire.

A notre avis l'institution doit continuer à subsister mais il serait désirable que dans son application elle soit améliorée ; si nous pensons que des peines semblables ne peuvent prononcées par les juridictions de droit commun, nous voudrions que le conseil de gouvernement cesse d'être sur ce sujet un organe seulement consultatif et nous désirerions qu'il devienne une véritable juridiction, les droits du Gouverneur

(5) Morand : Introduction à l'étude du droit musulman, p. 123.

(6) Voir E. Mercier : Le centenaire d'une colonie, Paris 1880, p. 228, et L'Algérie et les questions algériennes, Paris, 1883, p. 200 ; G. Sabatier : La question de la sécurité, p. 51 ; Trolard : Le sécurité en Algérie, pp. 56 et 93 ; Burdeau : Rapport à la Chambre des Députés sur le budget de l'Algérie, 1892, p. 87 ; Isaac : Rapport au Sénat sur la justice française et musulmane, pp. 257 et suiv. ; Rapport de M. Martin à la section des non-colons des Délégations financières, séance du 29 déc. 1898 et rapport de Mustapha HHadj Moussa à la section indigène, séance du 27 décembre 1898.

général étant limités à la suspension de la peine ou à son atténuation ; nous voudrions aussi qu'un texte précis fixe les délits répréhensibles en matière d'incendie de forêts, que la détermination de l'amende ne soit pas arbitraire, que l'on distingue d'une part l'amende proportionnée à la faute commise et d'autre part les dommages intérêts proportionnée aux dégâts réels, que dans tous les cas les fractions inculpées puissent se faire représenter par un avocat, qu'enfin, une fois le jugement rendu, les habitants soient admis à faire la preuve devant la même juridiction qu'ils n'ont pu prendre part au fait incriminé et qu'ils n'ont pu en profiter.

Pendant le séquestre et l'amende collective étant des mesures de guerre très efficaces pourraient être compris, au sens des textes actuellement en vigueur dans les pouvoirs du Gouverneur lorsque l'état de siège est proclamé.

Les commissions disciplinaires. — Les commissions disciplinaires ne constituent pas un degré de juridiction, elles n'ont par elles-mêmes aucun pouvoir juridictionnel et ne peuvent que proposer au Gouverneur général, après examen de la situation de l'inculpé et des circonstances de l'infraction, une peine que le Gouverneur peut fixer d'une façon différente ; ce sont des commissions consultatives.

Lors de leur création elles ont, comme le fait remarquer une circulaire du 8 novembre 1858 (7), constitué un progrès sensible en supprimant l'arbitraire des commandants militaires : « ces commissions prononcent des décisions administratives que le ministre (le Gouverneur) peut toujours reviser. Les formalités prescrites, les garanties offertes aux prévenus n'ont

(7) Ménerville, t. I, p. 80.

pas eu pour but de donner aux commissions l'apparence d'une juridiction régulière, elles ont été inspirées par une idée d'équité et elles dégagent le commandant militaire de la lourde responsabilité qui pesait sur lui lorsqu'il exerçait sans contrôle un pouvoir arbitraire et extra judiciaire. » En d'autres termes, on a substitué à l'arbitraire du commandant du territoire celui du Gouverneur auquel on a donné une commission pour l'éclairer.

Cet arbitraire qui pouvait se justifier au moment de la création des commissions disciplinaires nous paraît aujourd'hui exagéré aussi ne doit-on pas s'étonner des critiques violentes qu'elles ont motivé :

« Le fonctionnement même de ces commissions est la méconnaissance la plus complète de toute liberté, de toute légalité ; à appeler les choses par leur nom chacune de leurs décisions est un abus de pouvoir et même un délit. Le devoir strict de tous les officiers ou fonctionnaires que l'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874 désigne pour composer ces commissions serait de s'abstenir d'y siéger » (8).

Entrant dans le détail, quels sont donc les reproches que l'on peut faire à l'institution : ils sont nombreux.

Un des principaux est de laisser au chef d'annexe le pouvoir de choisir si le délit qui lui est signalé sera déféré au conseil de guerre ou à la commission disciplinaire. Le chef d'annexe devient donc ainsi un premier juge qui limite à un an de prison la peine que peut encourir l'inculpé. Il est vrai que même après examen par la commission disciplinaire la peine peut être déferée au conseil de guerre mais dans la pratique ce cas se produit très rarement ; on en arrive ainsi au résultat que deux délits semblables commis

(8) Larcher : Les commissions disciplinaires et les délits forestiers, p. 15.

dans des annexes différentes ou même dans la même annexe peuvent être déférés l'un au conseil de guerre l'autre à la commission disciplinaire : l'inculpé traduit devant le conseil de guerre fera avant toute chose au moins trois mois de prévention, la peine qu'il encourra sera inscrite à son casier judiciaire, il subira sa peine dans une prison du territoire civil ; le second au contraire sera jugé presque aussitôt, n'encourra qu'une peine disciplinaire ne comptant pas pour la récidive et subira sa peine dans son village où incarcéré à la prison de l'annexe il travaillera à l'extérieur pour le compte de la commune ; il est certain que c'est la négation de la justice.

Le second reproche qui a parfaitement été décelé par M. Larcher est la partialité de l'institution. « Remarquons que dans cette bizarre juridiction, à défaut du ministère public, c'est le président même qui exerce la poursuite et l'un des juges qui a déjà fait l'instruction est ensuite comme rapporteur l'organe de la prévention ; ce ne sont pas des conditions favorables à l'impartialité. » Si l'on ajoute à cela qu'en raison de l'éloignement d'un barreau, il est pratiquement impossible aux inculpés de se faire défendre par un avocat, on n'est pas étonné du nombre minime d'acquittements prononcés.

Enfin on peut reprocher aux commissions disciplinaires leur mépris du code, leur appréciation souveraine, dans la limite de leurs droits, de la peine à infliger (9).

(9) C'est ainsi qu'on peut constater dans les tableaux que nous publions à la fin de cet ouvrage (année 1924, annexe de Djelfa) qu'un indigène a été condamné à trois mois de prison pour récidive d'ivresse alors qu'au cours des années 1923 et 1924 aucune autre condamnation n'est portée sous cette rubrique. La loi du 1^{er} octobre 1917 prévoit une condamnation d'au maximum deux mois de prison à la troisième récidive en douze mois.

Ces défauts ont depuis longtemps frappé les services du gouvernement général et un projet de réforme a été élaboré en 1921 (10).

On ne peut, dit ce projet, supprimer les commissions disciplinaires ; leur suppression aurait pour résultat d'encombrer les conseils de guerre de délits de peu de gravité. « Dans la pratique, les plaignants, témoins et autorités seraient tacitement d'accord pour éviter de mettre en mouvement le grand appareil du conseil de guerre. Il en résulterait un affaiblissement de la répression. Peu à peu, les autorités chargées du maintien de l'ordre et ne possédant plus le procédé commode et rapide de la commission disciplinaire seraient entraînées à faire un usage plus étendu des sanctions purement disciplinaires de prison et d'amende dont elles disposent. La création de commissions disciplinaires avait précisément pour objet de limiter l'exercice de ces sanctions et de restreindre la part d'arbitraire que provoque tout droit individuel de punir...

« On ne pourrait parer à cette objection grave qu'en apportant à la juridiction des conseils de guerre une modification corélative. Il faudrait rapprocher la justice des justiciables et créer sur place... des conseils de guerre locaux. »

Rejetant cette dernière suggestion l'auteur du projet propose les réformes suivantes : rendre la commission indépendante de l'annexe par la suppression des commissions disciplinaires d'annexe et la création de commissions de territoires siégeant au chef-lieu du territoire et composées de la manière suivante : le commandant militaire du territoire, avec voix pré-

(10) Note du 8 avril 1921, non publiée.

pondérante en cas de partage, le juge de paix, un officier de la garnison, un magistrat ou notable musulman. Les inculpés seraient obligatoirement défendus par une personnalité française ou musulmane choisie par eux ou désignée d'office, la compétence des commissions disciplinaires serait limitée aux délits qui satisferaient aux deux conditions suivantes : être de ceux qui en territoire civil comporteraient des poursuites devant les tribunaux répressifs et être de ceux pour lesquels le code pénal français ne prévoit pas une peine supérieure à un an de prison et 500 francs d'amende.

La question nous semble avoir été mal posée et l'erreur du projet est de vouloir réparer l'édifice alors que c'est sa reconstruction qui s'impose ; il ne peut à l'heure actuelle être question de modifications de détail dans une organisation comme celle de la justice en territoire militaire, il faut avoir le courage de dire que cette organisation ne correspond plus à l'état actuel de la civilisation des indigènes et à la conception que nous avons actuellement de la justice.

Tout en constatant que le système projeté constituerait une amélioration, d'ailleurs assez faible, nous estimons que cette amélioration est insuffisante et que c'est une refonte complète de l'organisation qui s'impose.

Pouvoirs disciplinaires. — La critique des peines disciplinaires infligées par les officiers des affaires indigènes n'a pas été faite d'une façon spéciale à une date récente ; il faudrait remonter aux violentes attaques de la fin du siècle dernier contre les bureaux arabes pour en retrouver des traces ; par contre les pouvoirs disciplinaires des administrateurs, qui sont une

copie atténuée de ceux que détiennent les officiers dans le sud, ont fait l'objet de nombreuses et violentes critiques (11).

Ces critiques qui se conçoivent facilement peuvent se résumer en quelques mots : la réunion entre les mêmes mains des pouvoirs de commander et de punir aboutit forcément à l'arbitraire ; cet arbitraire, qui est à peine défendable entre les mains du chef de la colonie, devient monstrueux à la disposition de fonctionnaires placés au bas de la hiérarchie (12).

Toutes les lois qui ont renouvelé les pouvoirs disciplinaires des administrateurs ont réduit peu à peu leurs prérogatives pour aboutir à la suppression totale fin 1927 ; ils n'avaient d'ailleurs jamais atteint l'amplitude de ceux des officiers et ne constituaient qu'un moyen terme entre le droit commun et le système des territoires du sud ; la forme ressemblait un peu à celle d'un jugement, seules certaines infractions limitativement déterminées par la loi pouvaient être réprimées, les peines étaient plus modérées et un système d'appel était prévu.

La situation spéciale des territoires du sud légitimait-elle un système de répression qui apparaît comme d'autant plus exagéré qu'il a maintenant totalement disparu du reste de l'Algérie. Nous avons tenu à publier une liste des infractions réprimées par les sanctions disciplinaires ; on y découvre les motifs les plus divers, depuis des délits qui auraient pu être traduits devant le conseil de guerre ou au moins devant

(11) Voir l'indication d'une bibliographie très complète sur cette question. Larcher, t. II, p. 458.

(12) Fontin-Clausel : Un côté de la question algérienne : les indigènes musulmans. Nouvelle revue, 15 janvier 1898 : Définition de l'administrateur : « Un petit satrape qui représente la France. »

la commission disciplinaire jusqu'à des faits qui ne sont pas sanctionnés, par nos codes et qu'on s'étonne de voir punir aussi sévèrement. Le genre de vie tout spécial des nomades nous semble légitimer ce système de sanctions rapides, mais nous devons remarquer que la majorité des infractions relevées semblent avoir été commises dans des agglomérations et sauf le délit de migration irrégulière tous les faits réprimés écartent l'idée de nomadisme. Nous devons remarquer aussi que tous les habitants des territoires du sud ne sont pas des nomades et que les pouvoirs disciplinaires ne se justifient plus lorsqu'ils s'appliquent à des sédentaires dont la civilisation est comparable à celle des indigènes du nord.

Est-ce à dire que nous souhaitons la suppression immédiate des peines disciplinaires ? Nous n'allons pas aussi loin ; nous croyons que la disparition brutale des pouvoirs disciplinaires des officiers causerait dans leur administration une grosse gêne ; nous voudrions simplement que par une progression aussi rapide que possible on en arrive au droit commun.

Une première étape, qui pourrait être dès à présent franchie, consisterait en la suppression de la compétence disciplinaire des infractions commises dans les grosses agglomérations du sud, en une sorte de codification des infractions à réprimer par les officiers, en une réduction de la durée des peines. Nous ne demandons pas l'organisation d'un système d'appel au supérieur hiérarchique, nous ne croyons pas à l'efficacité de cette garantie : même si le supérieur considère la sanction injustifiée, il hésitera à affaiblir l'autorité de son subordonné par un blâme aussi public que le retrait de la punition, il se contentera de lui faire une observation. Un appel pour être effi-

cace devrait pouvoir s'adresser à une juridiction de droit commun ; cette juridiction ne peut être le juge de paix auquel on ne peut, sans nuire considérablement au prestige des officiers des affaires indigènes, donner le pouvoir de réformer les sanctions qu'ils infligent.

La mesure que nous envisageons entraînerait la connaissance par le juge de paix en premier ressort de certaines infractions, elle habituerait l'indigène à la séparation des pouvoirs et permettrait par la réduction progressive de la liste des infractions réprimées par les officiers de décharger les administrateurs de tout le travail judiciaire.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA JUSTICE DES EUROPÉENS ET DES ISRAÉLITES

Les européens et israélites sont, nous l'avons vu, soustraits à la juridiction des conseils de guerre depuis 1860 ; nous avons défini ce qu'on doit entendre par européens et par israélites : ces deux catégories d'individus sont soumises au droit commun. Cependant, du fait qu'ils se trouvent en territoire du sud ils ne peuvent être jurés dans les cours d'assises et sont soumis, dans certaines régions pour leurs contraventions, à la juridiction de juges de paix militaires que n'existent pas dans le nord.

Ce sont ces deux points particuliers que nous étudierons.

COURS D'ASSISES. — La loi de 1872 modifiant le recrutement du jury n'a pas été immédiatement applicable à l'Algérie, ce n'est que le décret du 8 février 1900 et la loi du 30 décembre 1902 ⁽¹⁾ qui

(1) Petit Dalloz pénal, p. 305.

décidèrent que le jury algérien serait recruté dans les mêmes conditions qu'en France. La loi du 20 janvier 1910 (2) était applicable à l'Algérie. Rien dans ces deux textes n'indique qu'il doit y avoir une différence entre le nord et le sud. Cependant il est de pratique constante, confirmée par une note du 17 février 1914, de ne pas faire figurer sur les listes du jury criminel les citoyens français habitant les territoires du sud. Si l'on considère le fait d'être juré comme une gêne et un ennui, on comprend fort bien cette mesure. Mais si on le considère, comme on doit le considérer, comme un honneur, il est difficile de la justifier ; la majorité de la population française des territoires du sud se trouve sur la limite nord de ces territoires : il n'est pas beaucoup plus compliqué ni plus long de venir à Alger en partant de Djelfa que de Boghari ; la deuxième raison que l'on donne, à savoir que les français sont peu nombreux dans les territoires du sud lorsqu'on a enlevé les fonctionnaire dont l'emploi est incompatible avec les fonctions de juré, ne vaut pas plus que la première : on ne peut concevoir que parce que des citoyens sont peu nombreux à un endroit déterminé ils doivent subir une sorte de diminution civique (3).

Les israélites indigènes qui ne sont pas citoyens mais sujets français ne pourraient d'ailleurs pas être appelés aux fonctions de jurés.

LES JUGES DE PAIX MILITAIRES. — On constate dans les territoires du sud à côté de justice de paix à compétence étendue qui ne présentent aucune particula-

(2) Petit Dalloz pénal, p. 193.

(3) On peut comparer à cela le fait de ne pas élire les maires les conseillers municipaux et les sénateurs.

rité digne d'être signalée, la présence de justices de paix militaires qui n'existent que dans les territoires du sud et qui sont de ce fait particulièrement intéressantes à étudier : le tableau ci-joint indique leur répartition.

Arrondissement judiciaire	Siège	Date de création	Ressort
JUSTICES DE PAIX CIVILES A COMPÉTENCE ÉTENDUE			
Blida	Djelfa	D. 10 août 1875	Annexe
	Laghouat	id.	id.
Batna	Biskra	D. 20 janvier 1912	Annexe et Poste des Ouled Djellal
JUSTICES DE PAIX MILITAIRES			
Blida	Ghardaï	D. 27 janvier 1883	Annexe
	El Golea	D. 20 janvier 1894	Poste
	El Oued	D. 30 juillet 1887	Annexe
Batna	In Salah	D. 17 octobre 1908	id.
	Ouargla	D. 8 mars 1888	id.
	Touggourt	D. 30 juillet 1887	id.
	Adrar	D. 25 juin 1906	Poste Touat
	Aïn-Sefra	D. 27 janvier 1883	Annexe
	Colomb	D. 28 juin 1904	Cercle
Mascara	Géryville	D. 10 août 1875	Annexe
	Mechéria	D. 27 janvier 1883	id.
	Timimoun	D. 7 janvier 1910	Annexe du Gourara

HISTORIQUE. — La création de juges de paix militaires remonte à l'article 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 (4) : « Dans toutes les parties du territoire

(4) Ménerville, p. 13.

« administrées par l'autorité française, il pourra être
« institué des commissaires civils ou des commandants
« militaires dont les pouvoirs et les traitements seront
« déterminés par notre Ministre de la guerre sur la pro-
« position du Gouverneur général. Sur les points éloi-
« gnés de plus de dix kilomètres du siège du tribunal
« de province, les pouvoirs des commissaires civils ou
« commandants pourront comprendre la juridiction
« des juges de paix de France, les fonctions d'offi-
« cier de police judiciaire et de juge d'instruction et
« même, à raison de la difficulté et de la rareté des
« communications, tout ou partie de la juridiction des
« tribunaux civils ou de commerce en Algérie. »

Un arrêté du 5 août 1843 précisait que dans les places où l'autorité civile n'existait pas le commandant de la place rempliront les fonctions attribuées aux commissaires civils et aux juges de paix (5).

Enfin le décret du 10 août 1875 (6) supprimait dans son article 6 les juridictions des commissaires civils et commandants de place, « mais, dit le rapport au
« Président de la République, comme dans les cercles
« de Géryville et de Sebdou, il n'est pas possible d'ins-
« taller un juge de paix qui y serait sans occupation,
« ces cercles devant être régis par des dispositions
« spéciales et transitoires et dans le cas où l'on ne
« pourrait trouver dans la population civile... des sup-
« pléants capables, les fonctions judiciaires pourraient
« être confiées à des officiers qui seront désignés par
« le Gouverneur général sur la proposition du Pro-
« cureur général. »

(5) Ménerville, t. II, p. 407.

(6) Estoublon, p. 467.

Non seulement les « dispositions transitoires » durent encore mais une série de décrets (7) a porté à 12 le nombre des justices de paix militaires.

ORGANISATION. — C'est donc un officier qui sur proposition du Procureur général est nommé juge de paix militaire : cet officier est, en principe, le chef d'annexe, mais rien ne s'oppose à ce que ce soit un officier quelconque de la garnison, même n'appartenant pas au service des affaires indigènes.

Aux termes de l'article 6 du décret du 6 août 1875 « un sous-officier remplira auprès du fonctionnaire juge de paix l'office de greffier », ce régime était déjà prévu par l'arrêté du 5 août 1843 organisant la juridiction des commandants de place.

La désignation des sous-officiers greffiers après avoir été laissée à l'appréciation de l'officier remplissant les fonctions de juge de paix a été confiée aux commandants de territoire par un arrêté du Gouverneur général du 6 mars 1906. Ils doivent être en activité de service et ne peuvent être maintenus à leur poste à leur libération du service militaire (8).

COMPÉTENCE. — La compétence des officiers juges de paix est régie par l'article 6 du décret du 10 août 1875 qui se borne à faire renvoi à l'ordonnance du 26 septembre 1842 ainsi conçue : « La compétence en « premier et dernier ressort et les attributions spéciales des juges de paix en matière civile et de « simple police sont les mêmes que celles des juges « de paix en France. »

(7) Voir tableau ci-joint.

(8) Circulaire du Gouverneur général du 21 mars 1919.

Le juge de paix militaire aura donc la compétence répressive d'un juge de paix de France : il connaîtra donc conformément à l'article 138 du code d'instruction criminelle des contraventions commises dans l'étendue de l'annexe ou du poste sur lequel il étend sa juridiction.

COMPÉTENCE RATIONE PERSONNARUM. — Quels sont les individus soumis à sa juridiction ? Nous devons en éliminer les indigènes musulmans non naturalisés qui en vertu de l'arrêté du 14 novembre 1874 peuvent être punis directement par les commandants militaires « pour les contraventions de simple police » (9).

La liste des justiciables des juges de paix en territoire militaire nous est d'ailleurs donnée par le décret du 17 mars 1866 (10).

« En territoire militaire la juridiction du juge de paix, tant en matière civile qu'en matière de simple police s'étend aux enropéens, aux israélites indigènes et aux musulmans naturalisés établis dans l'étendue du cercle ou réside le magistrat civil. »

L'expression magistrat civil peut prêter lieu à discussion et on peut se demander si le décret s'applique aux juges de paix militaires. A notre avis, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Le militaire est nommé, ainsi que le fait remarquer le rapport précédant le décret de 1875, parce qu'on ne peut trouver parmi la population civile française un suppléant présentant des garanties suffisantes pour remplacer le juge de paix absent : il agit donc en lieu et place d'un magistrat civil et sa qualité de militaire s'efface devant ses fonctions civiles.

(9) Article 26.

(10) Estoublon, p. 313.

On peut remarquer que dans cette énumération ne figurent pas les israélites étrangers : il ne se trouve donc aucune juridiction pour juger les contraventions commises par ces individus puisque les sanctions disciplinaires ne leur sont pas applicables. Nous avons vu qu'en fait ils sont traduits devant les commissions disciplinaires.

COMPÉTENCE RATIONE MATERIAE. — Les juges de paix jugent les contraventions ; de plus les articles 1 et 2 du décret du 14 mai 1850 (11) leur ont confié la connaissance des délits et contraventions en matière forestière dans tous les cas où l'amende réclamée par la citation ne s'élève pas au-dessus de 150 francs. A ce sujet on s'est demandé si la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix leur maintenait cette compétence exceptionnelle (12). Il a été presque unanimement décidé que le décret du 14 mai 1850 étant un texte spécial à l'Algérie et n'ayant pas été formellement abrogé par la loi de 1905 doit subsister, une circulaire du Gouverneur général du 11 février 1915 confirme cette interprétation : elle nous semble rationnelle.

De plus, depuis le décret-loi du 5 novembre 1926 qui crée la compétence correctionnelle des juges de paix de France, ils connaissent des infractions suivantes :

Infractions réprimées par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer sauf en cas de récidive ;

(11) Ménerville, t. I, p. 416 ; Estoublon, p. 125.

(12) Voir L. Rolland : Les lois modificatives en législation algérienne et l'opération en Algérie de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, R.A. 1906-1-69.

Les infractions réprimées par l'article 11 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse ;

Les infractions réprimées par les articles 27, 30, 31, 32, 34 et 41 de la loi du 15 avril 1829 relatives à la pêche fluviale ;

Les infractions prévues par l'article 3 alinéa 1 de la loi du 8 août 1893 relatives au séjour des étrangers en France ;

Les infractions réprimées par les articles suivants du code du travail et de prévoyance sociale, livre 1, article 99 a, alinéas 3 et suivants : 103 sauf en cas de double récidive, 105 livre II, articles 161, 163, 165, 177, alinéa 1, 178 ;

Les infractions réprimées par l'article 52 de la loi du 3 juillet 1877, relatives aux réquisitions militaires et par les articles 14 et 16 de la loi du 22 juillet 1909 relatives au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles ;

Les infractions prévues par l'article unique de la loi du 16 octobre 1849 sauf en cas de récidive ;

Les infractions prévues par l'article 7, de la loi du 8 octobre 1919 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce.

COMPÉTENCE RATIONE LOCI. — Les contraventions doivent avoir été commises dans les limites de l'annexe ou de poste sur lequel le juge de paix militaire étend sa juridiction. Quant aux délits c'est la compétence des trois lieux qui est applicable.

CRITIQUE. — La critique d'une pareille institution est facile : si on peut admettre qu'au point de vue répressif n'importe qui peut infliger des contraventions il est dangereux que le titulaire de ce droit

cumule ces fonctions avec celles d'administrateur : la chose est encore plus choquante lorsqu'on l'envisage sous un aspect que nous n'avons pas à examiner ici au point de vue civil ; aussi n'est-il pas étonnant que l'on ait cherché à améliorer le système qui, nous l'avons vu, n'avait été institué qu'à titre transitoire.

Un projet actuellement à l'étude comporterait la suppression des justices de paix militaires : elles seraient remplacées par des justices de paix civiles, à compétence étendue, établies au chef-lieu de chaque territoire.

Le système apporterait certainement un gros progrès sur le système actuel, Il ne nous satisfait pas cependant, nous avons en vue des modifications beaucoup plus vastes qui amélioreraient non seulement la justice française mais encore la justice indigène.

CHAPITRE II

LA JUSTICE COMMUNE AUX EUROPÉENS ET ISRAÉLITES ET AUX INDIGÈNES

LE CONSEIL DE PRÉFECTURE

L'article 76 du décret du 7 juillet 1864 est ainsi conçu :

« Les conseils des affaires civiles institués par l'article 14 du décret du 27 octobre 1858 sont supprimés. Les attributions de ces conseils sont réunies à celle du conseil de préfecture dont la juridiction est étendue sur tout le territoire de la province » (1).

Les conseils de préfecture étendent donc leur compétence sur les territoires du sud sans distinction de race ou de nationalité.

Ce point a été précisé par une circulaire du Gouverneur général en date du 20 mars 1874 (2) : « Les articles 1 et 2 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, promulgués en Algérie par décret du 14 juillet 1862 ont rendu applicable aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie. Dès lors, aux termes de la loi du 29 floréal an X, les contraventions de pacage sur la voie ferrée doivent être déférées, non aux commissions disciplinaires mais aux conseils de préfecture dont la com-

(1) Ménerville, t. II, p. 12.

(2) Estoublon, u. 445, note 5.

pétence a été étendue aux territoires militaires par l'article 26 du décret du 7 juillet 1864. »

Doivent donc être déferés aux conseils de préfecture toutes les infractions à la loi du 30 mai 1851 et au décret du 31 décembre 1922 (code de la route).

Nous nous bornerons à signaler que les contraventions à cette loi peuvent être constatées par les fonctionnaires prévus par l'article 15 de la loi du 30 mai 1851 (conducteurs, agents voyers, cantonniers, employés des contributions indirectes, gardes forestiers, douaniers, commissaires de police, etc... chefs d'annexes, agissant en tant que maires).

On peut se demander si les officiers adjoints des affaires indigènes sont compétents pour dresser des procès-verbaux en la matière. Nous ne le croyons pas, l'énumération des fonctionnaires ayant ce droit est indépendante de celle des officiers de police judiciaire prévue par l'article 9 du code d'instruction criminelle. Aux termes des décrets du 15 mars 1860 et du 1^{er} février 1874 les officiers adjoints des affaires indigènes sont simplement officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République. Tout au plus pourrait-on admettre que l'on peut les assimiler aux adjoints au maires. Nous ne croyons pas cette assimilation possible. En effet si le législateur avait considéré les officiers adjoints des affaires indigènes assimilables aux adjoints aux maires il n'aurait pas pris soin de leur donner par deux décrets le titre d'officier de police judiciaire qu'ils avaient déjà aux termes de l'article 9 du code d'instruction criminelle. Nous estimons que les officiers adjoints des affaires indigènes ne peuvent valablement dresser des procès-verbaux pour infraction au code de la route.

CHAPITRE III

LA POLICE JUDICIAIRE

Nous devons dans les territoires du sud distinguer entre la police judiciaire des européens et israélites et celle des indigènes. Ces deux catégories d'individus n'étant pas jugés par les mêmes juridictions, il semble normal qu'à chaque juridiction corresponde des officiers de police judiciaire différents ; en fait, nous le verrons, les officiers de police judiciaire sont les mêmes dans la majorité des cas : cela provient de l'absence de gendarmerie et du nombre minime de magistrats civils (trois juges de paix) dans les territoires militaires.

HISTORIQUE. — Jusqu'en 1860, il n'y avait qu'une seule juridiction dans les territoires militaires, les officiers de police judiciaire étaient ceux prévus par l'article 84 du code de justice militaire : les adjoints de place, les officiers, sous-officiers commandants de brigade de gendarmerie, les chefs de poste, les gardes de l'artillerie et du génie. Lorsque le décret du 15 mars 1860 (1) enleva à la compétence des conseils de guerre, les européens et israélites, il donna la qualité d'officier de police judiciaire pour la recherche des crimes commis par ces deux catégories d'in-

(1) Article 5, Estoublon, p. 240.

dividus aux commandants, majors et adjudants de place et aux officiers, sous-officiers et commandants de brigade de gendarmerie. Si le décret ne conférait pas cette qualité aux chefs de cercle ou d'annexe c'est que, remplissant sur leur territoire les fonctions de maire, ils étaient officiers de police judiciaire en vertu de l'article 9 du code d'instruction criminelle (2).

Le même jour un deuxième décret (3) donnait le titre d'officier de police judiciaire « aux chefs des bureaux arabes et à leurs adjoints titulaires » pour la recherche des crimes et délits commis par les indigènes « concurremment avec les agents désignés en l'article 84 du code de justice militaire pour l'armée de terre. »

Un décret du 1^{er} février 1874 (4) donnait à ces mêmes officiers des affaires indigènes la qualité d'officier de police judiciaire pour la recherche des crimes, délits et contraventions commis par les européens, « dans les territoires où il n'existe pas d'officiers de police judiciaire ordinaires. »

Européens et israélites. — Les officiers de police judiciaire pour la recherche des crimes commis par les européens et israélites dans les territoires militaires sont donc désignés en vertu de l'article 9 du code d'instruction criminelle et c'est seulement en leur absence que les officiers des affaires indigènes pourront exercer ces fonctions. Cela résulte nettement de l'article 1 du décret du 1^{er} février 1874 et de l'article 5 du décret du 15 mars 1860. « En cas de concur-

(2) Télégramme du 16 avril 1919. Arrêté du Gouverneur général portant organisation municipale en territoire militaire : « article 13.. il exerce les fonctions d'officier de police judiciaire. »

(3) Estoublon, p. 241. Voir le rapport à l'empereur, note 5.

(4) Estoublon, p. 425.

« rence entre un officier de police judiciaire de l'ordre civil et un officier de police judiciaire appartenant à l'armée, l'instruction sera faite par le premier. »

Quels sont donc les officiers de police judiciaire pour les crimes commis par les européens et israélites ?

Il faut tout de suite éliminer les officiers de gendarmerie et les militaires de cette arme : il n'y a pas de gendarmerie dans les territoires du sud. Restent : les juges de paix, les commissaires de police, les chefs d'annexe (au double titre de maires et d'officiers des affaires indigènes), les commandants, majors et adjoints de place, les officiers des affaires indigènes (5) et les gardes forestiers (6).

(5) L'officier stagiaire doit remplir les mêmes fonctions à défaut du titulaire empêche. Dans les procès-verbaux qu'ils signeront, ces officiers doivent prendre le titre de chargés par intérim des fonctions d'adjoints titulaires. Circulaire n° 337 du 12 septembre 1878.

(6) Voir circulaires du 14 mai, 15 juin et du 17-25 1868. B. G. 271 (Ménerville, III, partie page 195). « Un arrêt de la Cour de cassation du 2 juillet 1868 expose clairement qu'indépendamment de leurs attribution spéciale pour la conservation des propriétés réelles, les gardes-champêtres et gardes forestiers ont le devoir de constater les infractions à la sûreté publique et d'en arrêter les auteurs qu'ils saisissent en flagrant délit ou que dénonce la clameur publique. Ils se trouvent donc par la nature de leurs fonctions assimilés aux gendarmes et autres agents de la force publique ; ce qui est nécessaire pour arriver à la répression des crimes et délits commis en territoire civil, c'est que les gardes-champêtres et forestiers de ce territoire puissent en leur qualité suivre les traces des délinquants réfugiés en territoire militaire, visiter leurs tentes ou gourbis, constater ces faits et arrêter les prévenus... En conséquence il reste bien entendu que ce n'est pas comme simples particuliers mais comme agents de la force publique qu'ils sont autorisés à poursuivre du territoire civil en territoire militaire les délinquants par eux surpris en cas de flagrant délit ou qui leur sont dénoncés par la clameur publique et que pour l'exécution de cette poursuite ils ont le droit de se faire donner main forte par l'autorité du lieu. »

Indigènes. — C'est la combinaison de l'article 84 du code de justice militaire et du décret du 15 mars 1860 qui nous permettra de déterminer les officiers de police judiciaire ; en ce qui concerne les indigènes ce sont : les adjudants de place, les chefs de poste, les officiers d'administration des services de l'artillerie et du génie, les officiers des affaires indigènes.

Une interprétation trop stricte de cette liste a permis de croire que les magistrats civils n'avaient dans aucun cas à s'occuper de la police judiciaire en ce qui concerne les indigènes. A la suite d'un incident récent, né entre le juge de paix de Biskra et le chef de l'annexe de cette ville, le procureur général a déclaré que : « Si le juge d'instruction est saisi, cependant, c'est le magistrat de l'ordre civil, s'il en existe un, qui est de préférence compétent pour exécuter ses délégations » (7). De même l'article 102 du code de justice militaire permettant aux rapporteurs près les conseils de guerre d'envoyer des commissions rogatoires au juges de paix, il n'est pas douteux qu'ils puissent user de ce droit même en territoire militaire.

Dans la pratique, lorsque dans une agglomération ou voisinent des européens et israélites et des indigènes, un crime vient d'être commis dont on ignore le coupable, comme on ne peut présumer que ce coupable soit un justiciable du conseil de guerre, on avise le procureur de la République et le juge de paix est chargé de l'information par le juge d'instruction : il se dessaisit au profit d'un officier de police judiciaire militaire s'il découvre que le coupable est un

(7) Lettre du 24 juillet 1920.

indigène ; en sens inverse si un officier de police judiciaire militaire dans ses investigations contre un coupable indigène découvre des complices européens ou israélites il se dessaisit au profit du juge de paix.

Cette manière de faire, imitée de ce qui se passe dans le nord, nous paraît incorrecte, la règle générale est que pour tout crime commis en territoire militaire le conseil de guerre est compétent. Pour ne pas comparaître devant cette juridiction on doit justifier d'une exception : il nous paraît donc que lorsque les coupables sont inconnus, on doit les présumer justiciables du conseil de guerre et que l'instruction doit être faite par des officiers de police judiciaire militaire qui ne doivent se dessaisir que lorsqu'ils auront déterminé que le coupable peut justifier de l'exception (8).

Dans la pratique les magistrats civils envoient leurs commissions rogatoires aux juges de paix lorsqu'il en existe un et les rapporteurs près les conseils de guerre envoient les leurs aux chefs d'annexes.

Les officiers des affaires indigènes exercent leur mission dans les mêmes conditions que ceux des territoires civils ; ils ont les mêmes droits, mais n'ont pas de prérogatives spéciales ; en particuliers de nombreuses circulaires ont précisé qu'ils n'avaient pas le droit d'envoyer des commissions rogatoires(9), des mandats d'abener (10) de taxer les témoins (11).

(8) Voir dans ce sens deux arrêts de la Cour de cassation, 1^{er} juin 1893, R.A. 1894-2-1 et 13 mars 1902, R.A. 1902-2-384 déjà cités par nous.

(9) Circulaire du Gouverneur général du 13 juillet 1913 (citée plus haut).

(10) Lettre du Procureur général, 13 juin 1923, Circulaire du Gouverneur général du 18 février 1926.

(11) Circulaire du Gouverneur général du 10 août 1868, Estoublon, p. 425, note 8.

Dans les cas où l'audition de certains témoins éloignés leur paraît indispensable pour la continuation de l'enquête en cours, deux moyens sont à leur disposition : ils peuvent employer le moyen préconisé par le Gouverneur général, l'enquête officieuse ; il ne nous semble ni très pratique ni très légal. Il n'est pas pratique parce que les témoignages ainsi obtenus ne vaudront qu'à titre de renseignement et le rapporteur sera obligé d'entendre à nouveau les témoins qu'il jugera utiles, il n'est pas légal parce qu'en matière pénale, la « pratique constante et le fait que le code d'instruction criminelle n'interdit par ce procédé », ne peuvent le légitimer ; on pourrait par le même raisonnement arriver à justifier des choses extraordinaires : la torture par exemple. Il nous semble beaucoup plus régulier de demander aux commandants du territoire un ordre d'informer d'office, le rapporteur une fois saisi pourra délivrer toutes les commissions rogatoires qu'il jugera utile.

De même si l'inculpé s'est réfugié hors des limites de l'annexe et en particulier dans les territoires civils, c'est encore l'ordre d'informer d'office qui nous, semble la solution préférable au bulletin de recherches communément employé.

Officiers de police judiciaire, les officiers des affaires indigènes substituent les agents de l'autorité absents, c'est par leur intermédiaire que se font les notifications, les citations, c'est à eux que sont envoyés les mandats d'amener : il a été en particulier jugé que « dans le territoire militaire il incombe aux officiers de police judiciaire militaire en l'absence de tous autres agents de l'autorité de faire les notifications, citations et de rendre compte au ministère public de l'exécution des ordres qu'ils ont reçu à cet égard en

constatant notamment le décès d'un témoin régulièrement assigné. Conseil de révision d'Alger 28 juillet 1887 (12).

LE RAPPORT. — On constate dans les dossiers de procédure des affaires adressées par les territoires du sud au conseil de guerre la présence d'un rapport dans lequel l'officier de police judiciaire, résume ses opérations et exprime son opinion sur l'affaire.

Nous avons recherché l'origine de cette pièce qui ne trouve son équivalent ni dans la justice militaire habituelle, ni dans la justice civile : on pourrait cependant lui comparer le rapport confidentiel que les juges de paix d'Algérie adressent dans certains parquets au juge d'instruction dont ils ont délégation ; mais dans ce cas particulier la pièce garde son caractère confidentiel : elle sert à éclairer seulement celui à qui elle a été fournie et n'est jamais communiquée aux juges : au contraire dans les affaires du sud la pièce figure au dossier et sert à former la conviction des juges.

Nous n'avons pu trouver aucun texte prescrivant aux officiers de police judiciaire l'établissement d'un rapport : des circulaires de généraux de division de 1860, 1866, 1888 (13) en parlent comme d'un fait pré-existant ; à notre avis l'origine du rapport est la suivante : lorsqu'un délit a été commis, on ignore la suite qui sera donnée et l'officier chargé de l'enquête ne peut préjuger du fait de savoir si l'inculpé sera traduit devant un conseil de guerre ou devant une commission disciplinaire : la stricte application du décret

(12) Dalloz, 1889-3-21.

(13) Division d'Alger, 18 décembre 1860, n° 604, 17 août 1866, 19 septembre 1881, n° 1973.

de 1874 voudrait que toute affaire aboutisse à une plainte en conseil de guerre, à moins que, pour une raison, qui est laissée à l'arbitraire du chef d'annexe, on ne décide « qu'il est impossible de déférer le coupable devant le tribunal militaire » ; le rapport semble donc avoir pour but de permettre au chef d'annexe de former sa conviction sur la suite à donner à l'affaire, traduction devant un conseil de guerre ou une commission disciplinaire ; une fois la décision prise, le rapport devrait disparaître à moins qu'il ne serve au commandant de territoire d'élément d'appréciation pour la délivrance de l'ordre d'informer, il ne devrait en tous cas pas parvenir jusqu'au conseil de guerre.

Cependant en fait il y parvient.

Cette pratique est-elle légale ? Certainement non, si on admet que l'officier de police judiciaire peut être entendu comme témoin, on ne lui a jamais reconnu le droit d'exprimer son opinion dans un rapport écrit.

Est-il désirable que les errements passés continuent ?

D'une part le rapport est bien commode, pour tous ceux qui ont à s'occuper de l'information, dans les affaires bien étudiées le rapport du rapporteur peut se borner à être une simple copie ; l'opinion d'un homme qui a pris l'affaire dès son début, qui l'a étudiée sur place, qui a recueilli les déclarations de l'inculpé et des témoins à un moment suivant de peu le délit est loin d'être négligeable.

Mais d'autre part le rapport imprime à l'affaire une tournure définitive, il transforme l'officier de police judiciaire en véritable rapporteur, rôle pour lequel il n'est qualifié ni en raison de ses fonctions administratives habituelles, ni en raison de ses connaissances juridiques.

L'utilité du rapport, nous ne disons pas la nécessité, met à jour un des vices les plus graves des conseils de guerre, l'impossibilité du rapporteur et des juges de se faire une opinion par eux-mêmes en raison de l'éloignement des lieux du crime et souvent de leur méconnaissance de la mentalité indigène.

Malgré ces avantages nous estimons que le rapport doit garder son caractère confidentiel et ne pas être joint aux dossiers des affaires.

CONCLUSION

Nous avons critiqué plus ou moins sévèrement toutes les juridictions existantes dans les territoires du sud : si nous avons admis que le séquestre, l'internement, l'amende collective et les pouvoirs disciplinaires des officiers des affaires indigènes pouvaient, avec des modifications, provisoirement continuer à subsister nous croyons avoir démontré que les conseils de guerre et les commissions disciplinaires devaient disparaître.

Nous sommes ainsi amenés à rechercher par quoi ils doivent être remplacés ? Trois solutions peuvent se présenter à nous : le droit commun c'est-à-dire la justice française, les juridictions d'exception fonctionnant dans le nord pour les indigènes, un système spécial aux territoires du sud.

I. — Faut-il des Juridictions répressives spéciales aux Indigènes

La question est très complexe, elle est liée à deux grands problèmes : celui de notre politique à l'égard de nos sujets indigènes et celui de la sécurité.

Notre politique indigène nous dictera forcément une ligne de conduite en matière répressive mais il nous faudra aussi considérer comment les indigènes se comportent dans le présent et examiner si leur évolution

est suffisante pour permettre sans risques pour les européens vivant en Algérie, les modifications que nous aurons à envisager.

Ce sont ces deux problèmes que nous allons traiter rapidement en nous bornant aux explications strictement nécessaires à la clarté de notre exposition.

A. LA POLITIQUE INDIGÈNE. — On peut envisager en matière de politique indigène plusieurs solutions, nous ne citerons que pour mémoire l'extermination et le refoulement qui sont indignes de la France ⁽¹⁾ et d'ailleurs irréalisables avec notre faible natalité ; restent l'assimilation avec pour but final la fusion de races, l'association et la domination.

En fait, si on excepte les premières années de la conquête nos dirigeants n'ont hésité qu'entre l'association et l'assimilation. L'association a eu pendant longtemps une grande vogue, surtout vers la fin du siècle dernier lorsqu'on eut constaté les heureux résultats du protectorat en Tunisie ; nous lui devons en matière répressive l'organisation des tribunaux répressifs et cours criminelles, le régime de l'indigénat et les pouvoirs disciplinaires des administrateurs. Depuis 1910, on en est revenu aux principes d'assimilation qui avaient déjà été en honneur vers 1840 : la guerre créant entre les indigènes et nous des liens nouveaux n'a fait qu'accentuer cette tendance : les lois du 15 juillet 1914, du 1^{er} août 1919, la suppression par non renouvellement des pouvoirs des administrateurs fin 1927, sont au point de vue répressif, les conséquences de cette politique, son but est très net : faire de l'in-

(1) Ces procédés ont cependant été employés dans les Amériques en particulier.

indigène un français non seulement de nom, mais de cœur, ayant les mêmes aspirations que le français d'Algérie ou de la métropole avec lequel il n'aurait d'autres différences que celles qu'on aperçoit entre les habitants des diverses provinces françaises : il est certain qu'avec une telle tendance, il est difficile de justifier des juridictions spéciales.

Comment devons-nous apprécier cette politique ?

Si nous ne considérons que le présent, sa réalisation nous paraît difficile : il nous semble cependant désirable à tous les points de vue de nous l'assigner comme but et nous espérons que dans un avenir moins lointain qu'on ne le pense, grâce à des facteurs nouveaux tels que l'émigration des indigènes vers la France et le service militaire obligatoire, les indigènes s'incorporeront dans le bloc français qui en a déjà absorbé bien d'autres : il ne faudrait pas cependant suivre aveuglément le courant de l'opinion publique métropolitaine qui pousse à des réalisations immédiates, qui tend à donner à nos sujets des droits pour lesquels ils ne sont pas prêts, un titre de citoyen qu'ils ne désirent pas encore : une trop grande rapidité dans cette évolution peut amener les pires catastrophes et nuire à ceux-là même que nous voulons avantager : nous pensons que « si l'assimilation doit demeurer la boussole de notre politique algérienne, elle doit être considérée comme un but lointain auquel on ne peut atteindre que par des étapes successives et non comme un ensemble de règles immédiatement applicables » (2).

LA SÉCURITÉ. — Ayant admis que les juridictions répressives indigènes seront supprimées un jour nous

(2) Thomas : Les délégations financières algériennes.

devons nous demander si cette suppression est possible dans le présent : nous sommes donc amené à nous demander de quoi est fait ce présent.

Il est facile de constater que la sécurité est loin de régner dans les villes et surtout dans les campagnes algériennes, que la criminalité des indigènes est proportionnellement plus importante que celle des européens d'Algérie et surtout des français de la métropole que les vols de récoltes et de bestiaux sont fréquents et que le calme des belles nuits d'été est souvent troublé par les coups de fusil des gardiens de récoltes qui tirent sur les maraudeurs. Quelles sont donc les raisons de cette situation ? Elles sont à notre avis au nombre de deux : la misère et la mentalité indigène.

Il n'est pas du cadre de cet ouvrage de déterminer les causes de la misère indigène : paresse et imprévoyance, accaparement des meilleures terres par les colons européens, absence de propriété individuelle, nature des cultures indigènes, trop grande natalité, rapacité des chefs indigènes sont les réponses qui ont été données par différents auteurs à cette question. Quelle qu'en soit la cause il est de fait que la masse indigène est pauvre, que les indigènes des villes n'occupent que des emplois subalternes et peu rétribués et qu'une année de sécheresse amène la population de la campagne qui n'a pas de réserves aux portes de la famine. A notre avis, en Algérie comme ailleurs, la misère est la cause la plus active de la criminalité.

D'autre part, il est certain que tous nos efforts d'assimilation n'ont pas réussi à modifier entièrement la mentalité indigène, que l'instruction que nous avons répandue a, dans beaucoup de cas, créé des déclassés qui connaissent leurs droits et ignorent leurs devoirs,

que souvent l'assimilation s'est bornée pour nos sujets à l'adoption de nos vices. Il est incontestable que l'indigène n'a pas encore le respect de la vie humaine ou de la propriété privée au même titre que le français : toujours armé au moins d'un couteau ou d'une matraque, il frappe pour des motifs futiles et le vol que nos dénommons qualifié lui apparaît souvent comme un simple chapardage.

De nombreux auteurs ajoutent deux autres causes à la criminalité indigène : l'insuffisance de répression et le fanatisme. Pour ces auteurs la prison ne fait pas peur à l'indigène qui y jouit d'un régime meilleur que chez lui : tel n'est pas notre avis, quel que soit le bien être relatif dont l'indigène peut jouir en prison, il est très sensible à la privation de la liberté et notre fréquentation quotidienne avec des inculpés et des prisonniers indigènes nous a appris que l'indigène craignait la prison et surtout la transportation. Nous ne croyons pas non plus que le fanatisme soit un facteur de criminalité et que les européens soient spécialement visés par les criminels indigènes, les attentats contre la personne des européens sont rares et si les vols à leur préjudice sont fréquents c'est qu'ils détiennent la plus grosse partie de la fortune algérienne et que le voleur décidé ou poussé par le besoin à voler est bien décidé de prendre l'argent où il est.

Il n'en est pas moins certain que les autorités ont le devoir de faire respecter les propriétés et les vies, qu'elles doivent la sécurité aux européens et aux indigènes qui possèdent et que cette sécurité, si on peut espérer l'obtenir dans l'avenir par une moralisation générale de la masse indigène et une amélioration de ses conditions d'existence, on ne peut la réaliser dans le présent que par la répression, la crainte du gendarme étant le commencement de la sagesse.

Cette répression doit-elle prendre la forme habituelle de la justice française ou devons-nous employer des juridictions spéciales ? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

Si en matière de politique indigène, on admet généralement que dans un temps que d'aucuns voient très rapproché, d'autres très lointain, les indigènes s'assimileront à nous, deux grands courants se manifestent lorsqu'il s'agit d'entreprendre des réformes immédiates et en particulier d'unifier les juridictions représentatives. Ces deux tendances peuvent se dénommer la tendance algérienne et la tendance métropolitaine.

Pour les partisans de la première tendance l'indigène est loin d'être assimilé, sa religion, ses mœurs, sa mentalité sont différents des nôtres. Lorsque nous sommes arrivés en Algérie sa civilisation était à peu près égale à la nôtre au moyen âge, en cent ans d'occupation, de vie commune avec les européens, il est loin d'avoir rattrapé le temps perdu. L'indigène ne comprend que la force, il ne respecte que celui qu'il craint (3) ; il n'est d'ailleurs pas choqué par la ma-

(3) « La force telle est donc notre raison d'être. Et si par un acte quelconque nous faisons douter de notre force, par cela même nous ouvrons la porte aux espérances fanatiques qui invitent à l'insurrection. Or l'arabe ne comprend pas la force en dehors de l'abus de la force surtout quand il s'agit de rapports entre croyants et infidèles. Habitué de tous temps au régime féodal, il est par cela même habitué à l'arbitraire et à la violence... Toute notre politique doit consister vis-à-vis de l'arabe à affirmer que la force est bien non de son côté mais du nôtre... Ayons soin d'affirmer cette force par des manifestations éclatantes, énergiques et répétées, par des répressions implacables, dussions-nous parfois à la nécessité d'être forts et de le paraître, sacrifier nos sentiments de générosité. Plus nous serons durs, oppressifs et implacables et plus les arabes seront en face de nous indifférents et résignés. (Sabatier : La question de la sécurité, pp. 20 et 21).

nière brutale, il l'a toujours subie, il n'en conçoit pas d'autre, il ne comprend rien aux formes de notre procédure, il les prend pour de la faiblesse, du manque d'autorité ; en matière répressive, il faut, dès qu'un crime a été commis, frapper vite et frapper fort : qu'importent la forme, qu'importent les principes de notre droit criminel, qu'importent nos lois qui sont faites pour des français et non pour des arabes pourvu que la sanction soit immédiate et énergique. Il faut donc des juridictions spéciales aux indigènes et même des sanctions spéciales aux indigènes, il faut donner aux administrateurs des pouvoirs forts qui augmentent leur prestige et leur permettent de se faire craindre et respecter ⁽⁴⁾. « En matière humaine et sociale, il faut se méfier des abstractions et des études de cabinet et n'envisager que les hommes et les faits en laissant de côté les textes et les idées métaphysiques. Prenons en Algérie pour point de départ de notre politique et de notre justice les indigènes tels qu'ils sont et non pas tels que nous les voudrions, ayons notre objectif de progrès et de relèvement mais regardons le présent. Gardons pour nous, citoyens libres et faisant nos lois, le « *dura lex sed lex* » mais rappelons-nous que le véritable droit est bon et équitable « *jus est ars boni et equi* ».

(4) Les indigènes se font facilement à l'idée que la justice civile puisse être distribuée par des magistrats civils non revêtus de fonctions politiques mais ils ne conçoivent pas que le droit de punir puisse appartenir à un autre personnage que celui qui a le droit de commander ; chez eux de toute éternité le juge criminel a toujours été le prince. Ils considèrent le droit de châtier comme une des prérogatives essentielles du pouvoir politique ; du jour où nous la lui enlèverons nous réduirons celui-ci à néant dans son esprit (Delarosse, Dépêche Coloniale du 14 juin 1922).

« Et puisque c'est l'honneur de la magistrature française de rendre des arrêts et non des services, ne lui demandons pas un concours qu'elle ne peut ni ne doit nous prêter dans une œuvre de répression qui est et doit rester une œuvre politique, une œuvre nationale » (5).

La tendance métropolitaine est totalement différente. Les indigènes sont des hommes comme nous, nous devons les élever à notre niveau, nous leur devons les mêmes garanties qu'aux citoyens français ; ces formes de procédure qui même chez nous n'empêchent pas toujours les erreurs judiciaires, que nous n'avons obtenues qu'après plusieurs révolutions, nous les leur devons : notre procédure criminelle peut paraître compliquée mais tous les détails en ont été voulus par le législateur pour donner à l'inculpé les moyens de se défendre ; si à l'heure présente les indigènes ne sont pas à même de comprendre c'est à nous de les éduquer, de les instruire ; la justice expéditive réclamée par la tendance algérienne aboutit en réalité à une répression monstrueusement arbitraire : ce qu'il faut c'est l'application stricte du droit commun.

La première tendance est celle des hommes qui se trouvent en butte aux réalités présentes, les administrateurs, les officiers, les colons ; si à l'heure actuelle elle se fait jour dans peu de textes, elle n'en subsiste pas moins dans les esprits ; il suffit de causer avec un algérien pour s'en rendre compte.

La tendance métropolitaine a fait l'objet de nombreux ouvrages et surtout de nombreux discours au Parlement ; elle a servi de thème facile à tous les orateurs des partis de gauche et d'extrême-gauche.

(5) Rinn, *op cit.* R. A. 1889, p. 195.

Ces attaques se sont d'ailleurs bien atténuées au Parlement, il n'a plus été question des juridictions répressives indigènes depuis le vote de la loi du 30 décembre 1922 ; on ne les retrouve plus guère que dans les journaux communistes et dans les publications de la Ligue des droits de l'homme. Nous passerons sous silence les attaques des journaux communistes, leur but avoué, l'excitation de nos sujets à la révolte, leur donne une tendance qui les rend indignes de figurer dans un ouvrage honnête. On peut d'ailleurs constater depuis quelque temps un revirement dans l'opinion publique métropolitaine ; l'exhode des travailleurs indigènes vers la France lui a donné des éléments d'appréciation, les crimes de ceux qu'on dénomme les « sidis » ont fait le tour de la presse et on a beau dire que c'est la lie de la société arabe que s'expatrie, les français commencent à sentir que la tendance algérienne n'était peut-être pas aussi exagérée qu'ils le croyaient.

Quelle tendance adopterons-nous ? Convaincus d'une assimilation possible des indigènes nous ne cachons pas nos préférences pour la tendance métropolitaine, nous estimons en effet que toute différenciation dans la justice répressive ne fera que retarder l'assimilation. Beaucoup des raisons données par la tendance algérienne nous semblent insuffisantes pour légitimer des juridictions spéciales : on peut réprimer une criminalité plus importante en augmentant le nombre des tribunaux de droit commun ; si notre procédure compliquée n'est pas comprise par les indigènes, croit-on que beaucoup de français qui en bénéficient en sentent toutes les raisons ? et si l'indigène ne comprend que la force c'est à nous à lui montrer qu'au-dessus de la force il y a la justice : nous sommes venus dans son pays non pour nous plier à ses habitudes de sau-

vagerie mais pour lui apporter une civilisation dont nous sommes à juste titre fiers. Nous ne croyons pas non plus à la nécessité des pouvoirs répressifs pour maintenir le prestige des administrateurs ; leurs fonctions de commandement, leur rôle de dispensateur des grâces de l'administration nous semblent suffisantes pour leur attirer le respect et la considération ; nous croyons au contraire qu'il est désirable d'augmenter le prestige des juges de paix si on veut qu'ils deviennent un jour les seuls juges au point de vue civil.

Deux objections peuvent cependant retenir notre attention : c'est que d'une part les indigènes formant dans la société française une catégorie à part doivent être jugés par des gens qui les connaissent bien et que d'autre part les jurys composés de français et en particulier de colons n'offrent aux criminels indigènes aucune garantie d'impartialité et méconnaissent le principe du jugement par les pairs ; il nous paraît que des juges de tribunaux correctionnels algériens, algériens de naissance, ayant le plus souvent commencé leur carrière dans les justices de paix, sont on ne peut mieux qualifiés pour connaître les indigènes : on leur reconnaît d'ailleurs cette compétence lorsque l'indigène est coauteur ou complice d'européens ; il est facile d'autre part de lever la deuxième objection en admettant des indigènes par moitié dans les jurys lorsque l'inculpé est indigène. Nous estimons donc un retour au droit commun désirable.

Comment doit se faire ce retour au droit commun ? Devons-nous souhaiter une suppression brutale des juridictions indigènes ou une série d'étapes faisant passer lentement les indigènes de l'exception à la justice française ? Ici nous devons faire une distinction,

il existe nous l'avons vu dans la législation répressive indigène d'une part des tribunaux spéciaux, d'autre part des fonctionnaires de l'ordre administratif qui ont le droit d'infliger des sanctions.

Pour les premiers nous estimons qu'ils doivent momentanément continuer à fonctionner mais nous souhaitons que des exceptions de plus en plus nombreuses puissent soustraire à leur juridiction le maximum de justiciables; en ce qui concerne les pouvoirs répressifs au contraire nous pensons qu'ils doivent disparaître sans tarder; nous avons applaudi à la suppression des pouvoirs disciplinaires des administrateurs, nous souhaitons de voir disparaître prochainement ceux que possèdent encore le Gouverneur général et les officiers des affaires indigènes; ces pouvoirs sont une survivance d'un état de guerre depuis longtemps disparu et nous nous méfions des administrateurs quel que soit leur rang, quelle que soit leur conscience, quelle que soit leur honnêteté, qui ont le droit de punir.

Mais pour que ce changement réussisse il faut qu'il soit soigneusement préparé et étudié, il faut qu'à la suppression des tribunaux exceptionnels corresponde une augmentation du nombre des tribunaux de droit commun, il faut que la suppression des pouvoirs disciplinaires ne laisse pas les pouvoirs publics désarmés pour la répression de certains délits que ne peut atteindre notre code pénal.

Est-ce à dire que nous devons souhaiter comme certains auteurs le vote d'un code pénal spécial aux indigènes, qui, comme le demandait M. Girault (6) au

(6) Quinzaine coloniale, n° du 25 juillet 1900.

Congrès international de sociologie « ne soit pas une copie plus ou moins modifiée du code pénal européen, où il convient de définir à nouveau chaque infraction, d'en apprécier la qualité relative. Un fait défendu aux européens peut être permis aux indigènes et réciproquement, la gravité de l'infraction peut varier suivant la race de l'auteur ou celle de la victime. » Ce procédé peut avoir du bon, être même désirable lorsque la politique indigène tend vers la domination, la protection ou l'association, mais lorsque comme en Algérie on se fixe comme but l'assimilation, un code pénal indigène ne peut que la retarder : cela n'empêche pas que par l'adjonction d'articles nouveaux à notre code pénal, on cherche à atteindre des délits qui tels que la béchara sont fréquemment commis par les indigènes.

En résumé nous exprimons le désir que les juridictions répressives indigènes disparaissent progressivement et que les sanctions disciplinaires soient supprimées le plus tôt possible et remplacées par des peines appliquées par des juges.

Ayant traité cette question d'une manière très générale pour tous les indigènes algériens nous devons maintenant l'examiner au point de vue spécial des indigènes des territoires du sud.

II. — Faut-il des juridictions répressives spéciales aux Indigènes des Territoires du Sud

La ligne qui partage horizontalement l'Algérie en territoires civils et territoires militaires est essentiellement factice. L'idée du législateur n'a pas été de séparer des régions économiquement différentes, de

donner à des individus de race et de mœurs différentes une administration correspondant à leur genre de vie ou à leur état de civilisation: il a simplement voulu séparer l'Algérie qui se suffit à elle-même de celle qui coûte. En adoptant ce critérium les limites auraient dû être situées beaucoup plus au sud et ne comprendre (ce que proposait d'ailleurs le premier projet) que des régions purement sahariennes. On en a encore été empêché par une considération d'ordre financier: la nouvelle unité administrative ne pouvait se suffire à elle-même: on a alors ajouté des portions de territoires destinées à procurer le complément de ressources nécessaires. Si au point de vue administratif et financier cette réforme a donné d'excellents résultats, on peut en se plaçant au point de vue des administrés faire quelques réserves.

La limite est trop au nord ou trop au sud: en la portant vers le nord, on isolait de l'Algérie les régions dans lesquelles le peuplement européen était sinon impossible du moins difficile, dans lesquelles la culture doit céder le pas au pâturage, la vie sédentaire au nomadisme, on recréait le « limes » romain, c'est-à-dire le territoire dans lequel on ne peut espérer à aucun moment implanter des cultures européennes, faire vivre des européens; en la portant vers le sud on séparait l'Algérie habituelle du Sahara désertique. On a créé une cote mal taillée, aussi sera-t-il difficile de justifier un régime exceptionnel lorsque nous constaterons que des individus de même race et de même genre de vie sont traités de manière différente selon qu'ils habitent au nord ou au sud de cette ligne factice.

En fait le législateur a toujours ignoré le sud depuis la création des nouveaux territoires, toutes les lois qui ont amélioré le sort des indigènes du nord ne

sont pas applicables à ceux du sud, de là une différence très sensible de traitement au point de vue fiscal, au point de vue des droits civils, au point de vue des naturalisations, au point du vue administratif et enfin au point de vue qui nous intéresse plus spécialement des juridictions civiles et pénales.

Cette distinction est-elle justifiée ? (7) Elle aurait pu l'être si on avait pris comme ligne de délimitation la limite nord du nomadisme : il est certain que le genre de vie des nomades est totalement différent de celui que nous considérons comme la civilisation ; qu'il semble impossible, tant qu'ils nomadiseront qu'ils puissent s'assimiler à nous ; il est certain d'autre part que le nomadisme est la seule façon de vivre possible dans la région des Hauts Plateaux et du Sahara ; il apparaît donc qu'une différence de traitement peut se justifier pour les habitants de ces régions envers lesquels notre politique tend au moins actuellement davantage à la domination qu'à l'assimilation. Il est certain qu'il faut donner aux administrateurs qui ont la responsabilité de ces régions des pouvoirs forts qui leur permettent de se faire respecter et craindre par des individus en continuel déplacement dans un pays très peu peuplé. Mais par pouvoirs forts nous n'entendons pas pouvoirs discrétionnaires ; il nous semble facile de codifier les méfaits le plus souvent commis par les nomades et de fixer la peine encourue ; il nous semble tout aussi facile et tout aussi désirable

(7) Isaac, Sénat, 12 juin 1888, J. O., débats parlementaires, Sénat 1888, p. 993. « On conçoit qu'en territoire militaire, là où les institutions civiles n'ont pas encore pénétré, où subsiste plus ou moins l'état de guerre, il faille donner aux représentants de l'autorité militaire des pouvoirs très étendus ; ce régime spécial résulte de nécessités de fait, il durera autant que ces nécessités elles-mêmes.

de faire infliger la peine par un juge lorsqu'elle est privative de liberté ou au moins lorsqu'elle excède un certain nombre de jours de prison, cinq par exemple.

Nous devons aussi considérer que les territoires du sud ne sont pas uniquement peuplés de nomades ; à côté de l'immensité des steppes on trouve de petites agglomérations peuplées de sédentaires commerçants, artisans, cultivateurs et en particulier jardiniers qui n'ont absolument rien de commun au point de vue mœurs et mentalité avec le nomade et qui sont absolument semblables à ceux qui dans le nord exercent les mêmes métiers et très certainement assimilables. Il nous apparaît qu'en matière répressive ils ne doivent pas subir le traitement des nomades et que l'on pourrait sans inconvénients décider dès maintenant que les habitants fixés définitivement dans les petites villes et villages du sud, auxquels on pourrait ajouter la population du M'zab qui passe la moitié de sa vie dans le Tell, sont soustraits aux pouvoirs disciplinaires.

III. Projet de modifications

à apporter au régime actuellement en vigueur

Cet ouvrage ne serait pas complet si après avoir critiqué toutes les juridictions existantes nous n'essayons pas dans la mesure de nos faibles moyens de voir comment on pourrait les modifier.

Nous estimons que la réforme des juridictions répressives en territoire militaire ne peut consister en une amélioration des juridictions qui fonctionnent actuellement. Les défauts que nous nous sommes efforcés de mettre à jour au cours de cet ouvrage, le

fait qu'il n'existe pas un système de juridiction à trois degrés jugeant les crimes, les délits et les contraventions, l'arbitraire complet qui règne pour la saisine des diverses juridictions existantes montrent que c'est une construction nouvelle qu'il faut établir ; le vieil édifice agrandi et réparé au fur et à mesure des besoins ne peut qu'être démoli.

Nous savons bien que des objections pourront être faites à notre projet que nous avons cependant consciencieusement étudié et pour lequel nous nous sommes inspirés non seulement des grands principes du droit pénal mais encore des réalités de l'heure.

Nous serons satisfaits si on admet qu'il constitue une amélioration à la situation existante et qu'il peut servir de base à la réforme que l'on sera bien obligé de faire un jour ou l'autre.

Pour la simplicité de notre exposition nous présenterons ce projet sous la forme que pourrait revêtir une loi.

Art. 1. — Il est institué au chef-lieu de chaque annexe un tribunal de simple police composé d'un juge de paix. Les fonctions de ministère public près ce tribunal seront exercées par le chef d'annexe ou un officier du service des affaires indigènes désigné par lui. Ce tribunal a, à l'égard des français et étrangers de civilisation européenne et des israélites la même compétence que les tribunaux similaires du territoire civil ; il connaît en outre des contraventions commises par les autres individus et en particulier par les indigènes musulmans, non réprimées par les pouvoirs disciplinaires des officiers du service des affaires indigènes tels qu'ils seront déterminés ci-dessous.

Art. 2. — Il est institué au siège de chaque territoire un tribunal correctionnel composé d'un président et deux juges. Les fonctions de juge d'instruction seront exercées par le juge de paix du siège ; celles de Procureur de la République par le commandant du territoire qui peut déléguer ces pouvoirs à un de ses adjoints. Il connaît des délits commis par les français, les étrangers de civilisation européenne et les israélites ; les délits imputables aux individus non compris dans ces catégories qui auront été consommés ou tentés avec la participation de français, d'étrangers de civilisation européenne et d'israélites. Ils reçoivent en outre les appels des tribunaux répressifs institués par la présente loi. Dans les cas où l'un des juges du siège aurait connu de l'affaire comme président du tribunal répressif, il serait remplacé par un officier de la garnison possédant autant que possible des diplômes de droit.

Art. 3. — Les cours d'assises continueront à connaître des crimes commis par les français, étrangers de civilisation européenne et israélites et des crimes imputables aux individus non compris dans ces catégories qui auront été consommée ou tentés avec la participation de français, d'étrangers de civilisation européenne ou d'israélites.

Art. 4. — Les crimes commis par les individus qui n'entrent pas dans la compétence des cours d'assises sont déférés dans chaque territoire à la juridiction des cours criminelles instituées par la présente loi.

Art. 5. — La cour criminelle siège au chef-lieu de chaque territoire, elle est composée d'un conseiller à la cour d'appel président, de deux juges du tribunal

correctionnel du territoire, de deux assesseurs jurés français et de deux assesseurs jurés musulmans. Les fonctions de ministère public sont exercées par le commandant du territoire ou un de ses délégués.

Art. 6. — Les assesseurs jurés français sont tirés au sort huit jours avant chaque session sur une liste comprenant tous les officiers français, tous les sous-officiers français ne faisant pas partie du service des affaires indigènes et les citoyens français désignés par le commandant du territoire.

Art. 7. — Les assesseurs jurés indigènes seront tirés au sort dans les mêmes conditions sur une liste comprenant tous les officiers indigènes stationnés sur le territoire, les sous-officiers indigènes désignés par le commandant du territoire sur proposition des chefs de détachement, les indigènes non fonctionnaires comprenant la langue française désignés par le commandant du territoire.

Art. 8. — Les délits commis par des individus qui n'entrent pas dans la compétence des tribunaux correctionnels sont déférés dans chaque annexe à la juridiction des tribunaux répressifs institués par la présente loi.

Art. 9. — Le tribunal répressif siège au chef-lieu de l'annexe ; il est composé d'un juge du tribunal du territoire, d'un assesseur juré français et d'un assesseur juré indigène. Les fonctions de ministère public sont exercées par le chef de l'annexe ou un de ses délégués : l'instruction des affaires est faite par le juge de paix.

Art. 10. — Les assesseurs jurés sont tirés au sort sur des listes composées comme nous l'avons indiqué

plu haut mais comprenant seulement les jurés résidant dans l'annexe.

Art. 11. — Sont laissés à la répression des officiers des affaires indigènes, les contraventions de simple police et les délits et infractions dont la liste sera établie par arrêté du Gouverneur général à condition que la peine n'excède pas cinq jours de prison ou 50 francs d'amende commis en dehors des agglomérations suivantes dont la liste pourra être augmentée par arrêté du Gouverneur général. Les chefs-lieux d'annexe ou de territoire où siège un juge de paix seront obligatoirement portés sur cette liste.

Dispositions transitoires. — En attendant l'organisation d'un barreau tant que le chiffre des avocats n'atteindra pas le nombre de cinq pour les tribunaux de territoires et de trois pour les tribunaux d'annexe, seront autorisés à plaider devant les nouvelles juridictions : les capacitaires en droit, les diplômés des médersas, les oukils judiciaires, les officiers et fonctionnaires titulaires du baccalauréat ou du brevet simple ; un défenseur choisi parmi les détenteurs de ces titres universitaires sera obligatoirement désigné d'office par le président du tribunal dans tous les cas où il n'y aura pas d'avocat constitué.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir inventé quelque chose de nouveau ; nous nous sommes bornés à adapter aux territoires du sud les juridictions des territoires du nord ; nos commissions disciplinaires offrent à notre avis des avantages sur celles du territoire civil : les juges ne sont pas nommés par l'autorité administrative mais tirés au sort, le juge de paix chargé de l'instruction n'est pas président du tribunal.

Nous savons que notre système n'est pas parfait.

Bien que nous nous soyons efforcés de laisser aux officiers des affaires indigènes des pouvoirs très étendus nous n'ignorons pas qu'ils nous accuseront de saper leur autorité, nous n'ignorons pas qu'on nous reprochera d'autre part de donner au commandant du territoire les fonctions de procureur de la République même pour les français. Nous savons aussi qu'on se heurtera à la question du recrutement des juges ; notre système demande une vingtaine de magistrats en supplément ; nous croyons qu'on peut les trouver si on y met le prix.

Sans vouloir exalter notre système nous croyons qu'il constitue une amélioration sensible, qu'il fait disparaître beaucoup des reproches que l'on fait aux juridictions actuellement existantes, qu'il permettra de réaliser une meilleure administration de la justice répressive et civile, mais nous admettons fort bien qu'on puisse en trouver un meilleur. Il ne constitue d'ailleurs dans notre esprit qu'une étape vers le droit commun, étape à franchir très rapidement pour les habitants des villes du sud, plus lentement pour les nomades.

En terminant cet ouvrage, modeste contribution à la législation algérienne nous exprimons le vœu que M. le Gouverneur général Bordes qui a eu le courage de ne pas demander le renouvellement des pouvoirs disciplinaires des administrateurs ait à honneur de réaliser la réforme de la justice répressive dans le sud.

FIN

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

I. — CONSEILS DE GUERRE

II. — COMMISSIONS DISCIPLINAIRES

III. — POUVOIRS DISCIPLINAIRES

contre les Indigènes civils (Année 1927)

[illegible]

Peines prononcées en 1922 par les Commissions Disciplinaires

Nature des délits	Nombre d'affaires	Total des inculpés	Acquittements	Durée totale des peines				Amendes		Observations
				ans	mois	jours	nombre	montant		
Touggourt										
Touggourt :										
Vol	1	1	...	1	6	...	...	...	400	
Dénunciation calomnieuse ..	1	2	...	...	4	...	2	...		
Biskra :										
Vol	1	3	...	...	2	...	...	...	...	
Escroquerie	1	1	...	...	...	45	...	...	...	
Aïn-Sefra										
Aïn-Sefra :										
Vol	1	1	...	1	...	...	...	...	...	
Spéculation illicite	2	2	2	...	...	...	...	...	...	
Géryville :										
Abus de confiance	1	2	...	1	...	...	1	100		
Vol	1	2	...	...	8	...	1	50		
Recel	1	2	...	...	2	...	1	50		
Recel de déserteur	1	6	...	...	6	...	6	1.000		
Gardaïa										
Gardaïa :										
Vol	1	1	...	...	2	...	...	...	...	
Laghouat :										
Vol	6	13	5	4	...	...	4	400		
Délits forestiers	1	2	1	...	...	...	...	...	...	
Abus de confiance	1	1	...	...	4	...	...	...	...	
Coups et blessures	2	2	...	...	6	...	...	...	...	
Divers	2	6	1	...	8	...	...	...	...	
Djelfa :										
Vol	5	18	...	12	8	...	1	50		
Délits forestiers	2	5	1	...	...	20	1	100		

	Non d'affa	Total incu	Acqu tém	ans	mois	jours	nombre	montant	Observations
Gardaïa									
<i>Laghout :</i>									
Abus de confiance et vol....	2	4	...	2	6	15	1	15	
Vol et complicité	5	14	3	5	5	...	3	350	
Dénonciation calomnieuse .	1	1	...	1	...	...	...	.....	
<i>Djelfa :</i>									
Vol	3	5	...	2	6	...	3	600	
Tentative de vol	1	1	...	1	...	...	...	.....	
Délits forestiers	1	1	...	...	1	...	...	.....	
Délits de chasse	2	3	...	...	4	...	1	300	
Outrages envers l'autorité..	1	1	...	...	4	...	...	.....	
<i>Ghardaïa :</i>									
Vol	3	3	...	1	5	...	4	350	
Touggourt									
<i>Touggourt :</i>									
Vol	1	1	...	1	...	...	1	200	
<i>El Oued :</i>									
Menaces envers un agent..	1	1	...	...	2	...	1	200	
<i>Biskra :</i>									
Vol d'animaux	5	11	...	3	...	...	...	3.200	
Recel	1	1	...	...	4	...	...	300	
Refus d'obéissance, menaces et détention illicite d'ar- mes	1	2	...	1	...	...	...	.....	
Aïn-Sefra									
<i>Géryville :</i>									
Vol	1	3	2	...	2	...	1	50	
<i>Aïn-Sefra :</i>									
Vol	1	2	...	1	8	...	2	400	
Coups et blessures	1	6	2	...	8	...	...	.....	

Peines prononcées en 1924 par les Commissions Disciplinaires

Nature des délits	Nombre d'affaires	Total des inculpés	Acquittements	Durée totale des peines			Amendes		Observations	
				ans	mois	jours	nombre	montant		
Gardaïa										
<i>Laghout :</i>										
Vol	3	5	...	...	10	...	...		Dont 3 mois et 23 jours avec sursis. Une affaire a été renvoyée pour supplément d'enquête et a fait par la suite l'objet d'une plainte en conseil de guerre.	
Coups et blessures.....	1	1	...	...	2	...	...	.....		
<i>Djelfa :</i>										
Vol	5	7	...	6	...	...	3	400		
Escroquerie	2	2	...	1	6	...	...	.....		
Abus de confiance	2	3	...	...	9	23	...	.....		
Coups et blessures	2	2	...	1	...	...	1	200		
Voies de fait envers un agent de l'autorité, rébellion ..	2	3	...	1	2	...	1	100		
Dénonciation calomnieuse ..	3	3	...	...	10	...	1	50		
Détention illégale d'arme et fabrication de poudre....	4	5	...	1	8	...	4	450		
Récidive d'ivresse manifeste.	1	1	...	...	3	...	...	.....		
Détention de faux poids et mesures	1	2	...	...	...	...	2	125		
Tougourt										
<i>Tougourt :</i>										
Dénonciation calomnieuse ..	1	2	1	...	4	...	1	100		
Aïn-Seфра										
<i>Aïn-Seфра :</i>										
Vol et abus de confiance....	1	1	...	...	...	...	...	.....		

Aïn-Sefra (Suite)										
Vol simple	1	1	...	...	2	...	...	200	Le Gouverneur a approuvé pour l'amende et repoussé les demandes d'emprisonnement.	
Exercice illégal de la médecine	1	2	...	...	2	...	2			
Coups et blessures	1	1	...	...	2	...	...			
Géryville :										
Vol	1	1	...	...	8	...	...			
Coups et blessures	1	1	...	...	3	...	1	100		
Ouargla										
Ouargla :										
Vol et recel	4	8	2	2	3	...	6	525		
Désobéissance à l'autorité	1	2	...	...	...	30	...			
Coups et blessure	1	1	...	...	2	...	1	50		
Touggourt										
Néant										
Oasis										
Ouargla :										
Vol, complicité, recel	1	3	...	...	4	...	2	275	2 condamnés à 2 mois chacun.	
Gardaïa										
Djelfa :										
Délits forestiers	3	3	...	...	3	15	3	694		
Ghardaïa :										
Outrages par parole à officier ministériel	1	1	...	...	...	...	1	16		

1925

Peines prononcées en 1925 par les Commissions Disciplinaires (Suite)

Nature des délits	Nombre d'affaires	Total des inculpés	Acquittements	Durée totale des peines			Amendes		Observations
				ans	mois	jours	nombre	montant	
Aïn-Sefra									
Aïn-Sefra :									
Dénunciation calomnieuse ..	1	1	...	...	1	...	...	...	
Vol et recel de bovins.....	1	3	...	...	5	...	1	400	
Vol simple	1	2	...	...	4	...	...	...	
Tentative d'escroquerie	1	1	...	...	2	...	...	...	
Géryville :									
Vol	1	3	...	1	10	...	...	...	
Fabrication de poudre	1	1	...	...	6	...	1	400	
Tougourt									
1926									
Biskra :									
Vol d'animaux :	1	1	..	...	8	...	...	...	
Tougourt :									
Désobéissance à l'autorité..	2	5	2	...	6	...	1	100	
Oasis									
Ouargla :									
Désobéissance	5	15	...	2	6	15	2	1.100	7 condamnés à 1 mois. 4 condamnés à 2 mois. 2 condamnés à 6 mois. 1 condamné à 3 mois. 1 condamné à 15 jours.
Vol simple	1	1	...	...	...	...	...	...	
Gardaïa									
Laghounat :									
Colportage de bois vert....	1	2	...	...	3	...	2	80	

Nature des délits	Nombre d'infractions	Total des inculpés	Acequité	ans	mois	jours	nombre	montant	Observations
Gardaia (Suite)									
Ivresse, violence rébellion ...	1	1	...	...	3	...	1	100	
Vol <i>Djel'fa</i>	1	1	...	...	3	...	...	.....	
Détention de salpêtre.....	1	1	...	...	1	...	...	.....	
Coupe d'arbres	2	6	...	...	6	...	2	1.543	
Vol d'animaux	1	2	...	2	...	...	...	.....	La décision de la commission n'a pas été approuvée par le Gouverneur qui a infligé une amende de 200 fr.
Rebellion et menaces envers un préposé forestier	1	1	1	...	...	...	...	200	
<i>Ghardaia :</i>									
Coups et blessures vol.	1	1	...	...	2	...	...	.....	
Menaces de mort	1	1	...	...	6	...	...	.....	
Infraction à un arrêté municipal	1	1	...	...	...	...	1	200	
Dénonciation calomnieuse ..	1	1	...	...	1	...	1	200	
Ain Sefra									
<i>Géryville :</i>									
Vol	3	3	...	...	10	...	...	50	
Escroquerie	1	1	...	...	4	...	...	.....	
Délits forestiers	1	2	...	...	1	15	...	100	
Coups et blessures	1	1	...	...	4	...	...	100	
<i>Ain-Sefra :</i>									
Vol de bovins	1	2	...	...	4	...	...	.....	
Dissipation d'une arme appartenant à l'Etat	1	1	...	...	8	...	...	.....	
<i>Gourara :</i>									
Usage d'un nom supposé dans un passeport	1	1	...	...	2	...	...	.....	

**Etat des Indigènes punis disciplinairement
de la prison durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa**

Motif de la punition	Nombre de jours	Observations
<i>Annexe de Djelfa :</i>		
Coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité de travail de 8 jours	15	
Détention illégale d'un fusil à piston	8	
Ivresse publique et manifeste....	4	
Réclamation mensongère	4	
id.	4	
id.	4	
id.	4	
id.	4	
Vagabondage nocturne	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
Mauvaise volonté à exécuter un travail de prestation régulièrement commandé	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
id.	15	
Ivresse et tapage nocturne	15	
Migration irrégulière	15	
Migration irrégulière en mendicité	8	
Migration irrégulière	15	
id.	15	
Tentative de vol	15	

+ 15 en augmentation du Commandant du territoire.

**Etat des Indigènes punis disciplinairement
de la prison durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa (suite)**

Motif de la punition	Nombre de jours	Observations
<i>Poste de Messad :</i>		
Tentative de vol.....	8	
Migration irrégulière	8	
Rixe	8	
id.	8	
Ivresse	4	
id.	8	
Puni disciplinairement, a essayé de tromper la surveillance de son gardien	8	
Scandale sur la voie publique ..	4	
Coups réciproques	4	
id.	4	
Inexécution d'un ordre donné par le caïd	8	
id.	8	
Vol d'une valeur inférieure à 50 fr.	8	
A porter contre son chef de frac- tion une réclamation reconnue mensongère	8	
<i>Ghardaïa :</i>		
Réclamation mensongère	15	
Vagabondage	15	
Prostitution clandestine	6	
Vol léger	15	
Vagabondage	8	
id.	8	
Vol	15	
id.	15	
id.	15	
Mauvais traitements à sa belle- fille	8	
Menaces	6	
Vol d'une poule	15	
Vagabondage	15	

**Etat des Indigènes punis disciplinairement
de la prison durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa (suite)**

Motif de la punition	Nombre de jours	Observations
Vol d'effets d'une valeur inférieure à 50 fr.	15	
Manque de soins à l'égard de son enfant	1	
id.	1	
Vol léger	8	
Ivresse	8	
Vagabondage	8	
id.	15	
<i>Laghout :</i>		
Tentative d'abandon de famille..	1	
Coupe de bois dans les plantations communales	8	
Sortie du quartier réservé sans au- torisation	2	
id.	2	
Complicité de recel	1	
Recel	15	
Complicité de recel	8	
id.	8	
id.	8	
Refus de renseignements et men- songes lors d'une enquête judi- ciaire	15	
Tentative d'association de malfai- teurs	5	
id.	6	
Proxénétisme	15	
Prostitution clandestine	10	
id.	4	
Circulation automobile sur piste et refus d'obéissance	7	

**Etat des indigènes punis disciplinairement
de la prison durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa (Fin)**

Motif de la punition	Nombre de jours	Observations
Vagabondage	3	
id.	8	
id.	1	
id.	3	
id.	6	
id.	5	
id.	2	
id.	5	
id.	3	
id.	15	
id.	1	
id.	1	
id. (Récidive)	15	
id.	1	
id.	8	
id.	8	
id.	8	
id. (Récidive)	15	
id.	8	
id. (Récidive)	15	
id.	8	
id. (Récidive)	15	
id.	8	
id. (Récidive)	15	
id.	8	
id. (Récidive)	15	
Tentative d'évasion de chantier de détenus	15	
Vol inférieur à 50 fr.	10	
id.	15	

**État des Indigènes punis disciplinairement
d'amende durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa**

Motif de la punition	Montant	Observations
<i>Djelfa :</i>		
Tapage nocturne.....	30	
Tapage injurieux au quartier ré- servé	15	
id.	10	
id.	10	
id.	10	
Tapage injurieux	11	
Prostitution clandestine	20	
id.	20	
Déclaration mensongère au docteur chargé de la visite des filles sou- mises	10	
Infraction au règlement des filles soumises	10	
Contravention a un arrêté munici- pal	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
Injures simples	5	
Réponse grossière à un mokhazeni	10	
Négligence dans son service de ca- valier du caïd	10	
Inexécution d'un ordre	20	
id.	10	
A donné en gage un fusil immatri- culé	10	
A accepté en gage un fusil imma- triculé	10	
Détention illégale d'armes	30	
Réclamation mensongère	30	

**État des Indigènes punis disciplinairement
d'amende durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa (Suite)**

Motif de la punition	Montant	Observations
Rixe	30	
id.	20	
A labouré un terrain domanial ..	50	
id.	50	
id.	50	
A labouré un terrain domanial et porté une réclamation mensongère	100	
id.	100	
id.	100	
id.	100	
A labouré un terrain où la culture est interdite	30	
id.	30	
id.	30	
Réclamation mensongère contre son caïd	50	
Migration régulière	20	
<i>Messaad :</i>		
Rixe	30	
id.	30	
Inexécution d'un ordre	30	
<i>Laghout :</i>		
Dépôt d'immondices	4	
Défaut de balayage	3	
id.	3	
id.	4	
Rixe	10	
id.	5	
Dégats de plantations communales	25	
Défaut de nettoyage	4	
id.	3	
id.	3	
id.	4	
id.	4	
id.	3	

**Etat des indigènes punis disciplinairement
d'amende durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaia (Suite)**

Motif de la punition	Montant	Observations
Jet d'ordures	5	
id.	5	
Fille soumise sortie sans autorisa- tion du quartier réservé	20	
id.	20	
Scandale au quartier réservé.....	30	
Vagabondage de son jeune fils ..	5	
Fille soumise sortie sans autorisa- tion	30	
id.	25	
Fabrication de charbon sans auto- risation	25	
Défaut de nettoyage	5	
id.	5	
id.	5	
Recel	30	
Défaut de nettoyage	5	
Défaut d'éclairage arrière d'une automobile	5	
Circulation automobile sur une route interdite	50	
Vente de charbon	20	
Ivresse	15	
A fait pacager son troupeau sur les plantations communales ...	30	
id. (récidive)	50	
Défaut de permis de conduire ...	10	
Défaut d'éclairage arrière d'une automobile	5	
id.	10	
id.	10	
id.	10	
Excès de vitesse en auto	5	
id.	5	
id.	5	

**Etat des Indigènes punis disciplinairement
d'amende durant le mois de janvier 1928 dans
le territoire de Gardaïa (Fin)**

Motif de la punition	Montant	Observations
Défaut de nettoyage	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
id.	5	
Rixe	30	
Violence légères	10	
<i>Ghardaïa :</i>		
Attitude incorrecte	30	
Migration irrégulière	25	
N'a pas répondu à une convocation	10	
id.	20	
Attitude incorrecte	10	
Dépôt d'immondices	10	
Migration irrégulière	10	
id.	10	
id.	10	
Difficulté à exécuter un ordre du caïd	30	
A refusé d'assister aux opérations de collation des noms patryny- miques.	30	

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

DOCUMENTS OFFICIELS

Archives du service des affaires indigènes et du personnel militaire.

Exposé de la situation des Territoires du Sud, année 1923. 1^{re} partie : Ce qu'ils sont. Pourquoi ils ont été créés, Alger, 1922, 1 vol., 250 pages. 2^e partie : L'œuvre accomplie, Alger, 1922, 1 vol., 549 pages.

RECUEILS DE TEXTES

Bulletin des Lois.

Bulletin officiel de l'Algérie et des colonies (1858-1860).

Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie (1860-1927).

ESTOUBLOU et LEFEBURE. — *Code de l'Algérie*, annoté et suppléments annuels jusqu'en 1916, Alger, 1896 et suiv.

HUGUES et LAPRA. — *Code algérien (1872-1876)*, Paris 1878.

Journal officiel de la République française.

Journal officiel de l'Algérie (depuis 1927).

MÉNERVILLE. — *Dictionnaire de législation algérienne*, 3. vol, 1830-1860, 1860-1866, 1866-1872 (Paris 1877).

(1) Nous n'avons cité dans cette bibliographie que les ouvrages traitant directement des questions essentielles de notre travail. Nous avons jugé suffisant de citer simplement en note les ouvrages moins importants ou ne traitant que les points de détail.

Mobacher (journal arrabe français, depuis 1847).

Recueil des actes du gouvernement de l'Algérie (1830-1856).

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence, depuis 1885.

SAUTAYRA. — *Législation de l'Algérie*, 3 vol. 1830-1872 (Paris 1883), 1878-1883 (Paris 1884), 1883-1886 (Bli-da 1886).

JURISPRUDENCE

Bulletin judiciaire de l'Algérie, 1877-1884, 9 vol., Alger, 1878-1891.

Bulletin criminel.

DALLOZ, — *Jurisprudence générale*.

ESTOUBLON. — *Jurisprudence algérienne*, 1830-1878, 5 vol., Alger, 1890.

Revue Algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence, depuis 1858.

SIREY. — *Recueil de lois et arrêts*.

OUVRAGES DE FOND

BEQUET et SIMON. — *Algérie : gouvernement, législation, administration*, Paris 1883.

CHARPENTIER. — *Précis de législation algérienne et tunisienne*, Alger 1899.

CHARPENTIER. — *Analyse du cours de législation algérienne*, Alger 1885.

GIRAULT. — *Principe de colonisation et de législation coloniale*, t. III, Paris 1921.

LARCHER et RECTENWALD. — *Traité de législation Algérienne*, 3 vol., Paris 1923.

MORAND. — *Introduction à l'étude du droit musulman algérien*, Alger 1921.

TILLOY. — *Répertoire alphabétique*.

OUVRAGES DIVERS

- BERNARD et LACROIX. — *L'évolution du nomadisme en Algérie*, Paris 1906.
- LARCHER. — *Trois années d'études algériennes*, Paris 1902.
- LARCHER et OLIER. — *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, Paris 1899.
- LEROY BEAULIEU. — *De la colonisation chez les peuples modernes*, 2 vol. ,Paris 1902.
- MERCIER. — *La question indigène en Algérie*, Paris 1901.
- PIQUET. — *Les réformes en Algérie*, Paris 1919.
- RINN. — *Les commissions disciplinaires*, Alger 1885. (Paru aussi dans la *Revue algérienne*, 1885, pp. 53, 73, 257, 357).
- SABATIER. — *La question de la sécurité*, Alger 1882.
- TROLLARD. — *La sécurité en Algérie*, Alger 1893.

THESES

- COHEN. — *Les israélites et le décret Crémieux*, Paris 1900.
- DUBOIS. — *Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie*, Paris 1904.
- FOISSIN. — *Essai sur l'histoire des juridictions criminelles en Algérie*.
- Mathieu DE PREUTIN. — *Les juridictions répressives indigènes en Algérie*, Paris 1908.
- MAUDET. — *La justice militaire*, Bordeaux 1926.
- VALET. — *Le Sahara algérien*, Alger 1927.
- RECTENWALD. — *La magistrature cantonale en Algérie*, Montpellier 1910.

ARTICLES DE REVUES

- LARCHER. — Nombreux articles dans la *Revue algérienne et tunisienne de législation et jurisprudence* en particulier.

Les commissions disciplinaires dans les territoires de commandement et les délits forestiers. *R. A.* 1908-1-229 (paru en un petit opuscul Alger 1908).

La justice répressive dans les territoires du sud, *R. A.* 1909-1-97.

Les effets juridiques du changement de religion. *R. A.* 1910-1-1.

Une jolie lacune. *R. A.* 1913-1-1.

RINN. — Le séquestre et la responsabilité collective. *R. A.* 1889-1, pp. 121, 141, 172 ; 1890-1, pp. 33, 65, 117.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. Limites et organisation administrative des territoires du sud	7
II. Historique de la justice répressive en Algérie	13

PREMIÈRE PARTIE

LES CONSEILS DE GUERRE.....	35
<i>Chapitre I.</i> — Historique	35
<i>Chapitre II.</i> — Organisation	41
<i>Chapitre III.</i> — Compétence	43
<i>Chapitre IV.</i> — Procédure	61
<i>Chapitre V.</i> — Critique	77

DEUXIÈME PARTIE

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES	87
<i>Chapitre I.</i> — Le Gouverneur général juge ré- pressif	89
I. L'internement	91
II. Le séquestre	101
III. L'amende collective	105
<i>Chapitre II.</i> — Les commissions disciplinaires ..	111
I. Historique	111
II. Organisation	118
III. Compétence	122
IV. Procédure	129
<i>Chapitre III.</i> — Les pouvoirs disciplinaires.....	137
<i>Chapitre IV.</i> — Critique des sanctions discipli- naires	143

TROISIÈME PARTIE

<i>Chapitre I. — La justice française.....</i>	157
I. Les cours d'assises	157
II. Les justices de paix militaires.....	158
<i>Chapitre II. — Justice commune aux français et aux indigènes</i>	167
<i>Chapitre III. — La police judiciaire</i>	169
 CONCLUSION	179
I. Faut-il des juridictions répressives spécia- les aux indigènes ?	179
II. Faut-il des juridictions répressives spécia- les aux indigènes des territoires du sud ?	190
III. Projet de modifications à apporter au sys- tème actuellement en vigueur	193
 RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	
I. Conseils de guerre	201
I. Commissions disciplinaires	206
III. Pouvoirs disciplinaires	212
 BIBLIOGRAPHIE	221

VU : *Le Président de Thèse,*
BIENVENUE.

VU : *Le Doyen,*
MORAND.

Vu et permis d'imprimer,

Alger, le 28 avril 1928.

Le Recteur,
TAILLIART.

